

Histoire politique contemporaine

Université Paris Dauphine | Cours de Gilles GIBERT

M2 Carrières publiques et Grands Concours | Préparation aux concours administratifs

Année universitaire 2010-2011

Objectif : Cet enseignement a vocation à rendre intelligible les enjeux politiques, économiques et sociaux de la France et du monde contemporain. Il s'agit d'une initiation et d'une remise à niveau des étudiants en Histoire contemporaine en abordant principalement l'histoire politique de la France et l'étude des relations internationales au XX^e siècle.

Table des matières

Chapitre 1. Comment la France est-elle devenue républicaine ? (1870-1914)	7
1.1. La naissance de la République (1870-1885).....	7
1.1.1. Les épreuves de la guerre.....	7
1.1.2. L'échec des monarchistes.....	9
1.1.3. Les fondements de la République.....	13
1.2. Le temps des crises (1885-1900).....	17
1.2.1. Une société en crise.....	18
1.2.2. La crise boulangiste (1886-1889).....	20
1.2.3. L’Affaire Dreyfus, danger mortel pour la République	24
1.3. La République radicale (1899-1914) : entre espoirs et désenchantements	32
1.3.1. De la défense républicaine au Bloc des Gauches (1899-1908).....	32
1.3.2. La République : le régime de tous les Français ?	35
1.3.3. La République change de visage : le radicalisme sur la défensive (1909-1914)	38
Chapitre 2. La France de la Belle Époque entre archaïsme et modernité	43
2.1. La Belle Époque de l'industrie	43
2.1.1. L'industrie, moteur de la croissance française.....	43
2.1.2. Le poids des héritages et des inerties.....	43
2.2. Une France malthusienne.....	43
2.2.1. Le handicap démographique	43
2.2.2. Le problème de la main-d'œuvre	43
2.3. Une société sous tension	44
2.3.1. Une République de paysans.....	44
2.3.2. La bourgeoisie.....	44
2.3.3. Les ouvriers	44
2.4. Paris, capitale mondiale.....	44
Chapitre 3. La Troisième République face à l'épreuve de la Grande Guerre (1914-1918)	45
3.1. Les institutions républicaines.....	45
3.1.1. Gouvernement et armée.....	45
3.1.2. La fin de la souveraineté nationale et des libertés ?.....	45
3.1.3. L'État interventionniste : la fin de l'économie libérale ?	45
3.2. Culture républicaine et culture de guerre	46
3.2.1. L'Union sacrée : mythe ou réalité ?.....	46
3.2.2. Les français et la culture de guerre.....	46

Chapitre 4. De la Russie à l'URSS (1917-1928)	47
4.1. "La guerre, le plus beau cadeau fait à la révolution" (Lénine) – La Russie en guerre (1914-1917).....	47
4.1.1. Le désastre militaire	47
4.1.2. La décomposition économique	47
4.1.3. L'impuissance politique.....	47
4.1.4. Des révolutionnaires impuissants.....	47
4.2. De février à octobre 1917 : la Russie en révolution	47
4.2.1. La première révolution : février 1917 = la chute du tsarisme	47
4.2.2. La deuxième révolution : octobre 1917 = la révolution bolchévique.....	48
4.3. La Russie entre en dictature (1918-1921).....	49
4.3.1. Assurer la victoire.....	49
4.3.2. Construire le Parti-État.....	49
4.3.3. La guerre civile	49
Chapitre 5. L'URSS de Staline (1928-1953)	51
5.1. Comment Staline accède-t-il au pouvoir ?	51
5.1.1. Staline, l'homme du parti.....	51
5.1.2. La fin de la LEP (1927-1928)	51
5.2. Le "Grand Tournant" (1929-1933).....	52
5.2.1. La collectivisation des campagnes	52
5.2.2. Le premier plan quinquennal.....	52
5.2.3. Le Parti Communiste face au Grand Tournant.....	52
5.3. Le stalinisme s'installe (1934).....	52
5.3.1. La prise du pouvoir.....	52
5.3.2. L'année décisive (1935).....	52
5.3.3. La <i>ejovschina</i> (1936)	52
Chapitre 6. La Troisième République dans les années 1920 : l'impossible retour à la normale	53
6.1. Une culture républicaine fortifiée par la Grande Guerre	53
6.1.1. Une guerre inoubliable	53
6.1.2. Le poids des anciens combattants	53
6.1.3. Une nouvelle conception de la politique : la "brutalisation" (ou "ensauvagement").....	53
6.2. De nouveaux rapports de force.....	53
6.2.1. L'éclatement de la gauche et la peur du communisme	53
6.2.2. Les contradictions de la SFIO et du parti radical.....	54
6.2.3. Le parti communiste (PC)	54
6.2.4. Les droites.....	54
6.3. La Troisième République sous tensions.....	54
6.3.1. Le Bloc National, ou quand l'anticommunisme ne suffit pas à faire une politique (1919-1924)	54
6.3.2. Le Cartel des Gauches (1924-1926)	54
6.3.3. Le retour de la droite au pouvoir	54
Chapitre 7. La crise des années 1930 : crise économique ou crise de civilisation ?	55
Chapitre 8. Un ou des totalitarismes ?	57
Chapitre 9. La Troisième République et les crises des années 1930	59
9.1. Section 1	59
9.2. Section 2	59

9.2.1. Sous-section 1	59
9.2.2. L'absence d'Union sacrée.....	59
9.2.3. Le malaise social.....	59
9.3. Une puissance affaiblie	60
9.3.1. La crise démographique	60
9.3.2. La stagnation économique.....	60
9.3.3. Une puissance coloniale illusoire.....	60
Chapitre 10. L'Europe et le monde au début du XX^e siècle (1850-1939)	61
10.1. L'Europe domine le monde.....	61
10.1.1. L'Europe peuple le monde	61
10.1.2. Le partage du monde.....	61
10.1.3. La maîtrise du monde	62
10.1.4. L'Europe contrôle le commerce mondial	62
10.1.5. La suprématie commerciale des européens.....	62
10.1.6. Comment expliquer la prépondérance européenne ?	62
10.2. L'Europe finance l'économie mondiale	62
10.2.1. Les placements européens dans le monde	62
10.2.2. L'impérialisme financier	63
Chapitre 11. La République et le fait colonial (1914-1962)	65
Chapitre 12. Les empires coloniaux : les formes de la domination	67
12.1. Le pouvoir colonial : la complexité d'une domination	67
12.1.1. L'administration des colonies en débat	67
12.1.2. Des groupes sociaux aux droits inégaux.....	68
12.2. L'économie coloniale : exploitation ou mise en valeur ?	69
12.2.1. Agriculture et dépossession foncière	69
12.2.2. Les relations économiques entre métropoles et colonies.....	70
12.3. Les sociétés face à la colonisation.....	71
12.3.1. La « mission civilisatrice »	71
12.3.2. La conquête des opinions publiques.....	73
Chapitre 13. La fin de la Troisième République (1939-1940) : une mort inévitable ou accidentelle ?	75
13.1. L'entrée en guerre de la France	75
13.1.1. La persistance du malaise intérieur	75
13.1.2. La drôle de guerre (3 septembre 1939-10 mai 1940).....	75
13.2. La défaite : la France en six semaines	75
13.2.1. Effondrement militaire et crise politique	75
13.2.2. Pétain au pouvoir.....	75
13.3. La mort de la Troisième République.....	76
13.3.1. Une Troisième République abandonnée par ses partisans ?	76
13.3.2. Le « suicide » de la Troisième République	76
Chapitre 14. Vichy : « Ces tempos où les Français ne s'aimaient pas » (1940-1944)	77
14.1. La dictature de l'État Français : un régime ancré dans la nation ?	77
14.1.1. Les conceptions du pouvoir de Pétain	77
14.1.2. Vichy est-il fasciste ?.....	77
14.1.3. La Révolution Nationale.....	77
14.1.4. Vichy : un régime populaire ?.....	77
14.1.5. Les partisans de la collaboration	77
14.2. Les opposants : refus de la défaite ? Refus de l'État français ?	78

14.2.1. La France libre.....	78
14.2.2. La Résistance intérieure.....	78
14.3. Les Français en guerre civile	78
14.3.1. La dérive fasciste de Vichy	78
Chapitre 15. La Résistance en France	79
15.1. Une ou des Résistances ?	79
15.1.1. Une résistance diffuse, isolée et plurielle dès 1940	79
15.1.2. Les formes de résistance.....	79
15.1.3. Les enjeux de la planification des résistances	81
15.2. 1944 : La libération du territoire et ses enjeux.....	82
15.2.1. Les enjeux	82
15.2.2. La France libérée	82
Chapitre 16. Reconstruire la France et reconstruire la République (1944-1946)	85
16.1. Comment régénérer la République ?	85
16.1.1. Rétablir l'autorité républicaine	85
16.1.2. De Gaulle et la résistance intérieure	85
16.1.3. Renouveau politique et éclatement de la Résistance	85
16.1.4. Les forces politiques en 1945 : la mise en place du tripartisme	85
16.2. Une société française unie et renouvelée ?	85
16.2.1. L'enjeu de la reconstruction.....	86
16.2.2. Les réformes de la Libération.....	86
16.2.3. La guerre civile n'aura pas lieu.....	86
16.2.4. Le retour des absents.....	86
Chapitre 17. Les grands modèles idéologiques après 1945	87
Chapitre 18. La confrontation Est-Ouest jusqu'aux années 1970	88
Chapitre 19. La guerre froide (1947-1955)	89
Introduction : la question de la responsabilité.....	89
19.1. De la Grande Alliance à la rupture	89
19.1.1. 1946 : la montée des tensions.....	89
19.1.2. 1947 : la rupture.....	90
19.1.3. Les États-Unis, responsables de la Guerre froide ?	91
19.2. L'affrontement des deux Grands	92
19.2.1. La Guerre froide commence en Europe.....	92
19.2.2. La Guerre froide s'étend à l'Extrême-Orient.....	93
19.3. Les deux camps face à face : la naissance d'un monde bipolaire.....	94
19.3.1. Le camp atlantique.....	94
19.3.2. Le camp oriental.....	95
19.3.3. Les premiers signes de dégel Est-Ouest.....	95
Chapitre 20. La coexistence pacifique (1955-1962)	97
20.1. L'état des forces des deux superpuissances	97
20.1.1. Le « dessein » khrouchtchévien.....	97
20.1.2. L'équilibre de la terreur	98
20.1.3. Le rapprochement Est-Ouest.....	99
20.2. L'évolution des blocs	99
20.2.1. 1956 : La crise du communisme en Europe.....	99
20.2.2. La relance de la construction européenne	100
20.3. La coexistence pacifique et ses limites	100
20.3.1. La rivalité dans le Tiers-Monde	100
20.3.2. L'enjeu de Berlin	101

20.3.3. La crise de Cuba : le bras de fer des deux superpuissances	102
Conclusion	103
Chapitre 21. Les débuts difficiles de la Quatrième République (1947-1954)	105
21.1. Les élections de 1945 : le référendum du 21 octobre 1945	105
21.2. De Gaulle et les partis en conflit	105
21.3. La République du Tripartisme	105
21.3.1. Le Tripartisme définit le nouveau régime	105
21.3.2. La mise en place des institutions	105
21.4. La rupture du consensus intérieur	105
21.4.1. La fin du Tripartisme	106
21.4.2. La Guerre froide en France	106
21.4.3. La troisième force	106
21.5. Une République en crise permanente (1947-1954)	106
21.5.1. Les contradictions de la troisième force	106
Chapitre 22. Renouveau et crise finale de la Quatrième République (1954-1958)	107
Chapitre 23. La genèse de la République gaullienne (1958-1962)	109
Chapitre 24. Les relations internationales de 1975 à 1991	110
Chapitre 25. La Cinquième République à droite (1962-1981)	111
Chapitre 26. Les Français et l'Europe	113
Chapitre 27. Les Français, la République et l'identité nationale	115
Chapitre 28. Après 1991, un monde dominé par la <i>Pax Americana</i>	117
28.1. L'après-guerre froide : le leadership américain	117
28.1.1. Les illusions de 1991 : la proclamation d'un « nouvel ordre mondial » par George Bush	117
28.1.2. L'« <i>enlargement</i> » de Bill Clinton : retour au pragmatisme	118
28.1.3. L'impasse : l'image brouillée des États-Unis	119
28.1.4. Les difficultés américaines au Moyen-Orient	119
28.2. Les États-Unis font le choix de l'unilatéralisme	120
28.2.1. L'hyperpuissance américaine et les attentats du 11 septembre 2001	120
28.2.2. L'intervention américaine en Irak (2003)	121
28.3. Les autres puissances (hors U.E.) face à l'hyperpuissance américaine	122
28.3.1. La Chine veut rivaliser avec la puissance américaine	122
28.3.2. L'Inde : priorité au développement	123
28.3.3. La Russie ou comment redevenir une puissance mondiale	123
28.3.4. Le Japon : des ambitions limitées	123
Conclusion	124

Chapitre 1.

Comment la France est-elle devenue républicaine ? (1870-1914)

Avant de nous concentrer sur la Troisième République, il est bon de rappeler deux dates essentielles : le 2 septembre 1870 a lieu le désastre de Sedan. L'empereur Napoléon III est fait prisonnier. C'est donc la chute du Second Empire. La nouvelle du désastre de Sedan provoque une insurrection parisienne qui se termine par la proclamation depuis l'Hôtel de ville – par notamment Gambetta – de la République, le 4 septembre 1870 (il faut bien insister sur le caractère de *proclamation* cette fois-ci). Dans la foulée est constitué un Gouvernement de Défense nationale (la guerre franco-prussienne commencée le 19 juillet 1870 est loin d'être terminée).

La problématique importante est qu'en France la République est plus qu'un régime institutionnel ; ce n'est pas simplement les lois constitutionnelles, c'est aussi et surtout un ensemble de valeurs. Et c'est vrai qu'il y a aujourd'hui, à gauche comme à droite, une sorte de nostalgie de cet âge d'or de la Troisième République, au moins la République de ces débuts ; et pour cela il faut renvoyer à ce que l'on appelle le socle (ou pacte) républicain.

Nous allons étudier la manière dont la Troisième République, avant 1914, a bâti ce pacte républicain, ce consensus républicain, qui va donner naissance à la France contemporaine.

1.1. La naissance de la République (1870-1885)

1.1.1. Les épreuves de la guerre

§1. Terminer la guerre

Rappelons quelle est la situation au lendemain du désastre de Sedan :

- la Prusse a envahi et occupe 43 départements français ;
- elle a fait 370 000 prisonniers.

Un débat très vif s'engage au sein du Gouvernement de la Défense nationale pour savoir comment gérer cette situation qui, sur le plan militaire, est extrêmement difficile. Ce débat va tourner à l'avantage de ceux qui veulent l'armistice et qui veulent négocier la paix avec les prussiens.

Il y a néanmoins deux points décisifs à retenir : Paris est assiégée depuis le mois de septembre 1870, est bombardée et connaît une pénurie alimentaire dramatique ; mais elle résiste et refuse la logique de la négociation, au même titre que l'homme qui incarne la résistance à l'invasion, qui veut rejouer le mythe de la grande nation et renouer avec les heures glorieuses des soldats de l'Empire : Léon Gambetta [1838-1882], qui a quitté la capitale en ballon pour reconstituer son pouvoir et une armée pour repousser l'invasion prussienne. Quoi qu'il en soit, Gambetta est en minorité et ne peut rien contre la signature de l'armistice le 28 janvier 1871. À la même date est proclamé l'Empire Allemand, le II^e Reich, et Guillaume II devient empereur d'Allemagne tout en étant couronné à Versailles. En effet, la guerre franco-prussienne a servi à Bismarck et (surtout) à Guillaume II à faire l'unité de l'Allemagne (« par le fer et par le sang » d'après Bismarck). L'humiliation supplémentaire faite à la France est que c'est dans le palais du Roi Soleil que l'on voit émerger cette grande puissance européenne qu'est l'Allemagne.

Le problème est que Bismarck, l'homme fort, le Chancelier, refuse de négocier la paix avec un gouvernement illégitime car né de l'insurrection parisienne. Bismarck exige donc que l'on organise des élections législatives, ce qui va être fait le 8 février 1871, et ces élections vont déboucher, selon l'expression célèbre de l'époque, sur ce qu'on appelle la "Chambre introuvable".

Qu'est-ce que cette "Chambre introuvable" ? Il s'agit d'une Chambre qui est très majoritairement monarchiste. D'après une description célèbre faite par Victor Hugo, on voit revenir du fond de leur campagne les notables monarchistes ultra, c'est-à-dire qui renvoient à la première restauration. Il faut retenir de cette description que l'on a donc une Chambre qui ne doit finalement son succès qu'à la France rurale, profondément pacifiste.

L'homme fort qui émerge au sein de cette assemblée qui siège à Bordeaux où le gouvernement s'est replié, et qui est peut-être l'homme clé pour comprendre cette France du XIX^e siècle, est Adolphe Thiers [1797-1877]. Il est important de retenir qu'il est désigné le 17 février 1871, au lendemain de la première réunion des députés, comme « chef du pouvoir exécutif de la République Française en attendant qu'il soit statué sur les institutions ». Cela signifie que, le peuple parisien insurgé a beau avoir proclamé la République le 4 septembre 1871, la Chambre monarchiste (rassemblement hétéroclite de toutes les droites monarchistes) montre sa volonté clairement affichée de vouloir restaurer la monarchie. Cet accord porte un nom important à retenir : le Pacte de Bordeaux. Il s'agit d'une assemblée monarchiste qui, forte de l'expérience de Thiers, lui reconnaît la prééminence, lui confie le pouvoir législatif, mais avec un arrière-plan, une très nette volonté, un désir, de restaurer la monarchie.

Thiers s'occupe, dans les semaines qui suivent, de négocier directement avec Bismarck, ce qui va déboucher sur un traité célèbre : le Traité de Francfort – la paix est donc signée – le 10 mai 1871, dont les clauses les plus pénibles pour la France sont : la perte de l'Alsace-Lorraine et une indemnité colossale pour l'époque de 5 milliards de francs payables en or et à verser en trois ans. En gage de ce paiement, les Allemands obtiennent l'occupation d'une partie du territoire (six départements du Nord et Belfort) jusqu'au paiement complet de cette somme.

C'est là que Thiers va montrer son énergie politique : il va lancer deux emprunts qui vont drainer l'épargne rurale et permettre de rembourser à long terme l'indemnité, ce qui va permettre l'évacuation anticipée du territoire par les allemands au début de l'année 1872. Cela permet à Thiers de gagner un surnom, celui de « libérateur du territoire ». Mais ce n'est pas encore le couronnement de sa carrière.

Venons-en à l'événement qui va cristalliser ce que Victor Hugo va appeler « l'année terrible », c'est-à-dire l'année 1871, et qui est bien sûr...

§2. L'écrasement de la Commune de Paris

Lors des élections de février 1871, Paris s'est totalement distinguée du vote monarchiste et réactionnaire parce que, sur 43 députés, Paris en envoie 37 qui appartiennent à l'extrême-gauche. C'est une tradition liée à l'héritage non seulement de la religion française mais aussi au développement extrêmement complexe de la mouvance socialiste en France (on reviendra sur ce point un peu plus loin dans ce chapitre).

Tout commence le 18 mars 1871, lorsque la population parisienne – qui a beaucoup souffert et qui, notamment, a financé par une collecte publique l'armement et la défense de la ville – refuse de restituer les canons de la garde nationale qui se trouvaient à Montmartre et à Belleville (à l'époque Paris est une ville fortifiée ; ses fortifications ont été érigées par Thiers sous la monarchie de juillet). Cela tourne mal puisque les deux généraux chargés de "désarmer" en quelque sorte la capitale sont massacrés, et on voit Thiers, le gouvernement et les députés s'installer à Versailles, c'est-à-dire fuir la ville insurgée.

Le 26 mars 1871 a lieu l'élection d'un conseil général de la Commune, dont on va simplement indiquer les orientations. La population parisienne mobilisée – principalement la population des petits métiers, la population ouvrière – rêve d'une république démocratique et sociale. Ça passe par la création de coopératives – vieille tradition du mouvement ouvrier français là-aussi –, par

beaucoup d'expériences d'auto-gestion, par un anticléricalisme forcené. Une mesure symbolique prise est, par exemple, l'interdiction du travail de nuit pour les boulangers.

Ce qu'il faut retenir, c'est que la Commune est le reflet d'une division du mouvement de l'extrême-gauche française. On voit en fait s'affronter au sein de la Commune plusieurs courants :

- ceux qu'on appelle les militants « internationalistes » (Eugène Varlin) ;
- les « blanquistes », un courant que l'on voit s'affirmer et que l'on peut qualifier presque de « jacobins » (Jules Vallès) ;
- des « anarchistes », partagés entre deux familles, les « proudhoniens » et les « bakounistes », engagés dans une voie très radicale.

La Commune de Paris échoue à susciter un mouvement d'adhésion à l'échelle nationale (il y a certes des Communes, mais très éphémères, à Lyon et à Marseille) ; ce qui fait que, face à l'apathie d'un pays qui est encore dans les affres de la guerre, Thiers se résigne à réprimer très violemment, à « liquider » comme il le dit lui-même, la Commune de Paris. Ceci va être l'œuvre de régiments provinciaux, essentiellement des ruraux à qui on a fait un portrait archaïque de la population parisienne. Cette armée qui va entrer après plusieurs semaines de siège dans Paris est dirigée par Mac Mahon (qui aura un grand destin politique). Celui-ci entre dans Paris le 21 mai, date à laquelle commence la fameuse « semaine sanglante » (21-28 mai 1871), qui se termine au Mur des fédérés situé au Père Lachaise (qui va occuper une part importante de l'imaginaire de l'extrême-gauche française au moins jusqu'aux années 1970).

Pour faire un petit bilan de cette répression : 25 000 morts, 5 000 déportés (notamment à l'époque en Guyane et en Algérie mais également en Nouvelle-Calédonie (dont la déportée Louise Michel qui va devenir institutrice pour les populations locales)).

Tirons à présent les conclusions politiques de cet écrasement de la Commune de Paris. Il y a trois informations essentielles :

- Pour la première fois, une insurrection populaire parisienne n'a pas réussi à imposer sa volonté au reste du pays. Il ne faut pas oublier cet élément extrêmement important. Les révolutions de 1789, 1830 et 1848 avaient toujours été impulsées de la capitale vers le reste du pays. Ce processus historique de domination d'une capitale s'achève avec l'échec de la Commune de Paris.
- Le mouvement socialiste français (l'extrême-gauche) est durablement décapité. On peut parler d'une "guerre sociale", au sens où Thiers effectivement a joué sur un réflexe de peur des classes possédantes (de la bourgeoisie) pour légitimer la liquidation de ce qu'on appelle à l'époque les « classes dangereuses ».
- Marx fait de la Commune de Paris la première tentative moderne de révolution prolétarienne. Et on peut rappeler l'anecdote fameuse de Lénine dansant dans la neige en 1918 parce que la révolution d'octobre 1917 avait duré un jour de plus que la Commune de Paris.

1.1.2. L'échec des monarchistes

Les monarchistes ont toutes les cartes en mains pour réaliser leur objectif politique, à savoir restaurer la monarchie.

§1. L'ordre moral

Tout commence le 31 août 1871 avec le vote de la fameuse loi Rivet qui accorde à Thiers le titre de Président de la République. Mais Thiers arrive au terme de son évolution politique. Pour rappel, il a commencé à droite pour glisser, à partir de 1840 mais surtout sous le Second Empire, vers le libéralisme politique. Thiers, à partir de novembre 1872, rompt le fameux "pacte de confiance". Cela veut dire concrètement que Thiers, à partir de l'hiver 1872, prend officiellement parti pour la République, en prononçant un discours dans lequel il dit que c'est le « gouverne-

ment légal du pays ». Et les victoires successives de plusieurs candidats radicaux à des élections législatives partielles en 1873 le convainquent qu'il a réellement raison, et donc il fait un autre discours extrêmement important dans lequel il se prononce ouvertement depuis la tribune de la Chambre en disant que « la République est le régime qui divise le moins ».

Soyons clair : au printemps 1873, Thiers a basculé du côté de la République quant à la définition du régime. Il lâche, en quelque sorte, les monarchistes de la "Chambre introuvable".

Les monarchistes ne se laissent pas faire. Le 24 mai 1873, Thiers est remercié par un vote de défiance ; Thiers démissionne, et la Chambre élit le nouvel homme fort : Patrice de Mac Mahon, qui devient Président de la République, et le gouvernement est confié au Duc de Broglie, chef de file des orléanistes. Et, sans attendre la restauration monarchique, le Duc de Broglie va conduire une politique qu'on va appeler la « politique de l'ordre moral ».

Cette politique de l'ordre moral est une politique marquée de valeurs chrétiennes. Il s'agit pour la France vaincue d'expier ses péchés ; et on voit le gouvernement conduire une politique violemment anti-républicaine, mais surtout une politique très favorable à la cléricatisation de la société, au clergé, à qui on accorde la liberté d'enseignement dans le supérieur. Cela s'accompagne d'un soutien massif de l'État au réveil religieux à travers l'organisation de grands pèlerinages et surtout avec la construction d'un bâtiment censé traduire cette pénitence des français qui ont péchés à la fois dans la défaite de 1870 mais surtout dans l'épisode de la Commune : le Sacré Cœur.

La restauration monarchique semble en marche, au moins dans les esprits, du moins sans vouloir être imposée à la société. Mais, les divergences entre orléanistes et légitimistes vont jeter à bas toute la stratégie de restauration.

Le prétendant orléaniste, qu'on appelle le Comte de Paris, et héritier de la branche des Bourbon, a pour projet de mettre sur le trône le Comte de Chambord (héritier légitime qui vit en Autriche et n'a jamais mis les pieds en France). Le Comte de Paris se rend donc en Autriche pour reconnaître comme seul représentant son cousin en octobre 1873. Mais cette entrevue se termine mal, le Comte de Chambord refusant l'offre du drapeau tricolore (il ne veut revenir en France qu'à la condition de voir flotter le drapeau d'Henri IV, le drapeau blanc de la monarchie).

La restauration paraît dans l'impasse. Mais les monarchistes attendent en réalité la mort du Comte de Chambord (fatigué et malade), pour que le Comte de Paris devienne l'héritier légitime de la monarchie. Il leur faut donc une solution d'attente, et cette solution va être la crainte.

L'Assemblée décide donc le 11 novembre 1873 de créer le septennat. Le septennat n'est ni plus ni moins que proroger à sept ans le mandat présidentiel pour permettre une éventuelle restauration monarchique.

§2. Le vote des lois constitutionnelles

La Troisième République n'a pas de Constitution mais un ensemble de lois constitutionnelles. Dans quelles conditions sont-elles nées ? En fait, on revient encore et toujours aux élections partielles. Ces élections partielles sont importantes en 1871 et 1873 parce que chacune des élections partielles révèle que la Chambre ne représente pas la réalité politique du pays, l'état des forces politiques. La preuve est que toutes les élections partielles sont marquées par deux phénomènes : une poussée républicaine et, plus inquiétant pour les monarchistes, une poussée bonapartiste.

Cette poussée bonapartiste va inciter le centre-droit orléaniste, le centre tout court (dirigé par Thiers) et des républicains modérés à s'allier. Et cette conjonction des centres va faire que, à la surprise générale, le 30 janvier 1875, le fameux amendement Wallon va être adopté à une voix de majorité. Cet amendement dit que : « Le Président de la République est élu à la majorité absolue des suffrages par le Sénat et la Chambre réunies en Assemblée nationale. »

C'est un vote surprise car on a une Chambre monarchiste qui, à une voix près, institue la vocation républicaine du régime.

Trois lois constitutionnelles vont suivre : les lois des 24 et 25 février 1875 (respectivement sur l'organisation du Sénat et l'organisation des pouvoirs publics), et celle du 16 juillet 1875 (sur les rapports entre les pouvoirs publics).

Rappelons l'organigramme constitutionnel de la Troisième République. Ces lois constitutionnelles mettent en place :

- un législatif bicaméral ;
- des députés qui sont élus au suffrage universel (c'est la grande conquête de la Troisième République) ;
- des sénateurs élus au suffrage indirect, avec 75 sénateurs déclarés "inamovibles" et choisis par l'Assemblée nationale ;
- un exécutif présidentiel élu par les deux Chambres pour 7 ans, rééligible, irresponsable (c'est un aspect important pour la suite), partageant le droit d'initiative des lois, et surtout disposant du droit de dissolution après avis conforme du Sénat ;
- les ministres sont solitairement responsables (ils sont donc individuellement responsables) ;
- la révision des lois constitutionnelles peut être obtenue avec une majorité de deux-tiers (révision très facile donc, ce qui est extrêmement important).

Les élections partielles montrant que le pays n'est pas favorable à la monarchie, le refus du Comte de Chambord de venir en France et la poussée bonapartiste (il existe encore un Napoléon héritier enrôlé dans l'armée anglaise) font que la Constitution de la Troisième République est en fait un magnifique édifice orléaniste. Pourquoi ? Parce qu'en remplaçant dans les lois constitutionnelles le terme de "Président de la République" par celui de "Monarque" et en enlevant le mandat de 7 ans, on obtient une monarchie parlementaire, avec un pouvoir présidentiel très fort. On peut donc dire que ces lois constitutionnelles sont une création, une conception orléaniste de la monarchie parlementaire prévue et espérée.

La preuve que la "Constitution" est une conception orléaniste est qu'elle donne au Président de la République des pouvoirs extrêmement forts : pouvoir de dissolution et initiative des lois.

§3. L'élimination progressive des monarchistes (1876-1879)

Enfin la République est institutionnalisée. Mais en fait, la République ne va véritablement naître qu'avec le suffrage universel. Ce sont les urnes qui vont imposer la nature républicaine du régime.

Cette victoire du suffrage universel, on la doit à l'homme que l'on a baptisé à l'époque le "commis-voyageur" de la République, l'homme qui ne va pas ménager sa peine, traversant la France de part en part et animant une multitude de réunions publiques : Léon Gambetta, dont un discours fameux est le discours de Grenoble le 26 septembre 1872, discours critique dans lequel il annonce « le déclin inexorable des anciens notables monarchistes » et ajoute que grâce au suffrage universel, on voit émerger ces fameuses « couches nouvelles » qui, vivifier par l'apprentissage du parlementarisme et par le suffrage universel, sont l'espoir de la République. Gambetta fait là de la sociologie électorale ; il explique dans ce discours que, du paysan, en passant par les professions libérales, les avocats (ce que nous appelons aujourd'hui les classes moyennes), vit l'avenir de la République grâce au suffrage universel. La République se trouve donc dans l'émergence de ce que la société industrielle est en train de produire, à savoir les « couches nouvelles ».

Et Gambetta n'a pas tort puisque, en février 1876, le Sénat reste monarchiste mais à une très courte majorité ; par contre, à la Chambre, les républicains remportent 363 sièges contre 156 pour les monarchistes.

C'est là que va se nouer, avec cette nouvelle donne politique, l'une des plus belles crises politiques de la Troisième République : la crise du 16 mai 1877. Les faits sont les suivants. Mac Mahon doit nommer le Président du Conseil ; or il tergiverse. La logique parlementaire voudrait qu'il nomme Gambetta ; mais il s'y refuse et va chercher le plus modéré des élus républicains, un certain Jules Simon.

Revenons sur le contexte pour bien comprendre cette crise. Le désastre de Sedan a permis non seulement l'unité allemande mais aussi l'unité italienne. Les soldats français protégeaient Rome (la ville papale), et les italiens ont pu, à la faveur de la défaite française, s'en emparer et en faire leur capitale. [Aujourd'hui, le Président de la République Italien réside au Palais du Quirinal, ancienne résidence d'été du Pape. Pour cette raison, les Papes successifs refuseront de mettre à nouveau les pieds à Rome, ville dont ils sont pourtant l'évêque (via la cathédrale de Saint-Jean du Latran) jusqu'à ce que Mussolini signe avec la papauté les accords de Latran en 1929 (reconnaissance mutuelle de deux États).]

Les cris et les pleurs du Pape trouvent écho auprès des monarchistes français qui voudraient que la France intervienne pour soutenir les revendications pontificales, afin qu'on puisse au moins lui rendre Rome, sa capitale. Pour les républicains français comme Gambetta, il est impensable d'envoyer l'armée française pour faire la guerre pour le Pape.

Mac Mahon, monarchiste, soutient, comme la plupart des monarchistes, une politique catholique ultramontaine (c'est-à-dire quand l'Église veut se mêler à la fois de la société et de la nature des régimes politiques des États européens à partir des années 1820-1830). Donc, il fait pression sur Jules Simon pour que celui-ci prenne des mesures de soutien à la politique pontificale, mais la majorité républicaine s'oppose aux mesures cléricales.

Il y a donc tension entre l'exécutif et le législatif. C'est ce qui permet à Gambetta, le 4 mai 1877, de lancer une citation célèbre : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ».

Le 16 mai 1877, Mac Mahon démissionne Jules Simon, ce qui est vécu par la majorité républicaine comme une insulte, une véritable provocation, qui se traduit par la rédaction et la proclamation du manifeste des 363, le 20 mai 1877. Dans ce manifeste, on ne réclame ni plus ni moins que l'application du parlementarisme : il faut qu'il y ait concordance entre la majorité parlementaire et le Président du Conseil. Mais Mac Mahon ne fait pas du tout la même lecture et va au conflit par deux actes majeurs : il fait revenir au pouvoir le Duc Albert de Broglie le 16 mai et il ajourne les Chambres. Le même jour, Mac Mahon demande au Sénat (à majorité monarchiste) le droit de dissoudre la Chambre des députés (à majorité républicaine), qu'il finit par obtenir le 22 juin 1877. La dissolution est publiée le 25 juin 1877 (pour l'Assemblée et le Sénat).

Il y a une campagne électorale pendant tout l'été extrêmement violente, virulente même. C'est là que Gambetta à prononcer sa deuxième citation célèbre ; s'adressant au chef de l'État, il lui dit : « Il faudra se soumettre ou se démettre ».

Les résultats des élections d'octobre 1877 donnent à nouveau une majorité républicaine, avec 323 républicains contre 208 monarchistes. C'est donc la lecture parlementaire du régime qui l'a emporté dans ce bras de fer entre l'exécutif et la Chambre. Mac Mahon finira par démissionner en décembre 1878 ; et, en janvier 1879, les Chambres vont élire un nouveau Président de la République : Jules Grévy, qui adresse aux Chambres un texte extrêmement important dans lequel il annonce clairement qu'il a retenu la leçon du 16 mai 1877 et en conséquence, lui, Président de la République, il n'utilisera plus jamais du droit de dissolution (il y renonce). C'est ce qu'on appelle la jurisprudence Grévy. À partir de 1879 et jusqu'en 1940, aucun Président de la République française n'utilisera – alors qu'il en a théoriquement le droit – de son droit de dissolution.

Pourquoi l'année 1879 est-elle une date-clé ? Pourquoi est-ce la date choisie par les historiens pour dire que c'est l'acte de naissance de la République en France ? Parce que les républicains sont désormais à la tête de l'État, et sont majoritaires au Sénat et majoritaires à la Chambre. C'est vraiment un tournant ; on peut dire que, grâce au suffrage universel, la République s'impose comme étant le régime définitif de la France. C'est le triomphe d'une République qui n'est pas n'importe laquelle ; c'est le triomphe d'une République qui est d'abord parlementaire, et qui va prendre des mesures d'ordre symbolique extrêmement importantes :

- le retour des Chambres, qui siégeaient à l'époque à Versailles, à Paris en 1879 ;
- la messe au début de la session parlementaire est supprimée en 1879 ;
- la fête nationale est fixée au 14 juillet (grande mesure symbolique) en 1879 ;
- la Marseillaise devient l'hymne national en 1880 ;
- la figure de Marianne est imposée en 1880 et devient l'allégorie principale pour désigner la République dans toutes les mairies ;

On voit bien que cette République, maître du pouvoir politique, entend bien se situer dans la lignée, dans la continuation de la grande Révolution française.

Cette République se sent tellement forte qu'elle décide aussi en 1880 l'amnistie des communards avec, de la part des républicains au pouvoir, le désir de recréer l'unité nationale autour de grandes valeurs qu'ils vont devoir mettre en place à partir de 1880.

Venons-en à un dernier élément-clé. Quand on est républicain et qu'on détient le poste le plus important – Président de la République –, quand on est majoritaire au Sénat, quand on est majoritaire à la Chambre ; qu'est-ce qu'on pouvait penser qu'allaient faire les républicains dans les mois qui allaient suivre leur victoire et leur triomphe électoral au Sénat et à la Chambre des députés ? Qu'est-ce qu'ils auraient pu faire ? Ils auraient pu faire une Constitution. Or, ils ne vont pas toucher aux lois constitutionnelles. Pourquoi cela ? Parce qu'ils ont pris le pouvoir grâce à des lois qui n'étaient pas parfaites, mais leur priorité ce n'est pas la révision constitutionnelle ; leur priorité est plutôt de bâtir le socle des grandes lois républicaines. La priorité des républicains est de républicaniser les français.

Ils sont quand même prudents car, en 1884, la Chambre adopte le principe que toute révision ultérieure de la forme républicaine du gouvernement est interdite.

Nous allons voir concrètement ce que les républicains mettent en place. Ces républicains qui vont bâtir le socle de la République (sur lequel nous vivons encore aujourd'hui) sont appelés les "opportunistes".

1.1.3. Les fondements de la République

§1. La République des "opportunistes"

Deux hommes incarnent cette République : Léon Gambetta et Jules Ferry, qui ont surtout la même trajectoire politique, à savoir deux hommes qui ont fait leur apprentissage politique dans l'opposition au Second Empire et qui vont imprimer durablement leur marque sur les années 1880, même si la mort prématurée de Gambetta en novembre 1882 est un coup dur porté au mouvement républicain.

C'est par Gambetta que nous allons commencer. Gambetta est l'homme qui incarne la République ; c'est l'homme du combat républicain. Ce n'est pas par hasard si autant d'avenues, de boulevard, de places dans notre pays portent son nom. Il est vraiment l'homme qui, par son combat incessant, par sa conviction républicaine, notamment sa conviction que le suffrage universel allait tout renverser, a véritablement installé la République.

Gambetta a une carrière un peu atypique. Il va arriver tardivement et de manière éphémère au pouvoir, c'est-à-dire à la Présidence du Conseil. On va appeler cette période le "Grand Ministère". Ce "Grand Ministère", qui ne va durer que 73 jours, marque, de la part de Gambetta, deux convictions extrêmement importantes.

- D'une part, Gambetta fait partie de ces républicains qui rêvent de modifier profondément les lois constitutionnelles. Cela veut dire que Gambetta est un présidentialiste avant la lettre, avant l'heure. Il rêve de renforcer les prérogatives de l'exécutif pour agir.
- Sa deuxième conviction, qu'il partage avec Jules Ferry, est qu'il faut néanmoins être prudent en matière de transformation sociale. Sa priorité est de créer « les conditions nécessaires à l'enracinement de la République ».

Répetons-le : la mort prématurée de Gambetta va durablement handicaper le mouvement républicain. Ce qui va laisser le champ libre au deuxième grand républicain de l'époque : Jules Ferry ; qui est surtout connu comme ayant été un grand ministre de l'Instruction publique entre 1879 et 1882, mais qui a également été deux fois Président du Conseil (1880-1881 et 1883-1885).

Ce qu'on va retenir de ces deux hommes, c'est qu'ils partagent la même culture politique. Cette culture politique peut être reconstruite autour de trois idées fortes :

- ils ont un attachement viscéral à l'héritage de 1789 (c'est-à-dire à la proclamation des Droits de l'Homme et du Citoyen, à l'abrogation des privilèges), à son œuvre libérale ;

- ce sont des adeptes du positivisme (d'Auguste Comte), c'est-à-dire qu'ils partagent la même passion, le même amour du progrès et de la raison ;

Pour comprendre leur dernier positionnement, il faut savoir que Gambetta et Ferry sont deux hommes qui ont fait leur apprentissage dans leurs aspirations et leur lutte contre le Second Empire et qui ont un rapport au suffrage universel qui est très différent de nous. Ils ont connu et subi les avatars d'un régime plébiscitaire ; ils savent ce qu'est un plébiscite, et savent qu'on peut manipuler le suffrage universel (les deux Bonaparte ont été des grands manipulateurs du suffrage universel).

- ils sont convaincus que le suffrage universel est une nécessité (un acquis essentiel) mais que, sans éducation politique, le suffrage universel – notamment à travers le plébiscite – peut être un danger mortel pour la République.

Ces trois éléments de leur culture politique permettent de définir quelle va être l'orientation générale. Ils veulent enraciner la République ; et pour l'enraciner, il faut qu'elle soit modérée et rassurante.

Une République modérée et rassurante pour rassurer qui ? Pour rassurer d'abord la grande bourgeoisie, et puis surtout l'essentiel de leur électorat, à savoir la France paysanne. Avec, il faut insister là-dessus, une ambition : faire en sorte que l'État développe un système public d'éducation qui permette à chacun (et donc à tous) de faire son éducation politique. On voit bien que l'on a là, derrière ces deux personnages, les idées de Condorcet¹ avec le poids d'une vision libérale, c'est-à-dire – si l'on excepte le secteur de l'éducation – l'État comme ayant seul à son actif la formation civique des citoyens.

Cette vision partagée par Gambetta et Ferry donne une crispation très forte du camp républicain. D'où vient cette crispation qui va déboucher sur une division durable des républicains ? Elle vient tout simplement de l'extrême gauche qui renaît. Elle vient du courant politique majeur, dont nous aurons à reparler, qui s'appelle le radicalisme ; plus précisément d'une cinquantaine de députés radicaux qui ont, en la personne de Georges Clemenceau, un orateur hors pair : « Vous voulez endormir les français », « Vous n'êtes, messieurs, que des "opportunistes" » – c'est lui qui les a baptisé ainsi.

Qui sont ces députés radicaux ? Ce sont d'abord des députés des villes ; ce sont les députés urbains, portés en plus par l'amnistie des communards. Ils retrouvent les slogans chers aux communards, à savoir une République « démocratique et sociale ».

Deux axes forts traversent la nébuleuse radicale. Le premier axe, c'est s'attaquer aux privilèges de la bourgeoisie ; le deuxième est que les radicaux sont les seuls députés sensibles (dans ces années 1880-1885) à la misère ouvrière, à ce qu'on appelle la « misère sociale » (ou la question sociale).

On va évoquer ce à quoi ressemble le programme du parti radical dans ces années-là afin de mieux comprendre ce que sera par la suite la "République radicale" de la période 1900-1914.

Les radicaux veulent réviser les lois constitutionnelles, et ils ont des propositions en matière institutionnelle : suppression du Sénat et suppression de la Présidence de la République, parce que, pour eux, c'est un piège orléaniste, et surtout parce que ces deux institutions sont élus au suffrage indirect et donc au suffrage illégitime (du point de vue des radicaux).

Appartenir à la gauche radicale dans ces années-là, c'est vouer un culte à la souveraineté du peuple. Ça va loin car pour Clemenceau, « la Révolution française est un bloc » ; « je prends tout » : la Révolution, la Terreur, et ainsi de suite. Concrètement, ce culte de la souveraineté du peuple se traduit par plusieurs exigences :

- mandat impératif,
- adoption de la Constitution par les citoyens, c'est-à-dire au suffrage universel (toutes les Constitutions l'ont été sauf celle-là),
- décentralisation administrative (suppression des préfets),
- élection des juges,

¹ Nicolas de Condorcet était un philosophe, mathématicien et politologue français du XVIII^e siècle favorable à l'abolition des privilèges et théoricien des systèmes de votes.

- abolition des armées permanentes,
- suppression du budget des cultes (qui existait en France depuis le Concordat de 1801),
- séparation des Églises et de l'État.

En 1881, la droite monarchiste a perdu la moitié de ses électeurs. Mais le problème des républicains est leur division entre opportunistes et radicaux. Ce qui les divise, c'est un affrontement idéologique clair sur : quelle République est juste ?

§2. La restauration des valeurs républicaines

On va aller assez vite sur ce point, en rappelant seulement les grandes lois (qui sont toujours en vigueur).

- 1881 : Liberté de réunion et liberté de la presse.
- 1882 : Possibilité pour les Conseils municipaux d'élire leur maire, sauf à Paris (qui retrouvera le droit commun en 1917).
- 1884 : Loi Waldeck-Rousseau sur la liberté d'association (et la reconnaissance (théorique) des syndicats ouvriers).
- 1884 : Loi Naquet sur l'autorisation du divorce (qui était interdit depuis Napoléon I^{er}).

Dans ce qu'on vient d'appeler la restauration des valeurs républicaines, on voit bien qu'on a là les grands principes d'égalité et surtout les grandes libertés individuelles. Néanmoins, il y a une valeur républicaine qui est essentielle mais que l'on minore, et qui est le fonctionnement institutionnel de la République. Le parlementarisme paraît être LA grande valeur républicaine.

Petite explication : à partir de 1879, le droit de dissolution est tombé en désuétude. Cela veut dire concrètement que la Troisième République est un véritable régime d'assemblées. La preuve est que les Chambres exercent un contrôle permanent sur l'exécutif. La disposition qui fait que le législatif peut tenir à distance et dominer sans difficulté l'exécutif est que les Assemblées sont maîtresses de l'ordre du jour. Ce sont elles qui fixent le rythme et le calendrier législatif. Cela veut dire concrètement que quand les gouvernements veulent faire passer un projet de loi, ils sont obligés de négocier.

Une dernière précision importante est que le Sénat jouit des mêmes droits que la Chambre des députés. On comprend donc mieux la critique des radicaux.

Enfin, pour terminer sur les valeurs républicaines, il faudrait mettre en avant la culture des acteurs de la politique ; il faut se poser la question de savoir s'il y a véritablement une société civile républicaine qui émerge. On fait bien sûr allusion à la culture de l'État, à la culture du service de l'État. Les républicains vont-ils forger la culture du service de l'État ? Sur ce point, on va être déçu et on va s'apercevoir à l'époque que, même s'il y a une épuration, il y a une grande stabilité dans l'administration, notamment dans la haute administration ; et on est toujours dans la même logique clientéliste, dans la même logique de "notabilisation" des élites.

§3. L'école, fer de lance de la République

Tout commence avec les fameuses lois scolaires de Jules Ferry, qui datent de 1881 pour la gratuité et de 1882 pour le caractère obligatoire.

Peut-on dire que c'est une grande nouveauté que cette école primaire gratuite et obligatoire dans l'Europe de la fin du XIX^e siècle ? Il faut se replacer dans le contexte : tous les pays industrialisés, notamment l'Allemagne, la Grande-Bretagne (mais aussi aux États-Unis), ont imposé dans le dernier tiers du XVII^e siècle des services publics d'éducation primaire (même si c'est un peu plus compliqué aux États-Unis). Pourquoi les États libéraux se préoccupent de l'éducation primaire ? Pour faire plaisir au patronat en lui envoyant des ouvriers au minimum alphabétisés. Donc, derrière le côté philanthropique et humaniste, il ne faut pas oublier le côté économique.

L'essentiel est que l'enjeu pour l'école républicaine est de dépasser la simple mission d'alphabétisation. En fait, Jules Ferry assigne à l'école une mission émancipatrice qui est claire : pouvoir faire reculer par la connaissance une ignorance ; mais surtout il assigne dans cette mission émancipatrice un rôle de transmetteurs des principes et des valeurs républicaines.

C'est la fameuse lettre aux instituteurs de Jules Ferry qui énonce quels sont les principes et valeurs qui doivent être diffusés dans l'école primaire :

- la liberté de conscience (au premier plan bien sûr) ;
- la foi dans le progrès et la raison ;
- l'amour de la patrie, c'est-à-dire la conscience civique (important, on y reviendra).

Ces principes sont au cœur d'une pédagogie renouvelée qui fait de gros progrès à ce moment-là, portée par "les hussards noirs de la République" (formés dans des écoles d'instituteurs).

Faisons le point sur l'enseignement de l'Histoire et de la Géographie. L'historien Fernand Braudel (un des représentants les plus populaires de « l'École des Annales ») avait l'habitude de dire que c'est l'enseignement de l'Histoire et de la Géographie qui ont républicanisé les français. C'est le début de ce qu'on peut appeler le « Roman national ». Derrière l'école de Géographie se trouve la méthode de Paul Vidal de la Blache. On élargit l'horizon mental; des enfants – du Languedocien, du Breton, du Lorrain, du Savoyard – à l'échelle nationale.

Le plus important est bien sûr les enjeux politiques. Il s'agit clairement de faire reculer l'influence cléricale, c'est-à-dire l'influence de la religion catholique. C'est donc la dernière loi de Jules Ferry, celle de 1882, qui proclame la neutralité laïque et qui se poursuit par une laïcisation progressive des enseignants. Ainsi, en 1886, on évince de l'enseignement (donc de l'école publique) les personnels des congrégations religieuses.

Citons pêle-mêle d'autres éléments de modernité. Le plus important est peut-être la loi Camille Sée de 1880 qui ouvre l'enseignement secondaire aux jeunes filles. Mais ne nous y trompons pas. Le point culminant des études secondaires en France est le baccalauréat et, en 1889, il y a moins de 10 000 bacheliers en France. La République ne touche donc pas à un système éducatif (notamment un enseignement secondaire) qui reste profondément élitiste et hors de portée des couches populaires. Néanmoins (très important), dans la culture politique française, les lois de Jules Ferry marquent pour les « couches nouvelles » (de Gambetta) – salariés, petits fonctionnaires – le souci de la République d'assurer à tous l'égalité des chances, c'est-à-dire une mobilité sociale légitimée par la réussite scolaire.

Notons qu'à l'époque le terme « égalité des chances » n'apparaît pas, au profit de celui de « méritocratie républicaine ». Il y a un fossé entre la théorie et la réalité, comme le prouve le nombre de bacheliers, malgré la mise en place d'un système de bourses et quelques parcours exemplaires, comme ceux de Jean Guéhenno ou d'autres écrivains régionalistes qui racontent comment, après avoir été repérés par leurs instituteurs et avoir obtenu leur certificat d'études, ils sont devenus boursiers et ont accédé à l'École Normale Supérieure, saint des saints de l'école publique. Et, même s'ils sont peu nombreux, il y a néanmoins une cristallisation autour de ce mythe de la réussite scolaire, et la République des "opportunistes" réussit à bâtir cette idée – qui est encore présente dans la société – de la méritocratie républicaine à l'école.

Passons maintenant au dernier aspect des fondements de la République, en sachant que Jules Ferry, en plus d'être le père de l'école, est aussi le père de la colonisation.

§4. La République coloniale

La colonisation est un des grands moments de la République. Un seul mot pour résumer cette ambition est le mot de « mission civilisatrice ». Gambetta et Ferry sont persuadés que la République française a une mission civilisatrice. Pour eux, le pays des Lumières, le pays des Droits de l'Homme, se doit de faire avancer vers le progrès des populations considérées comme étant « moins développées ». Plus prosaïquement, à quoi correspond cet enthousiasme colonial des républicains "opportunistes" ? Elle correspond à trois mobiles en faveur de la colonisation.

- Le premier argument est d'abord de conquérir des marchés pour l'industrie française (argument économique).
- Le deuxième argument est que la colonisation est source de prestige pour la République française, l'Europe étant dominée depuis les années 1870 par la Prusse de Bismarck qui régit les relations au sein de l'Europe à travers tout un système diplomatique. La colonisation permet donc l'exaltation de la grandeur nationale en France.

- Le dernier argument est lié au contexte international. Rappelons qu'en 1885 a lieu la Conférence de Berlin qui va décider du sort de l'Afrique. C'est ce que les Anglais appellent "*the scramble*", "la ruée", plus précisément la ruée des Européens vers notamment l'Afrique. Une formule lapidaire de Jules Ferry sera : « Nous y allons parce que, si nous n'y allons pas, les autres iront à notre place ».

L'homme de la colonisation – nous reviendrons là-dessus dans un chapitre dédié à la République coloniale à l'échelle du XX^e siècle – est Jules Ferry. Nous allons détailler son action coloniale.

- C'est lui qui installe le protectorat de la France sur la Tunisie par le traité du Bardo de 1881.
- Parallèlement, la France cède l'Égypte à la Grande-Bretagne.
- Mais elle obtient des compensations, grâce à la conférence de Berlin, en Afrique de l'Ouest.
- Toujours à l'initiative de Jules Ferry, la France s'installe sur la côte de Somalie jusqu'à Djibouti en 1885.
- La France installe un protectorat sur Madagascar à partir de 1885.
- Elle s'empare par la force de l'archipel de Wallis et Fortuna en 1887.
- La grande affaire de Jules Ferry est la conquête du Tonkin et de l'Annam en 1883 et 1884 (extrêmement coûteuse en hommes et en financement).

Que retenir ? On retiendra que cette politique est très critiquée, notamment par Georges Clemenceau (un radical) qui est un des rares députés à dénoncer la notion de « races inférieures » et la « mission civilisatrice » (on peut renvoyer pour ça à un débat très célèbre à la Chambre entre Jules Ferry et Clemenceau).

Pour conclure sur cette République coloniale, on va noter que cette construction de l'empire colonial se fait dans l'indifférence presque généralisée de l'opinion publique. Les français s'intéressent peu à l'empire à ce moment-là, et il y a donc une indifférence polie face à l'œuvre impériale de Jules Ferry.

Néanmoins, en mars 1885, Jules Ferry et son gouvernement "tombent" sous les coups de l'opposition conjuguée à la fois de la droite monarchiste et des radicaux, sur la question du Tonkin (on avait surnommé à l'époque Jules Ferry le « tonkinois »).

La droite monarchiste lui reprochait à travers son action colonisatrice de dépenser trop d'argent, argent qui aurait été mieux pourvu à la préparation de la revanche. La droite nationaliste dénonce ainsi l'impérialisme français de Jules Ferry au nom de la revanche.

Les radicaux, de leur côté, dénonçaient les dépenses colonialistes qui auraient été plus utiles pour assurer le financement de la construction d'écoles et de services publics. Pour Clemenceau, la politique coloniale coûte cher en termes internes d'abord car elle représente des budgets en moins.

1.2. Le temps des crises (1885-1900)

L'année 1885 est une date majeure et marque une rupture, parce qu'on peut dire que la chute de Jules Ferry en mars 1885 est la fin de ce que les historiens appellent la période fondatrice de la République.

La période qui s'ouvre ensuite est déterminante pour notre culture politique actuelle et pour comprendre la culture politique française au XX^e siècle. Cette période sera marquée par deux crises politiques majeures : la crise boulangiste (1886-1889) et l'affaire Dreyfus (1894-1906) ; deux crises qui vont marquer durablement notre culture politique.

La seule question à se poser est de savoir pourquoi il y a une telle contestation du régime républicain ?

1.2.1. Une société en crise

§1. Le marasme économique et social

Sur le plan économique, à l'échelle mondiale, se produit la Grande Dépression entre 1873 et 1896. C'est la première grande crise du capitalisme. On peut rajouter à cette Grande Dépression un krach célèbre, celui de la banque L'Union Générale en 1882.

La conjugaison de la Grande Dépression et du krach de L'Union Générale met à bas la moitié du système bancaire français et provoque en France un ralentissement très net de la croissance.

Avant d'entrer dans les détails, donnons quelques indicateurs économiques qui vont paraître intéressants. Jusqu'au début des années 1880, la France est encore la deuxième puissance industrielle. Mais, en 1880, la France n'est plus la deuxième puissance industrielle mondiale ; elle est désormais dépassée par l'Allemagne bismarckienne (qui est un pays-moteur de la deuxième industrialisation) mais également par les États-Unis.

À ce déclassement industriel il faut ajouter – parce que la France est d'abord un pays profondément rural – une crise majeure de l'agriculture française, durablement touchée par la concurrence des « pays neufs » (notamment la culture céréalière) – Argentine, Nouvelle-Zélande, Australie (c'est le début des cargos frigorifiques, et on commence à manger de la viande argentine en Europe). C'est donc le monde rural qui va payer le prix fort de cette crise, notamment les vieilles régions d'agriculture archaïque (toutes les régions de basse et moyenne montagne : Massif Central, Morvan, Vosges, Pyrénées, Alpes du Sud) qui sont frappés par un exode massif. Toujours dans l'agriculture, un secteur particulièrement touché est le secteur de la viticulture par la crise du phylloxera, qui détruit la quasi-totalité du vignoble français (pour résoudre cette crise, on a importé des pieds d'origine américaine résistants au virus sur lesquels on a greffé des souches françaises).

Passons à l'industrie. Tous les secteurs industriels sont touchés et la France entre pour la première fois dans une phase de chômage de masse. À Paris, ville ouvrière par excellence, un ouvrier sur deux est au chômage.

Ça a une conséquence majeure : la République "opportuniste" n'a pas de politique économique et sociale. L'intervention de l'État est très limitée. La seule exception qu'on peut citer est un plan très célèbre, entre 1878 et 1879 : le plan Freycinet, qui est un plan de construction d'infrastructures – notamment ferroviaires – et qui va donner naissance au grand réseau ferroviaire français (10 000 kilomètres de voies ferrées). C'est vraiment le seul interventionnisme de l'État.

Un autre élément de la politique sociale des "opportunistes" est, en 1884, la loi Waldeck-Rousseau sur la liberté syndicale.

Hormis ces deux exemples, les républicains "opportunistes", libéraux au sens fort du terme, n'ont ni politique économique bien arrêtée, ni politique sociale.

Donc la crise va tout simplement remettre en cause les "opportunistes" dans ce qui est leur aspect le plus faible, à savoir leur absence de politique sociale. Il y a ainsi une contestation de plus en plus forte de la République des "opportunistes" face à la faiblesse de sa politique économique et sociale, et face aussi à son impuissance à juguler la crise. Cela se traduit concrètement par la montée d'un mouvement social de grande ampleur. Le premier épisode médiatisé à l'époque est une grève célèbre qui touche un grand bassin minier du sud-ouest de la France en 1886 : Decazeville. Cette grève de mineurs durera six mois (de janvier à juin 1886).

Mais le plus important n'est pas le mouvement social mais ce qui se passe à l'extrême-gauche, qui va renaître à la faveur de la crise et aussi grâce à l'amnistie des communards proclamée par les "opportunistes" en 1880. On va retenir que, dans ces années-là, le mouvement socialiste d'extrême-gauche est extrêmement divisé. Il y a cinq courants principaux ; c'est une nébuleuse de doctrinaires, avec une très grande faiblesse numérique comparée aux grands partis socialistes de l'époque que sont le SPD (Allemagne) et le Labor Party (Angleterre). Le courant socialiste principal en France est le courant marxiste, dont les leaders sont Jules Guesde et Paul Lafargue (gendre de Marx) et qui fondent en 1880 le Parti ouvrier. Là, ça se complique. Il y a une

querelle doctrinale et théologique, et se détache du Parti ouvrier en 1882 un courant dirigé par un certain Paul Brousse, qu'on va appeler les Possibilistes. Enfin, on a, en 1890, une autre scission autour de Jean Allemane, qui crée un Parti ouvrier révolutionnaire.

La seule chose sur laquelle on va conclure est que certains ouvriers n'hésitent pas à dire qu'on a dans ces années-là un climat de « révolte sociale » (on n'emploiera pas le terme de « lutte sociale » qui sera utilisé pour la Belle Époque) ; révolte sociale qui est marqué par un incident extrêmement grave qui va marquer la mémoire ouvrière française : il s'agit de la fusillade de Fournies le 1^{er} mai 1891, qui va aboutir à 9 morts, et qui illustre le paroxysme de la révolte ouvrière en France. Cela traduit un durcissement du climat social dans la France de la fin des années 1890.

§2. Un régime discrédité

Le problème de la République des "opportunistes" est qu'elle est impuissante à résoudre la crise. Cela se traduit dans les urnes ; en octobre 1885, le régime est sanctionné par une double poussée : une poussée de l'extrême-gauche (à savoir du Parti Radical) et une poussée des monarchistes. Ce qui veut dire qu'à partir de 1885, la Chambre des députés est composée de trois groupes de force équivalente : une droite monarchiste, un centre (modérément) républicain et des radicaux. Concrètement, les radicaux et les "opportunistes" sont obligés de s'entendre afin de gouverner ensemble ; ce qui signifie aussi construire des coalitions hétéroclites et éphémères : c'est le début de l'instabilité ministérielle (parce qu'il y a un fossé idéologique entre un républicain très modéré et un radical).

Une question que l'on peut se poser (et qui est essentielle pour comprendre cinquante ans de politique française) est : pourquoi les républicains modérés ne gouvernent-ils pas avec les monarchistes modérés ? Il n'y a pas de construction d'un pôle conservateur à cause du cléricalisme. Cette remarque est très importante parce que, si on y réfléchit, on s'aperçoit que contrairement à la Grande-Bretagne ou aux États-Unis dans la construction de leur vie politique moderne, ce qui a empêché en France l'évolution vers un système bipartisan à cette époque-là (avec un grand parti conservateur qui va faire tant défaut à la France sous la Troisième République) est le cléricalisme, qui est un tabou pour les républicains. Avec le cléricalisme, on est sûr ce qui va diviser durablement la droite et les républicains. [Petit rappel : le cléricalisme est l'influence reconnue comme légitime de l'Église catholique en matière économique, politique et sociale.]

Le spectacle affligeant que donne cette coalition à la fois "opportuniste" et radicale (instabilité ministérielle) va nourrir un antiparlementarisme de plus en plus fort, antiparlementarisme qui va atteindre son sommet avec, à partir de 1887, le premier grand scandale de la République. Nous sommes en octobre 1887, et on découvre que le gendre du Président Grévy est impliqué dans un trafic de décorations (dont de Légions d'honneur, ainsi que des amnisties pour les condamnés à mort), ce qui pousse le Président Grévy à démissionner le 2 décembre 1887. Jules Ferry, qui semblait avoir toutes les qualités et la légitimité pour devenir Président, est battu ; et on lui préfère Sadi Carnot, qui est élu Président de la République le 3 décembre 1887.

§3. La crise nationale

La défaite – et surtout l'idée de Revanche qui en découle – pèse terriblement sur le débat public. Il y a toute une génération d'intellectuels français des années 1870-1890 qui n'ont pas digéré la défaite de 1870 et qui sont hantés par les raisons de la défaite, et qui bien sûr cherchent des solutions. On a donc une abondante production, de qualité très inégale ; la meilleure étant peut-être le texte d'Ernest Renan *Qu'est-ce qu'une nation ?* (1882) dans lequel il écrit que « la France a été vaincue par l'instituteur français ». Il y a aussi la réflexion sur comment un État forme ces citoyens-soldats, etc.

Ce qu'il faut retenir, c'est que, dans toute cette littérature revancharde et patriotique, il y a un ouvrage qui fait date, publié en 1872, qui s'appelle *Les Chants du Soldat* de Paul Déroulède. Cet ouvrage est réédité 129 fois entre 1872 et 1889 (on va même le distribuer à plusieurs milliers d'exemplaires dans les écoles françaises). Ça traduit que ce que les deux grands fondateurs de la

République (Léon Gambetta et Jules Ferry) appellent le patriotisme (attention, le mot est très important) revanchard fait partie de la culture républicaine et est même un des piliers de l'esprit civique diffusé par l'école. Donnons trois exemples de ce patriotisme revanchard officiel :

- dans les lycées de France de 1880, il y avait une carte de France avec l'Alsace-Lorraine peinte en noir pour porter le deuil ;
- Ernest Lavisse est mobilisé et publie le monumental *Histoire de France depuis les origines jusqu'à la Révolution* (1901) dans lequel il exalte la « Grande Nation » qui est le nom qu'on donne à l'épopée militaire qui part du Directoire (avec les Républiques Sœurs) et qui va jusqu'à la France des 130 départements de 1811 (exaltation de la grandeur nationale) ;
- plus surprenant, Paul Bert (un grand ministre de l'Instruction) crée des "bataillons scolaires" en 1880, qui sont des bataillons où on forme l'enfant de l'école primaire à devenir un soldat (on les fait défiler, on leur fait manipuler des fusils en bois, on les fait défiler sur la Place de la République le 14 juillet).

Plus important encore, quittons le domaine scolaire pour aller dans la vraie société. Dans la société se développent des sociétés, des associations, de tir et de gymnastique. Elles sont tellement nombreuses que Déroulède va les fédérer dans la Ligue des Patriotes en 1882. Cette Ligue des Patriotes – fondée sur un seul message : celui de la revanche et de la préparation à la revanche – constitue le premier "parti de masse" de la France contemporaine, autour d'une idéologie (simple :) militariste, qui devient ensuite populiste, nationaliste et puis, à la faveur de la crise boulangiste dont Déroulède sera l'un des acteurs majeurs, on va voir se rajouter une rhétorique antimarxiste et antisémite.

C'est très important car on est en train d'expliquer que ce qui se passe dans ces années-là (et c'est toute l'ambiguïté des termes), dans cette décennie 1880 cruciale, c'est que les républicains font du patriotisme revanchard une idéologie officielle ; et le problème est que cette idéologie officielle va muter en nationalisme de droite et d'extrême-droite. Il faut bien insister sur le fait que le patriotisme est une valeur de gauche, et qu'une partie des patriotes va basculer dans le camp nationaliste de droite et d'extrême-droite dans la décennie 1880. C'est extrêmement important du point de vue des idées politiques.

On a parlé d'antisémitisme. Ce courant est marqué par la publication en 1886 de *La France juive* d'Édouard Drumont, un pamphlet antisémite qui va être un énorme succès de librairie et qui va révéler l'ampleur de l'antisémitisme en France. Édouard Drumont va également créer un hebdomadaire, *La Libre Parole*, en 1892, avec comme sous-titre « La France aux Français », qui jouera un rôle majeur dans l'affaire Dreyfus.

1.2.2. La crise boulangiste (1886-1889)

Cette crise est sans doute un des moments les étudiés par les historiens des idées politiques parce que c'est un phénomène politique totalement nouveau et surtout extrêmement complexe à comprendre.

§1. L'homme providentiel, fédérateur de tous les mécontents

Décrivons rapidement comment se met en place le "phénomène Boulanger". Tout commence en janvier 1886 quand le général Georges Boulanger, militaire de prestance, est nommé ministre de la Guerre sur recommandation de Georges Clemenceau (cela signifie que Boulanger est un homme qui est proche des radicaux). À la tête de son ministère, Boulanger va se bâtir une popularité exceptionnelle, grâce à deux choses. D'abord, par une série de mesures très habiles (certaines anecdotiques, d'autres plus révélatrices de la pensée politique de Boulanger) :

- installation de bustes de Marianne dans toutes les garnisons (l'armée – bastion de la monarchie – est pénétrée par l'ennemi républicain en quelque sorte) ;

- peignage des guérites à l'entrée des garnisons en bleu-blanc-rouge (idée de vouloir républicaniser l'armée) ;
- rétablissement du défilé militaire le 14 juillet (Boulanger en tire un succès plus important que celui du Président de la République) ;
- refus d'envoyer l'armée mater les grévistes de Decazeville (« L'armée n'est pas au service de la bourgeoisie » dira Boulanger).

Mais Boulanger est aussi un homme proche de Déroulède, et c'est donc un homme qui va faire toute sa carrière politique sur l'idée de revanche. On l'appellera pour cette raison le « Général Revanche ».

En avril 1887, une affaire d'espionnage détériore singulièrement les relations franco-allemandes. Les Allemands arrêtent en Moselle un commissaire français, Schnæbelé, suspecté d'espionnage. Il y a un échange diplomatique très vif, et Boulanger propose ni plus ni moins que d'envoyer un ultimatum à l'Allemagne pour laver l'affront contre l'arrestation du commissaire français. Il faut comprendre que Boulanger est un va-t-en-guerre et que la France et l'Allemagne sont à deux doigts d'entrer en guerre.

Cette affaire Schnæbelé rend Boulanger extrêmement populaire. Mais, les autres membres du gouvernement (qui ont eu très chaud) se rendant compte du danger que représente Boulanger, ils font un remaniement. Le gouvernement tombe, et, à la place de la majorité de gauche correspond à la constitution de l'Assemblée, on met un gouvernement de centre droit ; et, en mai 1887, Boulanger est renvoyé du gouvernement. Cela donne lieu à des émeutes populaires extraordinaires (ses partisans se couchent sur les voies à la Gare d'Austerlitz au moment de son départ par exemple) ; c'est le premier phénomène d'ultra-médiatisation (publicités, chansons, bouteilles à son effigie). Cela fait que Boulanger est exclu de l'armée en mars 1888, et celui-ci se lance en politique (ce qu'il ne pouvait pas faire auparavant à cause de son statut de militaire).

Qu'est-ce qui fait la force du boulangisme ? C'est que Boulanger est l'homme providentiel qui va fédérer tous les mécontentements. C'est là-dessus que les historiens – notamment René Rémond – ont travaillé. Qui y a-t-il derrière Boulanger ? Derrière Boulanger, il y a :

- beaucoup de radicaux ;
- 200 000 hommes qui appartiennent à la Ligue des Patriotes de Déroulède ;
- une grande partie des socialistes, notamment les blanquistes (dont le leader est Édouard Vaillant) qui sont séduits par l'aspect révolutionnaire du personnage, son franc parler, son côté populaire ;
- des bonapartistes, puisque Boulanger a pris la peine d'aller à Londres pour rencontrer le représentant de la famille Bonaparte – le prince Napoléon ;
- des monarchistes, notamment la duchesse d'Uzès (héritière de la plus riche maison de vins de Champagne) qui lui apporte un important soutien financier.

Pour résumer, on a un mouvement hétéroclite dont les têtes pensantes sont les radicaux, soutenu par les socialistes en rupture de ban, soutenu par des bonapartistes près à l'aventure et financé par la droite la plus réactionnaire qui espère de Boulanger qu'il sera le sabre qui permettra la restauration. Voilà ce qu'est le boulangisme.

Comment expliquer un tel succès ? Parce que Boulanger a un programme qui tient en trois mots faciles à retenir : Dissolution, Constituante, Révision. C'est suffisamment flou pour que, que l'on soit de droite ou de gauche, on puisse s'y retrouver. Et ça marche puisqu'on peut parler d'un véritable raz-de-marée électoral du boulangisme en 1888.

À l'époque, on pouvait se présenter dans plusieurs départements. Au moyen du système de candidature multiple, Boulanger s'était présenté et a été élu à peu près partout. Son plus grand succès est remporté en janvier 1889 lors des élections partielles à Paris, qui est une ville ouvrière, une ville de gauche. Boulanger y obtient 57 % des voix. Il a fait un tabac dans les arrondissements de l'est-parisien (Belleville, Montmartre) qui l'ont élu et plébiscité.

Au soir de son élection électorale, Paul Déroulède le presse de marcher sur l'Élysée et de tenter un coup d'État ; mais Boulanger va refuser et va respecter la légalité républicaine. Son réflexe va sans doute sauver la République. Face au raz-de-marée électoral du boulangisme, ce qui va jouer à plein est le réflexe de la défense républicaine. Concrètement, les opportunistes, les radi-

caux non boulangistes (notamment Clemenceau qui a rompu avec Boulanger) et une partie des socialistes vont s'entendre pour barrer la route à Boulanger. Ils vont s'y prendre de manière assez habile, avec trois mesures :

- retour à un mode de scrutin uninominal d'arrondissement (on ne peut se présenter que dans un seul arrondissement) ;
- interdiction des candidatures multiples (dans plusieurs départements à la fois) ;
- dissolution de la Ligue des Patriotes au nom de la sûreté de l'État.

Une fois ces trois mesures prises par ses opposants, Boulanger va décevoir ses partisans. Il prend peur et s'enfuit en Belgique le 1^{er} avril 1889. Les républicains vont alors aller vite. Ils vont organiser un procès truqué dans un Sénat, transformé en Haute Cour de Justice (avec des pièces d'accusation truquées, etc.), et Boulanger est condamné à l'exil à vie le 14 août 1889 (par le Sénat donc).

Là, la République a une deuxième chance folle : au mois d'août 1889 a lieu à Paris l'Exposition universelle, avec surtout la Tour Eiffel. Alors, les journaux vont cesser de parler de Boulanger et l'opinion publique va être détournée de cette affaire. De plus, l'Exposition universelle de Paris va permettre de vanter le mérite de la République parlementaire, de la modernisation du pays... Ce qui fait que, quand arrive les élections législatives "normales" de septembre 1889, c'est la débâcle boulangiste (il n'y a plus que 44 députés) ; et le « Général Revanche » finira par se suicider le 30 septembre 1891 sur la tombe de sa maîtresse dans la banlieue de Bruxelles.

§2. L'après-boulangisme

Faisons le bilan de cette crise boulangiste. La République modérée ("opportuniste") a-t-elle traversé l'épreuve ? Incontestablement oui ; on peut dire que la République modérée sort victorieuse de la crise boulangiste. Au sortir de cette crise, la République modérée est renforcée sur le plan politique par le ralliement des radicaux. En conséquence, le thème de la révision de la Constitution disparaît du champ politique. Les radicaux, lors de leur ralliement, ont également accepté la présence de la République au Sénat, et ils acceptent même le scrutin uninominal (alors que c'est un scrutin qui favorise les notables).

Les spécialistes de la Sociologie électorale sont allés regarder les scrutins ; et on s'aperçoit qu'il se produit un phénomène très intéressant lors des élections législatives de 1889 : la République modérée s'enracine dans les campagnes, dans les départements ruraux. Par contre, elle recule dans les grandes villes. Ceci est dû au ralliement des radicaux, qui libère à l'extrême-gauche un espace désormais occupé par les socialistes (porteurs de l'idéal de la République sociale). Pour preuve, lors des élections législatives de 1893, les socialistes gagnent 600 000 voix et ont une cinquantaine de députés.

L'autre fait majeur signalé par les historiens est que le reflux boulangiste ne fait pas disparaître le nationalisme de droite, bien au contraire ; on peut même dire qu'il s'est structuré dans le combat boulangiste. Ce nationalisme de droite est désormais ouvertement antiparlementaire, autoritaire et va s'incarner dans le journal *La Cocarde* de Maurice Barrès [1862-1923], qu'il lance à partir de 1894.

Arrêtons-nous un instant et voyons le débat historiographique. Pour René Rémond (historien et politologue français), Boulanger s'inscrit dans une longue tradition de la droite bonapartiste (dont font aussi partie Pétain et de Gaulle). Et, selon les critères de René Rémond, la droite bonapartiste est définie par les critères (valeurs) suivants :

- le césarisme (l'homme providentiel et le charisme à la Max Weber) ;
- le populisme (la relation directe avec le peuple) ;
- la diversité/l'hétérogénéité des électors (c'est ce qui définit le succès de ces person- nages).

La thèse opposée a été développée par Zeev Sternhell dans son livre *La droite révolutionnaire (1885-1914). Les origines françaises du fascisme* (1978). Il y dit que le boulangisme est la matrice du fascisme français (les français seraient donc les inventeurs du fascisme selon lui). Il appuie son argumentaire sur quatre éléments :

- le culte du chef,
- une propagande agressive,
- la violence politique,
- l'antisémitisme.

La dernière version est celle de l'historien (très modéré) Adrien Dansette, qui dit que le boulangisme ne peut pas être un précurseur du fascisme dans le sens où, pour qu'il y ait fascisme, il faut qu'il y ait adhésion à une idéologie commune ; or, dans le boulangisme il n'y a pas d'idéologie.

Donc, le boulangisme relèverait de la "culture protestataire". On peut citer en argument Jules Ferry qui disait du boulangisme qu'il était « le grand dégoût collecteur ».

La crise boulangiste rebondit ensuite à travers le scandale de Panama en novembre 1892. Les acteurs majeurs du boulangisme – Drumont (les antisémites), Déroulède (les factieux) et Rochefort (les anciens communards, l'extrême-gauche) – dénoncent à juste titre la corruption d'une centaine de députés et de plusieurs ministres qui ont touché des pots-de-vin. Parmi eux, il y a Clemenceau, qui a accepté de l'argent pour financer son journal *L'Aurore*, et qui va devoir s'éclipser de la scène nationale à cause de ce scandale. À travers leurs journaux et leurs courants respectifs, les trois accusateurs réclament « le coup de balai » ; ce qu'ils appellent la fin de la « République des chéquards ».

La crise boulangiste puis le canal de Panama ont des répercussions très importantes, notamment sur les élections législatives de 1893. On constate une très forte abstention (on dépasse les 25 % d'abstentionnistes, ce qui est très important pour l'époque). On a surtout la défaite personnelle des grandes figures de l'opportunisme, remplacées par une nouvelle génération de républicains modérés que les historiens ont appelé les "progressistes" : Paul Deschanel, Louis Barthou, Théophile Delcassé, Raymond Poincaré...

Qu'est-ce que le progressisme ? C'est un opportunisme qui a davantage de la fibre sociale. Ce sont les opportunistes qui vont faire adopter en France la première législation sociale : travail des femmes, législation sur les accidents du travail, sur l'enseignement professionnel. Mais les progressistes sont un courant modérément social car ces mesures seront très loin de répondre aux aspirations du monde ouvrier.

§3. Le moment "terroriste" (1892-1897)

Le problème des progressistes est qu'ils vont être confrontés entre 1892 et 1894 à ce que les historiens appellent le moment "terroriste", à savoir que l'envoi de l'armée pour arrêter une manifestation ouvrière le 1^{er} mai 1891 lors des incidents de Fournies va radicaliser la mouvance anarchiste.

Le premier qui passe à l'acte est le militant anarchiste Ravachol, qui veut « balayer cette société pourrie », et qui fait sauter quatre bombes dans des immeubles parisiens en 1892. C'est le premier acte du début d'une campagne d'attentats anarchistes qui vont frapper de stupeur l'opinion.

Le deuxième militant est Auguste Vaillant qui, le 9 décembre 1893, depuis la tribune publique, lance une bombe dans l'hémicycle sur les députés en pleine séance (publique), sur ceux qu'ils appellent les « bouffe-galettes de l'aquarium ». C'est une bombe chargée de clous, de morceaux de zinc et de plomb qui s'abat sur les députés et sur les spectateurs assistant aux délibérations. Une cinquantaine de personnes sont blessées, dont Auguste Vaillant lui-même. Vaillant est arrêté, est condamné à mort, et le fait que le président Sadi Carnot refuse sa grâce pousse un militant anarchiste d'origine italienne, Sante Geronimo Caserio, à poignarder mortellement le président le 24 juin 1894 durant un défilé à Lyon, au cri de « Vive la révolution ! ».

Les autorités républicaines vont réagir avec fermeté face à cette vague sans précédent d'attentats en adoptant ce que les députés socialistes vont appeler les « lois scélérates ». Ces lois

sont un ensemble de mesures d'exception qui vont permettre bien sûr de traquer les militants anarchistes, de les emprisonner, mais ces « lois scélérates » vont permettre aussi de décapiter le mouvement ouvrier français (dont le surnom que leur ont donné les socialistes), c'est-à-dire qu'indistinctement la répression va s'abattre à la fois sur les anarchistes purs et durs – les lecteurs de Bakounine – mais aussi sur les leaders syndicaux et les militants des différents partis socialistes. La conséquence est importante – on verra ça pour la “Belle Époque” – parce que les militants anarchistes vont se réfugier dans l'action syndicale. Il faut savoir que la grande caractéristique du syndicalisme français est qu'il est marqué du sceau de l'anarcho-syndicalisme ; et cela aurait pour origine l'année 1894 où les anarchistes se sont investis dans le champ syndical. Une première traduction concrète de cet investissement est la création d'un mouvement syndical qui s'unifie dans la Confédération Générale du Travail (CGT) en 1895 (date de sa création donc), dans laquelle les militants anarchistes sont extrêmement puissants.

§4. Le ralliement des Catholiques

Rappelons que la République s'est construite historiquement contre l'influence cléricale. Or, on a vu le déclin électoral des monarchistes, et le fait que le régime soit stabilisé et que la République se pérennise, le fait aussi que, grâce aux lois scélérates, la République des progressistes offre un visage rassurant (celui d'une République qui défend l'ordre et la propriété), conduisent une partie de la droite catholique à accepter, sous différentes formes, ce que l'on peut appeler un « reclassement ».

Ce reclassement politique – ce que les Catholiques vont appeler eux-mêmes le « ralliement » –, c'est-à-dire le fait finalement d'accepter la République ; on le doit surtout à l'action personnelle du Pape Léon XIII, qui va publier une autre encyclique très célèbre qui s'intitule « Au milieu des sollicitudes ». Dans cette encyclique, il dit aux catholiques français deux choses : d'abord, qu'il faut accepter la République parce que c'est désormais le régime légal du pays ; ensuite, que la question de la laïcité se résoudra d'elle-même parce qu'il est persuadé que la République saura faire preuve de conciliation et saura entendre le message de l'Église.

Avant Léon XIII, l'homme qui – provoquant le scandale chez les catholiques français – va anticiper la position pontificale et qui va être « l'éclaireur » (en quelque sorte) de ce ralliement est le cardinal Lavergne [1825-1892], cardinal d'Alger. En effet, dès 1890, il va appeler les catholiques français à rentrer dans le rang. C'est vrai que, quand on regarde le contexte, on s'aperçoit que, dans les faits, Léon XIII a de quoi espérer un assouplissement de la politique, scolaire notamment. Les progressistes, à partir de 1894, pacifient les relations – notamment dans le domaine scolaire – entre l'Église et l'État.

Néanmoins, on va retenir qu'il ne suffit pas que ce ralliement soit proclamé pour entrer dans la réalité. Le ralliement est loin d'être une réalité. Mais, sur le plan électoral, il y a un vrai effondrement du vote monarchiste : entre les élections législatives de 1889 et 1893, les monarchistes perdent plus de deux millions de voix, et ne sont que 56 députés en 1893 (c'est-à-dire pas beaucoup plus que les députés socialistes). On voit que les monarchistes et leur base catholique sont en très net déclin à cette période. Ce qui va tout changer, notamment par rapport à ce ralliement, c'est la fameuse Affaire Dreyfus.

1.2.3. L'Affaire Dreyfus, danger mortel pour la République

Il existe de nombreux ouvrages sur cette affaire, mais nous ne citerons ici que l'ouvrage de l'historien Vincent Duclert, qui est celui qui a peut-être fait la meilleure biographie de Dreyfus (dans *Alfred Dreyfus, l'honneur d'un patriote*, Fayard, 2006). C'est malgré tout un historien contesté parce qu'il est celui qui a le mieux mis en perspective ce qu'on pourrait appeler le déchaînement des “passions françaises” lors de cette affaire (on verra lesquelles).

§1. Les faits

Nous allons rappeler rapidement les faits. Tout commence en décembre 1894 lorsque le capitaine Alfred Dreyfus est condamné au bagne sur l'île du Diable, en Guyane, par un tribunal militaire pour espionnage au profit de l'Allemagne. Avant que Dreyfus soit envoyé en déportation, il subit une dégradation publique dans la cour des Invalides : on lui arrache solennellement ses galons et on brise son sabre (avec un caractère haineux).

Pour comprendre pourquoi il y a eu procès truqué, il faut comprendre qu'il n'y a pas eu respect des droits de la défense, c'est-à-dire que Dreyfus a été condamné sur des pièces qui n'ont pas été transmises à son avocat. Un article publié dans la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* en 2008 rajoute un élément supplémentaire : on aurait rajouté dans ces pièces des accusations d'homosexualité de Dreyfus, ce qui aurait renforcé le caractère inévitable de sa condamnation.

L'affaire va commencer grâce à l'acharnement du frère aîné d'Alfred Dreyfus, Mathieu Dreyfus, convaincu de l'innocence du capitaine. Mathieu Dreyfus est surtout stupéfait des très nombreuses irrégularités de l'instruction. Il va essayer de mobiliser à la fois des hommes politiques et surtout l'opinion. Au début, son action ne rameute pas beaucoup de monde, et ceux qu'on peut appeler les premiers dreyfusards sont extrêmement minoritaires. Le seul homme politique qu'il arrive à joindre est le vice-président du Sénat, Auguste Scheurer-Kestner, alsacien comme lui (Dreyfus appartient à une famille de juifs alsaciens qui choisit la France en 1870), lequel est à son tour touché par le doute.

Petit à petit, malgré les menaces d'arrestation pour complicité, les filatures, les pièges tendus par les militaires, il réussit à convaincre divers modérés. Ainsi, le journaliste libertaire Bernard Lazare [1865-1903] se penche sur les zones d'ombre de la procédure. Cet homme est un personnage-clé de l'Affaire Dreyfus. L'ombre de Zola l'a éclipsé, mais il a été le premier dreyfusard.

Bernard Lazare est une polygraphe, critique littéraire, très important dans la vie culturelle de cette époque. Il a une plume assassine. Il est surtout très proche du mouvement anarchiste ; c'est un intellectuel d'extrême-gauche. L'histoire de sa vie va vraiment être la défense d'Alfred Dreyfus. Il a beaucoup travaillé sur la France antisémite et l'antisémitisme, et est l'auteur du monumental *L'antisémitisme, son histoire et ses causes* – qui d'ailleurs va être utilisé par les ennemis de Dreyfus pour affirmer qu'un juif lui-même dit que les juifs sont à l'origine de tous les maux du monde, etc. C'est un homme qui, après son combat pour Dreyfus, va basculer dans le sionisme et qui va beaucoup publier et écrire sur le destin du peuple juif. On va dire que l'épreuve qu'il a traversée pendant l'affaire a été pour lui source de révélation de ce qu'est la judéité. Lazare a donc un parcours intellectuel extrêmement intéressant.

Revenons à ce qu'il se passe. Cette poignée d'hommes qui se bat pour faire reconnaître l'innocence de Dreyfus se heurte à l'intransigeance de l'État-major. Les militaires (l'État-major), c'est-à-dire le ministère de la Guerre, se refusent à rouvrir le procès. Et très vite on comprend que le mobile principal est l'antisémitisme. Sauf que, en 1896, le colonel Marie-Georges Picquart [1854-1914], qui a pris la tête du contre-espionnage français en juillet 1895, démasque le vrai coupable. Il s'agit d'un officier mondain qui s'appelle Ferdinand Esterhazy.

Picquart a les preuves de sa culpabilité. Esterhazy est traduit devant un tribunal et, à la stupefaction général et comme l'armée ne veut pas se déjuger, malgré les preuves accablantes présentées par le colonel Picquart, Esterhazy est acquitté. Picquart est muté en Tunisie « dans l'intérêt du service » ; sa carrière est brisée. Nous sommes à la fin de l'année 1896.

C'est l'acquittement d'Esterhazy qui va pousser Émile Zola, jusqu'à présent totalement indifférent à l'affaire, à écrire son célèbre « J'accuse... ! » dans *L'Aurore* le 13 janvier 1898. C'est l'implication personnelle d'Émile Zola, son intervention publique, qui va relancer l'affaire. Dans les jours qui suivent, alors que Zola attend de recevoir sa convocation au tribunal, *L'Aurore* publie la première pétition, le premier manifeste en faveur de la révision du procès. Ce qui est important, c'est de retenir les noms de ces signataires. On va trouver enfin des scientifiques renommés de l'Institut des Sciences et surtout de grands écrivains : Émile Zola, Anatole France, Émile Duclaux (le directeur de l'Institut Pasteur), Daniel Halévy, Fernand Gregh, Félix Fénéon, Marcel Proust, André Gide, Lucien Herr, Charles Andler, Victor Bérard, François Simiand, Georges Sorel, puis le peintre Claude Monet, l'écrivain Jules Renard, le sociologue Émile Durkheim, l'historien Gabriel Monod, etc. C'est la naissance de ce qu'on appelle "l'intellectuel engagé". L'affaire Dreyfus et cette pétition marquent ce qui est une spécificité de l'histoire intellectuelle de la France : des écrivains, des intellectuels qui, au nom de leur œuvre littéraire et de leur position dans la société, prennent parti et s'impliquent dans une affaire politico-judiciaire.

En février 1898 a lieu le procès de Zola, absolument unique (il est obligé de rentrer dans le tribunal sous protection judiciaire ; on lui crache dessus...). Zola est condamné et n'a pas d'autre solution que de s'enfuir en Angleterre. Dans la foulée de la fuite de Zola en Angleterre se crée en réaction, pour défendre le dreyfusard injustement poursuivi, la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen en février 1898.

Il faut retenir que la cristallisation de l'affaire est vraiment le printemps et l'été 1898. Que s'y passe-t-il ? On peut parler d'un affrontement entre deux Frances. Rarement dans l'histoire de France on a vu un tel déchirement, on pourrait presque parler de guerre civile.

§2. L'opposition des deux France

La première forme du combat est d'abord la presse. Du côté des antidreyfusards, on va trouver trois journaux qui ont de forts tirages :

- *L'Intransigeant*, (journal d'Henri Rochefort [1831-1913], qui a basculé de l'extrême-

En mars 1896, Picquart, qui avait suivi l'affaire Dreyfus dès son origine, exige désormais de recevoir directement les documents volés à l'ambassade d'Allemagne, sans intermédiaire. Il y découvre un document surnommé le « petit bleu » : une carte télégramme, jamais envoyée, écrite par von Schwartzkoppen et interceptée à l'ambassade d'Allemagne début mars 1896. Celle-ci est adressée à un officier français, au commandant Walsin-Esterházy, 27 rue de la Bienfaisance - Paris. Par ailleurs, une autre lettre au crayon noir de von Schwartzkoppen démontre les mêmes relations d'espionnage avec Esterhazy. Mis en présence de lettres de cet officier, Picquart s'aperçoit avec stupéfaction que son écriture est exactement la même que celle du « bordereau » qui a servi à incriminer Dreyfus. Il se procure le « dossier secret » remis aux juges en 1894, et devant sa vacuité, acquiert la certitude de l'innocence de Dreyfus. Très ému par sa découverte, Picquart diligente une enquête en secret, sans l'accord de ses supérieurs. Elle démontre qu'Esterházy avait connaissance des éléments décrits par le « bordereau » et qu'il était bien en contact avec l'ambassade d'Allemagne. Il est établi que l'officier vendait aux Prussiens de nombreux documents secrets dont la valeur était cependant assez faible.

Ferdinand Walsin Esterhazy est un ancien membre du contre-espionnage français où il avait servi après la Guerre de 1870. Il avait travaillé dans le même bureau que le commandant Henry de 1877 à 1880. Homme à la personnalité trouble, à la réputation sulfureuse, criblé de dettes, il est pour Picquart, un traître probable animé par un mobile certain : l'argent. Picquart communique alors les résultats de son enquête à l'État-major, qui lui oppose : « l'autorité de la chose jugée ». Désormais, tout est fait pour l'évincer de son poste, avec l'aide de son propre adjoint, le commandant Henry. Il s'agit avant tout, dans les hautes sphères de l'Armée, de ne pas admettre que la condamnation de Dreyfus puisse être une grave erreur judiciaire. Pour Mercier, puis Zurlinden, et l'État-major, ce qui est fait est fait, et on ne revient jamais en arrière. Il convenait alors de séparer les affaires Dreyfus et Esterházy.

- gauche dans le nationalisme le plus pur et l'antisémitisme),
- *L'Anti Juif* (créé pour la circonstance, dont une des unes était au printemps 1898 « Mort aux juifs »),
- *La Croix* (journal de la congrégation des assomptionnistes, extrêmement lu dans la droite monarchiste et qui est le fer de lance du combat antidreyfusard).

Le point commun entre ces trois publications est qu'elles défendent l'honneur de l'Armée, qualifiée d'"arche sainte" de la nation (ce qui comprend par le fait qu'il ne faut pas s'en prendre à l'armée alors qu'on prépare la revanche). Cela s'accompagne d'une propagande violemment anti-républicaine (régime de la corruption, du délitement des mœurs), ainsi que d'accents extrêmement anti-laïques (une France sans Dieu, sans morale). On a aussi beaucoup de démagogie antisociale (pour dénoncer cette République de la grande bourgeoisie, des grands intellectuels). Et enfin, on a bien sûr de l'antisémitisme, à la fois politique, économique ; avec néanmoins une interrogation fondamentale pour les antidreyfusards : Peut-on être juif et français ? C'est le questionnement de l'identité français. Pour la littérature antidreyfusarde, le problème est que Dreyfus est coupable parce qu'il est juif ; on ne peut donc pas être juif et français. Être français, ce serait appartenir à une généalogie qui a fait ses preuves et qui est (pour citer Barrès, antidreyfusard notoire) enracinée dans la terre de France. On a là donc un débat autour d'une identité raciale de la France (à l'époque, certains sont convaincus qu'il existe une race française).

D'un autre côté, les deux grands journaux dreyfusards sont *L'Aurore* (de Clemenceau) et *La Petite République* (journal de Jaurès) (inutile de dire qu'ils ont de faibles tirages). Les arguments sont la défense des droits de l'individu, du droit d'un procès juste et équitable, c'est-à-dire l'axe principal de ce que les dreyfusards appellent « la nécessité morale de la révision » : les droits de la défense (premier des droits de l'homme pour Jaurès à l'époque).



Rappelons que cette période de l'histoire de France, jusqu'en 1914 et même un peu après, est l'âge d'or de la caricature. La caricature la plus célèbre de l'Affaire Dreyfus est celle dessinée par Caran d'Ache (de son vrai nom Emmanuel Poiré) dans *Le Figaro* du 14 février 1898, dans laquelle on voit un repas de famille qui dégénère car les membres de ladite famille ont parlé de l'Affaire Dreyfus (illustration ci-dessus). C'est le reflet de la division du pays.

Nous avons parlé des journaux, mais, ce que l'on sait moins, c'est que la première forme d'antidreyfusisme est la violence des rues. C'est l'arme privilégiée des antidreyfusards, et l'Affaire Dreyfus est à l'origine de la première génération de ligues d'extrême-droite. Précisons

que, par définition, une ligue est un groupe de pression dont la principale forme d'expression est la manifestation, qui use et abuse de la violence de rue et qui ne se présente pas aux élections (ce n'est pas un parti politique). Ces ligues antidreyfusardes sont les suivantes :

- la Ligue Nationale (de l'abbé Garnier),
- la Ligue Antisémite Française (née sur la base du pamphlet antisémite *La France juive* publié par Édouard Drumont en 1886, et dirigée par l'agitateur Jules Guérin),
- la Ligue des Patriotes (de Déroulède), qui a ressuscité.

Nous avons parlé de groupes de pression et de violence de rue. Il faut savoir qu'entre le printemps et l'été 1898, les archives de la police témoignent d'au moins 55 villes françaises (grandes et moyennes) frappées par des manifestations de violence, c'est-à-dire des attaques de magasins juifs et des incidents très graves : tabassages de militants dreyfusards, perturbations de meetings dreyfusards... On a donc des émeutes violentes à caractère antisémite et dont une ville de la République est particulièrement sujette : Alger, ceci en raison du décret Crémieux, dont les algériens demandent l'abolition.

Nous allons terminer sur la formation des ligues d'extrême-droite en parlant de celle qui fera parler d'elle dans les années vingt. C'est un mouvement nouveau qui apparaît en 1898 et qui s'appelle L'Action Française (fondée par Henri Vaugois et Maurice Pujo). C'est l'idéologue de ce mouvement d'extrême-droite qui est passé à la postérité plus que ses deux fondateurs ; il s'agit de Charles Maurras [1868-1952], "patriote intégral" qui prône le nationalisme intégral, c'est-à-dire la monarchie (seul régime acceptable par la tradition française), le cléricalisme (l'alliance du trône et de l'autel) et l'antiparlementarisme. Dans tous ces milieux, il faut abattre la République parlementaire surnommée à l'époque « La Gueuse » ; en référence à Marianne, représentée dans les journaux antidreyfusards comme la femme du peuple, nez rouge, robe rapiécée et en lambeaux.

Faisons remarquer pour conclure sur les ligues que la Ligue des Droits de l'Homme n'est aucunement d'extrême-droite et ne prône ni n'exerce en aucun cas une quelconque forme de violence. Nous allons à présent voir comment l'affaire va se résoudre.

§3. Le sursaut républicain

Pourquoi dit-on de l'Affaire Dreyfus qu'elle divise les français ? Pourquoi y a-t-il cet affrontement si violent entre ligues de France ? Nous avons donné en partie la réponse en évoquant la question identitaire, mais nous allons voir que c'est beaucoup plus grave qu'on pourrait le penser.

S'il y a division, c'est parce que les républicains ne sont pas très clairs sur la question. En réalité, les élites républicaines (progressistes) au pouvoir sont très majoritairement anti-

Le décret Crémieux, signé en fait par Crémieux, Gambetta, Glais-Bizoin et Fourichon, désigne le décret n° 136 qui accorde d'office la citoyenneté française aux 35 000 Juifs d'Algérie, en ces termes : « Les israélites indigènes des départements de l'Algérie sont déclarés citoyens français ; en conséquence, leur statut réel et leur statut personnel seront, à compter de la promulgation du présent décret, réglés par la loi française, tous droits acquis jusqu'à ce jour restant inviolables. Toute disposition législative, tout sénatus-consulte, décret, règlement ou ordonnance contraires, sont abolis. »

Il est complété par le décret n° 137 portant « sur la naturalisation des Indigènes musulmans et des Étrangers résidant en Algérie » : pour ce qui les concerne, la qualité de citoyen français « ne peut être obtenue qu'à l'âge de vingt et un ans accomplis » et sur leur demande. En pratique, celle-ci n'est que rarement attribuée aux Indigènes musulmans, qui restent sous le régime de l'Indigénat. D'où la naissance d'une certaine animosité à l'égard des juifs d'Algérie parmi les Algériens.

Les décrets n° 136 et n° 137 sont pris à Tours en Conseil de Gouvernement du Gouvernement de la Défense nationale le 24 octobre 1870 et sont signés d'Adolphe Crémieux (député de la Drôme et ministre de la Justice), Léon Gambetta (député de la Seine et ministre de l'Intérieur), Alexandre Glais-Bizoin (député des Côtes-du-Nord) et Léon Fourichon (député de la Dordogne et ministre de la Marine et des Colonies). Ils sont publiés au Bulletin officiel de la ville de Tours le 7 novembre 1870.

dreyfusards. Le problème de l’Affaire Dreyfus est que les élites, le personnel, l’administration, les militaires, c’est-à-dire l’appareil d’État républicain est profondément convaincu de la culpabilité de Dreyfus. Ainsi, la plupart des ministres progressistes – pour citer trois noms de ministres importants : Buisson, Bourgeois, Méline – basculent dans le camp de la droite nationaliste et anti-sémite.

Donc, attention : l’Affaire Dreyfus n’est pas une bipolarisation de la vie politique, car les dreyfusards sont vraiment une toute petite minorité, composée d’une minorité de radicaux rangés derrière Clemenceau.

Puisque les républicains centristes ont basculé à droite, emmenant avec eux une majorité des radicaux, on pourrait se demander : Que reste-t-il de la gauche ? Il reste les socialistes. Leur position est plus qu’ambigüe. Ainsi, au moment même où Zola publie « J’accuse », Jaurès dit dans un meeting : « Camarades, restons au-dessus de ce combat qui oppose "judaisants" et "panamisants." ». Tout est dit : les socialistes pensent tout simplement que l’Affaire Dreyfus est une affaire de classes, que c’est la bourgeoisie qui règle ses comptes et qu’ils n’ont strictement rien à faire. Au départ, il y a donc plus que de la tiédeur à s’engager dans le combat de l’Affaire Dreyfus. Jaurès lui-même déclare que ce n’est pas leur histoire, ni leur conception de la justice. Même s’il y a un soupçon d’antisémitisme dans ses discours quand il évoque les « judaisants », il y demeure une certaine neutralité avec l’évocation simultanée des "panamisants" (en référence à l’affaire du canal de Panama).

Il est clair néanmoins que pour Jaurès le procès Zola est inique, et la fuite de Zola constitue un choc. Et on peut dire qu’à partir de février 1898, Jaurès va être l’homme qui va sauver la conscience morale des socialistes. Jaurès est l’homme qui, par son autorité morale, va réussir à convaincre une bonne partie des socialistes français que l’Affaire Dreyfus allait au-delà d’une simple affaire politico-judiciaire. Il va ainsi convaincre ses camarades qui rêvent d’une lutte des classes que ce qui est en jeu n’est pas simplement l’innocence de Dreyfus mais ce que les révolutionnaires de 1789 ont proclamé dans l’article 1^{er} de la Déclaration des Droits de l’Homme et du Citoyen, c’est-à-dire l’égalité en droits des citoyens français. Jaurès parvient donc à convaincre les socialistes qu’ils ne peuvent pas piétiner l’héritage bien précis des droits de l’homme. Pour Jaurès ; certes, c’est le socle de la République libérale parlementaire et, certes, c’est du libéralisme politique, mais il s’agit aussi de l’histoire des socialistes français.

C’est à ce moment-là que Jaurès réussit à faire la synthèse entre le mouvement social (l’aspiration marxiste) et ce qu’il appelle « la République ». Il dit aux autres socialistes qu’il ne faut pas faire la révolution car elle a déjà été faite, mais qu’il faut la poursuivre. C’est ce moment qui marque la naissance du réformisme. Une grande partie des socialistes français va alors accepter le suffrage universel, le parlementarisme, avec un mot d’ordre (qui a son importance dans la bouche de Jaurès) : « Battons-nous pour une République sociale » (il faut bien noter qu’il y a le mot « République »), c’est-à-dire une République qui intègre à la fois le formidable acquis de 1789 et toutes les luttes sociales. C’est pour ça que l’Affaire Dreyfus est pour le mouvement socialiste, grâce à l’action personnelle de Jaurès, un moment cardinal et extrêmement important.

Comment se termine cette affaire ? Le tournant est février 1899, lorsque, à l’occasion des obsèques de Félix Faure, Déroulède tente un coup d’État. Il convainc les républicains dreyfusards de contre-attaquer et de reprendre en main un pays à la dérive. L’homme qui va incarner cette défense républicaine est Pierre Waldeck-Rousseau [1846-1904] qui devient Président du Conseil le 22 juin 1899. Il prend la tête d’un gouvernement de Défense républicaine. Au passage, quand Waldeck-Rousseau accepte le poste, il disait de lui : « Je suis un républicain modéré, mais pas modérément républicain. ». Une majorité se détache pour investir Waldeck-Rousseau après des débats houleux.

L’Affaire politico-judiciaire se poursuit. Les révisionnistes obtiennent gain de cause ; il va y avoir un second procès. C’est le fameux procès de Rennes qui se déroule en août 1899. Et là, le nouveau conseil de guerre prononce une sentence stupéfiante dont le verdict est le suivant : Dreyfus est coupable, mais avec des circonstances atténuantes. Et on le condamne quand même à dix années de prison.

Les dreyfusards de la première heure vont alors rendre visite à Dreyfus sur l’île du Diable (où il est emprisonné dans des conditions terribles) pour lui dire qu’il ne lui reste que deux solutions : soit il fait appel, mais il a peu de chances, soit il doit demander sa grâce au Président de la République. Dreyfus ne peut se résoudre à demander sa grâce, car cela signifierait qu’il reconnaît sa faute d’avoir trahi son pays. Mais tous ses partisans (Zola entre autres) ainsi que les membres de sa famille parviennent à ébranler sa volonté et à le convaincre. C’est de cette façon que l’on va sortir de l’Affaire Dreyfus. Dreyfus se résout à demander sa grâce, et celle-ci lui est accordée le 10 septembre 1899 par le Président Émile Loubet, suivie par une amnistie générale de toutes les personnes impliquées dans l’Affaire en décembre 1900.

Dreyfus libre, le combat n’est pas pour autant terminé pour les dreyfusards. Le combat est d’obtenir la réhabilitation. L’homme qui va mener la charge en faveur de la réhabilitation de Dreyfus après la mort (extrêmement suspecte) de Zola en 1902 est Jean Jaurès. Il va publier en 1903 un petit opuscule très percutant qui s’appelle *Les Preuves*.

La réhabilitation aura lieu en 1906. L’armée va faire les choses avec le « service minimum » : Dreyfus avait été dégradé sur la grande place des Invalides, il sera réhabilité dans une petite cour des Invalides ; il va être réintroduit dans l’armée, mais sans qu’on compte dans son avancement son ancienneté, c’est-à-dire ses années de captivité (Dreyfus fera la guerre de 1914-18 malgré son âge avancé).

Véritablement, cette Affaire ne s’arrête pas en 1906 mais plutôt en 1908, lorsque l’on transfère les cendres de Zola au Panthéon. Dreyfus meurt le 12 juillet 1935 à l’âge de soixante-seize ans dans l’indifférence générale.

Pour montrer à quel point cette affaire est encore sensible, il est nécessaire de rappeler que tous les dix ans environ, on a toujours quelques "dérapages", liés notamment à la Grande Muette (l’armée). La dernière remonte à 1994, lors d’une exposition aux Invalides, où un cartel de l’exposition disait que Dreyfus était coupable, ce qui avait provoqué un certain tôle. De même, François Mitterrand avait fait faire par un sculpteur une statue de Dreyfus pour la placer dans la

Waldeck-Rousseau est nommé président du Conseil le 22 juin 1899, à un moment stratégique de l’Affaire Dreyfus. La Cour de cassation vient en effet, le 3 juin, de casser le jugement du conseil de guerre condamnant Dreyfus et d’exiger sa révision. Par ailleurs, le président de la République, Félix Faure, qui avait soutenu les anti-dreyfusards et l’armée depuis le début de l’Affaire, décède brutalement en janvier 1899, menant à l’élection d’Émile Loubet qui l’emporte le 18 février 1899 contre Jules Méline, le candidat des « progressistes » (républicains modérés, ex-opportunistes) mais aussi de la droite et d’Édouard Drumont, l’auteur de *La France juive* (1886). Le nationaliste Paul Déroulède, enfin, vient d’être acquitté par la cour d’assises, le 31 mai 1899, suite à la tentative putschiste de la Ligue des patriotes le jour des funérailles de Faure. Dès lors, le président du Conseil Charles Dupuy doit démissionner, et Loubet décider du futur président du Conseil. Il s’oriente d’abord vers Raymond Poincaré, mais celui-ci ne parvient pas à former un gouvernement. Il conseille alors au président d’appeler Waldeck-Rousseau, chose faite le 22 juin. Ce dernier constitue un gouvernement de « Défense républicaine », qualifié au contraire, par les nationalistes, de « ministère Dreyfus ». Investi le 26 juin 1899, Waldeck-Rousseau réussit en effet à intégrer dans le même gouvernement le général de Galliffet, « fusilleur de la Commune » et le socialiste Alexandre Millerand. Le cabinet comprend par ailleurs tant des républicains modérés (« progressistes ») que des radicaux, certes cantonnés à des tâches secondaires (Pierre Baudin aux Travaux Publics). Théophile Delcassé conserve le portefeuille des Affaires étrangères, tandis que le modéré Joseph Caillaux, qui avait basculé dans le camp dreyfusard, est nommé aux Finances. Waldeck-Rousseau, enfin, cumule ses fonctions avec les portefeuilles de ministre de l’Intérieur et des Cultes.

cour des Invalides ; mais elle n'y est pas parce que l'Armée française s'y est opposée. Cette statue a changé trois fois de place à Paris et est aujourd'hui dans un tout petit square le long du boulevard Raspail. Également, en 2006, lors de la fête du centenaire de la réhabilitation de Dreyfus, Vincent Duclerc a créé un comité où il a demandé la panthéonisation de Dreyfus, en militant pour clore définitivement l'Affaire Dreyfus.

§4. La postérité de l'Affaire Dreyfus

L'Affaire Dreyfus va être suivie par tous les pays du monde occidental ; elle fera la une des journaux américains. Nous l'avons déjà dit, mais cette Affaire est le moment fort où on voit la figure de l'intellectuel engagé émergée. Ensuite on a, génération après génération, une grande généalogie d'écrivains intellectuels engagés qui vont se forger leur engagement à travers cette expérience de l'Affaire Dreyfus (Romain Rolland, Jean-Paul Sartre, André Malraux). Si on devait citer un grand intellectuel français engagé en filiation directe avec l'Affaire Dreyfus, ce serait Pierre Vidal-Naquet (spécialiste de l'Antiquité grecque, qui a dénoncé les crimes de l'armée française en Algérie).

Venons-en maintenant à des choses plus politiques. On va dire concrètement que cette Affaire a structuré le champ politique français pendant plus d'un demi-siècle. On serait presque tenté de dire que l'Affaire Dreyfus refonde la République. Expliquons pourquoi on pourrait presque dire que cette Affaire est une sorte de matrice d'une tradition républicaine. Qu'est-ce qui se passe ? Qu'est-ce que lègue finalement l'Affaire Dreyfus ? Qu'est-ce qu'elle modifie dans la République qui a ce sursaut à partir de 1899 ? La chose qu'elle lègue prioritairement est, pour reprendre les termes de Charles Péguy [1873-1914] (militant dreyfusard), la naissance de ce qu'on pourrait appeler une "mystique républicaine". En quoi consiste-t-elle ? Tout d'abord, en la défense prioritaire, absolue, intangible, des principes républicains. Au premier rang de ces principes : l'égalité en droits ; c'est donc la défense de l'État de droits, c'est-à-dire la défense des droits de l'individu face à la raison d'État. La République est une exigence sans cesse renouvelée de vérité.

Cette mystique fondée sur ce corpus – ces principes élémentaires de la République – se double ensuite de la mise en place d'une légende républicaine. Cette légende républicaine, c'est le « J'accuse » de Zola (qui en est le texte fondateur en quelque sorte), c'est le combat personnel quotidien et tous les éditoriaux de Clemenceau, c'est les écrits de Jaurès, c'est les écrits lumineux de Péguy sur la République. Cette légende-là est nourrie, transmise, bien sûr par l'école de la République, mais surtout elle dessine un nouveau rôle pour l'intellectuel : l'intellectuel devient le nouveau clerc de la République ; et ces clercs représentent une mystique de combat. Quand on a la foi républicaine, on combat ; et le *credo* républicain est que la seule République qui peut exister est la République parlementaire, et surtout – on va le voir à travers la loi de séparation des Églises et de l'État – une République laïque.

Dans les mois qui vont suivre la libération de Dreyfus et qui vont voir s'effiloche les temps dreyfusards (chacun retournant à ses occupations), Péguy aura une très belle formule. Il dit qu'ils [les dreyfusards] ont été des croisés, des mystiques, mais que maintenant la République a repris ses droits ; on est passé de la mystique au mythe. Et le mythe dit Péguy, c'est beaucoup moins intéressant.

Donc, le deuxième aspect de la postérité de l'Affaire Dreyfus est le mythe. Ce n'est pas tout à fait la même chose que la mystique. Qu'est-ce que ce mythe ? C'est celui qui va imprégner jusqu'au début des années cinquante les élites républicaines de gauche. Concrètement, on va réécrire l'histoire et mythifier l'Affaire Dreyfus, au point qu'on va en faire le point de départ d'une République idéalisée, incontestable ; c'est ce qui nous a permis de dire en introduction de ce chapitre que la République était plus qu'un régime. C'est à partir de l'Affaire Dreyfus que l'on peut dire que, pour les républicains, la République est plus qu'un régime : c'est un ensemble de comportements, une culture politique, des principes et des valeurs.

Pourquoi est-il important d'insister sur cette mythification. Parce qu'à partir du moment où une partie des élites républicaines de gauche sont convaincues que l'Affaire Dreyfus est un mythe

fondateur, cela veut dire que l'on bascule dans l'intransigeance. Dans les faits, soit on est pour cette République-là, soit on est un ennemi de la République. On a là un point de clivage entre la gauche et la droite, au moins jusqu'aux années cinquante, qui est que ceux qui n'adhèrent pas ce mythe républicain sont *ipso facto* exclus du champ politique. Pour faire plus simple, la seule question qui convient d'être posée à un républicain des années 1910 (et même après) est : Est-tu dreyfusard ? As-tu été dreyfusard ? Savoir si on a été dreyfusard et si on l'est encore est le marqueur identitaire (ou la marque génétique) de l'appartenance au camp républicain.

En synthétisant, on peut dire que derrière ce mythe républicain, il y a, selon Vincent Duclerc et d'autres historiens, trois aspects indissociables du mythe :

- la République est rationnelle,
- la République est laïque,
- la République est parlementaire.

Finale­ment, en guise de transition, on pourrait se demander si cette République rationnelle, laïque et parlementaire résume ce qu'est d'être de gauche en France à la Belle Époque (au début du XX^e siècle) ? On tâchera d'y répondre dans la suite de ce cours. Ce qui est certain, c'est qu'à partir du gouvernement de Défense républicaine (le nom n'est pas neutre) installé par Waldeck-Rousseau en 1899, la République de 1870, définitivement installée par la conquête du Sénat, de la Présidence de la République et de la Chambre des députés, ébranlée par toute une série de crises dont la principale est l'Affaire Dreyfus, est installée. Il faut donc bien retenir que ceux qui sont à l'origine de ce qu'on appelle aujourd'hui le socle républicain (ou pacte, ou consensus) sont tous des hommes de gauche. La République est une idée de gauche, et c'est l'Affaire Dreyfus qui la définit en tant que telle.

On va néanmoins nuancer, en rappelant qu'il ne faut jamais oublier qu'une grande majorité des radicaux a été antidreyfusard, ainsi que des députés socialistes. Le Parti radical et le Parti socialiste ont été ni précocement, ni unanimement dreyfusards (il y a notamment dans la mouvance du Parti socialiste la persistance d'un antisémitisme de gauche évident, patent, qui existe déjà à l'époque). La preuve de ce que nous avançons est que, lors des débats de l'investiture de Waldeck-Rousseau, beaucoup de radicaux ont voté contre et n'ont rallié le gouvernement de Waldeck-Rousseau du bout des lèvres. Et, c'est dans la perspective de leur réélection en 1902 qu'ils vont adhérer à ce qu'on va appeler le fameux Bloc des Gauches.

Pour terminer et poser les premières pierres de cette conceptualisation droite-gauche de la République, nous allons donner deux citations très célèbres de Maurras : « la divine surprise de 1940 » est les termes par lesquels il salue l'effondrement de son pays en juin 1940. En deux mots, la providence a bien travaillé ; elle a « abattue la Gueuse », enfin (selon Maurras). Soyons clair ; celle qui est abattue, c'est la République dreyfusarde. Rappelons que Maurras a été traduit devant la Haute Cour de Justice de Lyon en 1945 et a été à la prison à vie. À l'annonce du verdict, il commentera sa condamnation par une exclamation célèbre : « C'est la victoire de Dreyfus ! ».

1.3. La République radicale (1899-1914) : entre espoirs et désenchantements

1.3.1. De la défense républicaine au Bloc des Gauches (1899-1908)

§1. La reprise en main de la République

La priorité du gouvernement de Waldeck-Rousseau est de rétablir l'ordre républicain. En quoi cela consiste-t-il ?

- On réunit une haute cour qui condamne au bannissement les principaux chefs nationalistes (dont Déroulède).

- La congrégation des assomptionnistes est dissoute.
- Le ministre de la Guerre, le général Galliffet impose le silence aux militaires (« Silence dans les rangs ! »). C'est le début de la « Grande Muette ». On transfère également le pouvoir de nomination des officiers au politique (auparavant, c'était les militaires qui se nominaient entre eux).

Mais cela ne suffit pas. Waldeck-Rousseau essaie de renouer avec l'élan réformateur des années 1880. Il croit le trouver en faisant venir dans son gouvernement un certain Alexandre Millerand [1859-1943], socialiste – la France a été le premier pays à faire entrer un socialiste dans son gouvernement –, qui est chargé de développer une politique sociale.

Enfin, la réforme majeure de Waldeck-Rousseau est la loi de 1901 sur les associations, ce qui permet la naissance du premier parti politique en France, le Parti Radical, la même année. Pour rappel, cette loi est la « liberté de création d'associations non professionnelles », à l'exception des congrégations (qui ne peuvent donc pas s'organiser en associations).

Le problème de Waldeck-Rousseau est qu'il est malade ; il va donc se retirer du pouvoir mais va néanmoins conduire le camp dreyfusard (composé de radicaux et de socialistes), au terme d'une campagne électorale acharnée, à ce qu'on appelle...

§2. Le bloc des Gauches (1902)

Nous sommes en 1902. On assiste sans doute à la campagne électorale la plus acharnée dans l'histoire de la Troisième République. C'est une campagne extrêmement dynamique parce que son thème principal est « Solder les comptes de l'Affaire Dreyfus », mais surtout parce qu'il y a une thématique extrêmement importante qui est l'élan réformateur, c'est-à-dire une sorte de refondation de la République. C'est aussi et surtout la question sociale. Substantiellement, c'est purger le système de ce qui a permis l'Affaire Dreyfus. Donc les enjeux sont des enjeux politiques majeurs.

Le succès est d'abord un succès radical ; le Parti Radical qui arrive très largement en tête, et c'est lui qui va désormais dominer la majorité parlementaire.

Émile Combes [1835-1921] succède à Waldeck-Rousseau, avec un programme élémentaire. Deux mots résument le programme du Bloc des Gauches (qui est l'alliance en radicaux et socialistes) : républicaniser et laïciser (les français). Combes est l'homme qui va régler ses comptes avec l'Église catholique qui a montré son vrai visage durant l'Affaire Dreyfus ; un visage d'intolérance, de haine, d'antiparlementarisme ; en deux mots : le visage du refus de la République et des Droits de l'homme, en reliant notamment l'odieux message antisémite.

La lutte anticléricale commence par la lutte contre les congrégations, jugées trop riches, trop influentes, et, à la faveur de la loi de 1901 puis par des décrets successifs, les congrégations vont être interdites (plus précisément, les demandes d'autorisation des congrégations sont désormais toutes rejetées par le pouvoir républicain).

La vraie rupture date de 1904, lorsqu'Émile Combes décide qu'on va désormais interdire aux congrégations l'enseignement. Ça provoque une crise majeure avec le Vatican puisqu'en 1905 la France rompt ses relations diplomatiques avec le Vatican.

La dernière pièce à l'édifice anticléricale est la loi de décembre 1905 de séparation des Églises et de l'État.

§3. La loi de décembre 1905 affermit la République

Cette loi a été portée par Francis de Pressensé [1853-1914] – protestant – et Aristide Briand [1862-1932] – dans la rédaction des articles de la loi. C'est une très vieille revendication républicaine qui date au moins de la révolution de 1848. Précisons que pour les républicains opportunistes (1880-1890-1900), séparer les Églises et l'État est une absurdité. En effet, le Concordat de 1801 signé par Napoléon est un avantage car il permet le contrôle des confessions en France (jusqu'en 1905 en France, les évêques, les rabbins et les pasteurs sont nommés par le ministre de l'Intérieur, puis les évêques sont confirmés ou non par le Vatican). Il y a donc un vrai contrôle de

l'État sur l'Église catholique. Ainsi, pour une partie des républicains, le Concordat et les fameux articles organiques qui organisent les confessions en France sont un outil de contrôle, notamment de l'épiscopat.

L'article 2 (fondamental) de cette loi stipule que « La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte [...] ». Donc, le qualificatif que l'on peut donner à cette loi de 1905 est que c'est une vraie loi *libérale* car elle fonde la liberté de conscience en France. Pourquoi ? Parce que l'État rend leur liberté aux religions, les rend libres de s'organiser comme elles l'entendent, sous la seule réserve du maintien de l'ordre public.

Concrètement, les législateurs de la loi de 1905 font de la République un État areligieux (à ne pas confondre avec athée), c'est-à-dire un État officiellement non confessionnel. Ainsi, tous les fonctionnaires de l'État sont tenus à un devoir de réserve en matière confessionnelle ; au premier chef le premier d'entre eux (le Président de la République).

On serait tenté de voir si cette loi a vraiment provoqué, comme l'a dit la propagande catholique à travers des quotidiens catholiques de l'époque, de sérieux conflits, un vrai déchirement national, une vraie "guerre de religion". On pourrait le croire si on regarde ce qu'il se passe à partir de février-mars 1906 lors de la crise des inventaires. Cette crise est le moment décisif où l'on va rendre les lieux de culte jusque-là gérés par l'État aux religions (les cathédrales et les églises aux catholiques, les temples aux protestants, les synagogues aux juifs, etc.). Donc l'État fait l'inventaire des biens meubles. Et là, on a effectivement une crise majeure, avec un mort dans le Nord, car on a des blocages et des occupations d'églises dans les régions à fortes catholicités (Nord, Pyrénées), la plus célèbre occupation étant la résistance faite par les chartreux où on est obligé d'investir la totalité du monastère pour faire l'inventaire des biens.

Donc, cette crise des inventaires, médiatisée, pourrait faire penser que la loi de 1905 est une loi qui va être difficilement acceptée. Or, on constate qu'il n'en est rien : la situation s'apaise très rapidement et, dès la fin de 1906, la majorité des français s'est ralliée à cette idée de séparation des Églises et de l'État.

Il est important de noter que cette loi n'est pas vue par l'opinion publique comme étant une persécution violente, radicale, contre l'Église catholique. C'est cela qui fait dire aux historiens que la société française a été peu à peu gagnée par le rationalisme diffusé par l'école de la République, et surtout, fait majeur, on voit bien que le peuple français adopte l'idée qu'on doit effectivement, en matière confessionnelle, distinguer la sphère privée et la sphère publique. On peut dire que l'idée que la religion est avant tout une affaire d'opinion personnelle qui relève de la sphère privée est quelque chose qui est acquis, majoritairement, en France, dès 1914.

1.3.2. La République : le régime de tous les Français ?

§1. Les difficultés de la gauche de gouvernement (1906-1909)

On avait parlé du succès du bloc des Gauches lors des élections de 1902. Lors des élections législatives de 1906, on assiste à un triomphe radical. Le Parti radical devient le premier parti à la Chambre des députés, et surtout qui a fait une campagne extrêmement populaire sur la nécessité de réformes sociales.

Pourquoi l'année 1906 soulève-t-elle un tel espoir ? Tout simplement parce que la gauche est enfin réellement au pouvoir (installée dans la durée), avec à sa tête un authentique dreyfusard, Clemenceau, qui annonce dans un grand discours d'investiture une législature réformatrice. Dans son discours politique général d'investiture, il y a l'annonce de grandes réformes à venir. Les

L'article qui pose problème dans la loi de 1905 est l'article 4 relatif au financement des religions. Pour amortir le "choc" et assurer ce financement, Aristide Briand a trouvé une solution : la création d'association cultuelle. Une association cultuelle est une association à but non lucratif selon la loi de 1901, créée par des catholiques, et qui peut avoir pour fonction de financer les cures, la prêtrise, les bâtiments, etc., mais avec certaines limitations : objet cultuel exclusivement (donc pas d'entraide ni d'enseignement), membres seulement individuels (pas d'association membre), nombre minimum de membres, etc., et certains avantages, notamment fiscaux. C'est ce qui existe encore aujourd'hui. Le problème est que le Vatican va se raidir et va, pendant une dizaine d'années, refuser avant d'accepter cette définition des associations cultuelles.

C'est la religion juive qui va être le plus favorable à l'adoption de la loi de séparation des Églises et de l'État. Pourquoi ? Pour le comprendre, il faut revenir à Napoléon I^{er}. Napoléon I^{er} est l'homme qui va insérer les juifs de France dans la communauté nationale (on appelle ça le « Grand Sanhédrin »), et va réorganiser le judaïsme français en le structurant (avec le grand rabbinat de la synagogue de la rue des Victoires (9^e arrondissement de Paris) financée par l'impératrice Eugénie.

Le judaïsme va être la seule religion qui va saisir au bond cette loi pour une raison très simple : à partir de 1880, la France devient une terre d'asile pour les juifs d'Europe orientale et centrale qui fuient les prodromes (notamment les prodromes de l'Empire russe). Ce judaïsme d'Europe centrale-orientale est très différent du judaïsme pratiqué depuis des siècles en France (on fait référence ici à toutes les traditions venant du monde ashkénaze, yiddish, etc.) ; et ces immigrants juifs souffrent beaucoup de vexations de la part du judaïsme officiel "autochtone". Ils vont donc, à travers cette loi, pouvoir s'organiser comme ils l'entendent (en créant leurs propres obédiences), et ça va favoriser un prosélytisme très important (on pense notamment aux grands quartiers juifs de Paris jusqu'aux années 1930-1940 – surtout le 9^e arrondissement, quartier des fourreurs et des diamantaires). Cela donne donc un bel exemple du libéralisme.

Il est également important de retenir aussi que la loi de 1905 ne s'applique qu'en France métropolitaine. C'est un vrai paradoxe. Elle va s'appliquer avec beaucoup de difficultés dans les colonies françaises de l'époque : aux Antilles, en Algérie (où elle va provoquer des tensions avec les colons d'origine espagnole) ou à Madagascar. Ce qui est paradoxal est que, s'il y a séparation des Églises et de l'État en métropole, toute l'action coloniale ("civilisatrice") se fait avec le soutien manifeste aux congrégations religieuses (la religion catholique est le plus ferme soutien de l'action "civilisatrice" de la France), surtout quand il s'agit d'évangéliser les populations coloniales.

principales sont les suivantes :

- la création de l'impôt sur le revenu (réforme qui tient à cœur aux radicaux) ;
- la réforme fiscale (redistribution de la richesse et du patrimoine) ;
- la journée de travail de 8 heures (grande revendication du monde ouvrier, promise par Clemenceau) ;
- un statut de la fonction publique.

Dans les milieux populaires, on croit voir poindre ce qu'on pourrait appeler une République sociale.

Sauf que, ce scénario écrit par avance va très vite se dégrader. En fait, tout tourne autour de la rupture entre Clemenceau et Jaurès. (Rappelons que Jaurès a réussi à unifier le mouvement socialiste en 1905 ; c'est la création de la fameuse Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO)). La dégradation très rapide des relations entre le leader radical (Clemenceau) et le leader socialiste (Jaurès) conduit très vite, entre 1906 et 1909, à une montée des tensions sociales parmi les plus fortes de notre histoire sociale.

Avant d'aller plus loin, donnons quelques informations supplémentaires. Dans l'histoire de la grève à l'échelle des pays industrialisés, on s'aperçoit que la grève – qui à l'époque ne consiste pas en l'occupation d'usines mais le refus du travail – fait partie de ces moyens d'évitement du travail (les salariés étant de plus très mobiles et ayant très peu d'ancienneté dans une même usine). Or, à partir de 1880, on constate qu'il y a une augmentation, non seulement du nombre de conflits, mais aussi une augmentation quantitative, c'est-à-dire que l'on a des grèves qui concernent 100, 200 ou 300 000 personnes (par exemple, les dockers de Londres en 1899) ; et le pic des conflits sociaux à l'échelle de l'Europe industrialisée est l'année 1906.

Ainsi, les années 1906-1909 correspondent à une crise sociale majeure qui touche la plupart des pays industrialisés d'Europe (avec, pour l'anecdote, que la Suède est le premier pays à avoir expérimenté la grève générale en 1909).

Quittons le contexte européen pour revenir en France. Qu'est-ce qui a bien pu provoquer la rupture entre Clemenceau et Jaurès ? En fait, Clemenceau ne supporte pas chez Jaurès ce qu'il appelle son « esprit messianique », c'est-à-dire concrètement la part des utopies sociales portée par les idéaux de Jean Jaurès (à savoir une répartition égalitaire des richesses). Clemenceau trouve que ce sont des « chimères dangereuses » parce qu'elles « déconsidèrent l'action du gouvernement », parce qu'elles favorisent la « réaction », c'est-à-dire les protestations de la droite libérale ; et surtout, ce qu'il reproche à Jaurès, c'est que ces « chimères », ces « illusions collectivistes », se traduisent par des violences ouvrières qui sont inacceptables.

Lorsque l'on faisait remarquer à Clemenceau qu'il était autoritaire, celui-ci répondait : « J'ai le préjugé de l'ordre. » Alors, avoir le préjugé de l'ordre pour Clemenceau qui est à la fois Président du Conseil et ministre de l'Intérieur, ça veut dire être confronté à une série impressionnante de troubles sociaux qui dégénèrent en véritable lutte de classes, avec une intervention systématique de l'armée (en faveur du patronat).

Nous allons développer la plus importante crise, qui est une catastrophe minière qui touche le département du Nord : la catastrophe de Courrières en 1906. Courrières est l'une des plus grandes mines du Nord, où un coup de grisou tue plus de 1 000 mineurs. Cela fait partie des risques de l'exploitation minière pourrait-on dire, sauf que : impéritie, égoïsme des propriétaires de la mine, aucun respect des normes de sécurité (elles commençaient à exister en partie) et surtout aucune organisation de secours – ce sont les familles des mineurs elles-mêmes qui, à mains nues, vont essayer d'aller chercher leurs camarades dans l'indifférence la plus générale, et on va remonter des survivants pendant quinze jours – provoquent une indignation générale qui débouche sur une grève générale des mineurs du Nord-Pas-de-Calais (elle va toucher à peu près un mineur du deux). Le conflit va se durcir, et Clemenceau sera obligé d'envoyer l'armée.

En 1907, il y a une deuxième grande révolte sociale : celle des viticulteurs du Languedoc, qui seront plus de 500 000 à manifester à Montpellier.

Donc, si on résume : face à cette agitation sociale gravissime, Clemenceau réagit avec un zèle répressif, ce qui va lui valoir plusieurs surnoms (on va le baptiser le "Premier flic de France", le "briseur de grèves" ; la presse socialiste et syndicat va le surnommer "l'embastilleur de syndica-

listes"). Mais, si on fait de la politique, on comprend pourquoi Clemenceau agit ainsi. Clemenceau pense à sa clientèle électorale composée des classes moyennes, de la petite paysannerie, attachées à l'ordre et surtout au respect absolu de la propriété ; deux catégories sociales qui détestent la classe ouvrière et qu'il est facile d'effrayer en agitant le spectre de ce qui est la caractéristique principale du syndicalisme de l'époque : un syndicalisme radical car anarchiste (on est donc dans le cadre de l'anarcho-syndicalisme). Nous allons développer maintenant davantage la question sociale, afin de bien voir ce qui se passe.

§2. Le poids de la question sociale

N'oublions pas qu'il nous faut pouvoir répondre à une question simple : comment expliquer cette rupture ? Plus précisément, comment expliquer ce blocage, cet antagonisme entre anciens alliés du camp dreyfusard ? Beaucoup d'historiens se sont penchés sur la question. Nous allons livrer caricaturalement leurs conclusions.

Pour eux, entre 1905 et 1907, la République change d'époque, change d'atmosphère. Pourquoi ? Parce qu'on assisterait à la fin de l'alliance objective entre les milieux intellectuels et le monde ouvrier. En deux mots : le combat dreyfusard les avait unis, le règlement de la question de Dreyfus les éloigne. Ce qui ré-émerge avec force est ce que connaissent la plupart des pays industrialisés : la violence sociale liée à une industrialisation extrêmement rapide.

La question qui se pose est donc : comment penser la société industrielle ? Cela veut dire concrètement qu'à partir de la création de la SFIO en 1905, Jaurès a une ligne beaucoup plus claire qu'avant. Quelle est cette ligne ? C'est : je suis socialiste et je vais relayer la contestation ouvrière. La perspective politique donnée par Jaurès et les socialistes au monde ouvrier est : nous allons achever la révolution pour bâtir une république sociale (dans la suite de la déclaration : « Il ne faut pas faire la révolution ; la révolution est faite ; il faut l'achever.). À l'inverse, Clemenceau et les radicaux sont revenus à leur base idéologique essentielle, à savoir les acquis de 1789 et le fameux article 17 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen énonçant que « la propriété est un droit inviolable et sacré ».

Cela aurait pu être beaucoup moins violent. Les historiens le disent ; ce qui a envenimé la situation est aussi le caractère autoritaire de Clemenceau qui a mis toute son énergie à réprimer le mouvement social. Donnons deux autres exemples du caractère répressif de Clemenceau :

- Il va beaucoup user de la révocation, notamment dans deux professions de fonctionnaires : chez les postiers et chez les instituteurs ; ceci parce que ce sont deux milieux très sensibles à la propagande anarchiste.
- Il va faire infiltrer les syndicats (par des "taupes"), et ces infiltrations conduiront à deux incidents dramatiques en banlieue parisienne à Draveil et à Villeneuve-Saint-Georges en 1909 ; où les troupes vont intervenir sur les indications de "taupes", ce qui va dégénérer, et il y aura deux morts.

En conclusion, la rupture est définitive parce que Clemenceau mène une politique antisociale. On va rajouter deux autres éléments qui permettent de comprendre pourquoi il y a rupture entre l'extrême-gauche et la gauche de gouvernement. Rappelons-nous le Clemenceau homérique qui dénonce la politique coloniale de Jules Ferry. Et bien, en 1906, il va changer son fusil d'épaule ; Clemenceau est devenu colonialiste. Il le devient notamment à l'occasion de la première crise marocaine en 1906 (il est l'homme qui va accélérer la conquête marocaine). À l'opposé, Jaurès fait une lecture qui va profondément énerver Clemenceau en lui disant qu'il se convertit au colonialisme parce qu'il est devenu nationaliste, belliciste, et qu'il voit dans l'empire le moyen de fortifier une France qui doit prendre sa revanche. Jaurès déclara qu'il reste de son côté un militant pacifiste.

Précisons que dans la SFIO, il y a une extrême-gauche qui est anti-Jaurès. Et ce courant est très particulier (il est antisémite) car il est ouvertement antinationaliste, mené par Gustave Hervé [1871-1944].

En guise de conclusion. Nous avons parlé de l'échec de la gauche de gouvernement. C'est vrai. À la chute du gouvernement Clemenceau en 1909, le bilan est très médiocre. Ça va au-delà de l'échec personnel de Clemenceau ; ce qui s'est joué entre 1906 et 1909, c'est l'incapacité de la gauche radicale et socialiste à gouverner ensemble, à réformer en profondeur la société française. Et on peut en tirer une conclusion à retenir car elle est pertinente au moins jusqu'aux années 1950 pour comprendre la vie politique française : c'est à la Belle Époque que se joue une chose essentielle pour la vie politique, à savoir une exclusion longue (qui commence à s'installer véritablement) des ouvriers. La République radicale n'a pas su intégrer le prolétariat français ; elle a été incapable de penser la place qu'on devait faire au monde ouvrier.

On retiendra également que la Belle Époque n'est pas la belle époque pour tout le monde. Il est vrai que c'est la Belle Époque pour les industries innovantes, mais c'est aussi une époque de contrastes socioéconomiques très forts, et les deux grandes catégories exclues de la prospérité sont les ouvriers et la petite paysannerie. Ce sont vraiment ces deux catégories sociales-là qui marquent l'échec de la gauche de gouvernement. Elles n'ont pas réussi à s'intégrer et ne font pas partie de la base sociologique de la République.

1.3.3. La République change de visage : le radicalisme sur la défensive (1909-1914)

Les années 1909-1910, à l'échelle de l'Europe d'ailleurs, sont un moment de rupture dans l'histoire intellectuelle et culturelle de nos sociétés, et marquent un tournant.

Dans le dernier tiers du XIX^e siècle, les élites européennes sont positivistes, rationalistes ; on croit à la science, au progrès, à l'avenir radieux des sociétés humaines. Puis, à partir des années 1909-1910, dans tous les pays de l'Europe, on constate un retournement, avec un retour en force du spiritualisme, de l'inconscient, d'une littérature, d'un théâtre et même d'une musique traversés par des élans d'irrationalité. Cela permet de comprendre d'autant mieux le déchaînement de violence qui va commencer avec la première guerre mondiale.

Revenons à la France. Aristide Briand succède à Clemenceau et devient Président du Conseil. Cette succession s'effectue dans un contexte qui va s'apaiser, ceci tout simplement parce que le pays attend, après trois ans de violence, le retour à la détente et à l'apaisement. De fait, on constate une décélération très nette du mouvement social.

En 1906, la Chartes d'Amiens signée par les anarcho-syndicalistes est un texte fondateur qui guide le syndicalisme français. Pour rappel, l'anarcho-syndicalisme est un syndicalisme qui dénonce les partis politiques, notamment les partis marxistes ; et il se réclame ouvertement de l'autogestion de la société, c'est-à-dire une société capable de s'auto-réaliser en petites cellules productrices et qui peut ainsi mieux répartir localement, au cas par cas, les richesses. Le grand contenu du manifeste de l'anarcho-syndicalisme est donc l'autogestion et, cela va de soi, le refus de l'État.

En conséquence, l'anarcho-syndicalisme français appelle le "Grand Soir" l'espoir d'une grève générale qui doit déboucher sur l'autogestion et le refus de l'État.

Faisons remarquer au passage une différence importante : le marxisme est le socialisme *par* l'État ; et l'anarchisme est le socialisme *sans* l'État. Ce n'est pas tout à fait la même chose, et c'est à retenir pour comprendre ce qui peut séparer les anarchistes des marxistes.

La charte adoptée en octobre 1906 par la CGT et connue à partir de 1912 sous le nom de **Charte d'Amiens** reste la référence théorique du syndicalisme en France, en particulier du syndicalisme révolutionnaire et du syndicalisme de lutte.

Le vote pour cette motion rédigée par Victor Griffuelhes et Émile Pouget marque la victoire du courant syndicaliste révolutionnaire dans le mouvement ouvrier de l'époque en France. Ce courant regroupait des militants provenant de nombreux horizons idéologiques (socialistes allemands, vaillantistes, anarchistes, etc.). Il faut préciser que les votants du texte ne se reconnaissaient pas tous dans le syndicalisme révolutionnaire. On peut considérer qu'il s'agit d'un texte de compromis. Il est couramment admis que la Charte d'Amiens marque l'apogée des thèses syndicalistes révolutionnaires dans la CGT première époque.

La Charte assigne au syndicalisme un double objectif et une exigence : la défense des revendications immédiates et quotidiennes, et la lutte pour une transformation d'ensemble de la société en toute indépendance des partis politiques et de l'État.

« Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la CGT :

« La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat ».

Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe, qui oppose sur le terrain économique les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière. Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique : dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : d'une part il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste, et d'autre part, il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait, à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors. En ce qui concerne les organisations, le Congrès déclare qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale ».

En France, la CGT, FO, l'UNSA, l'Union syndicale Solidaires, la CNT, la FGAAC, et la FSU se revendiquent toujours de la Charte d'Amiens, tout en lui ôtant – pour certains – son contenu révolutionnaire.

À l'inverse, des groupes politiques léninistes ou anarchistes la rejettent. Certains lui reprochent son "mépris" des opinions philosophiques, incompatible avec l'action concertée des membres des nombreux partis d'avant-garde. D'autres, comme la CNT-AIT, dénoncent ce texte comme une illusion mortelle pour le mouvement révolutionnaire.

Souvent invoquée comme un refus de la politisation de la lutte syndicale qui ne devrait porter que sur des revendications professionnelles, le texte voté par le Congrès de la CGT en 1906 était au contraire dans la logique du "syndicalisme révolutionnaire" l'affirmation du rôle « politique » propre du syndicat. C'était ainsi une affirmation de l'indépendance syndicale face à l'unification des deux principaux partis socialistes français l'année précédente au sein de la SFIO, et un refus de liens entre le parti et le syndicat tels qu'ils pouvaient exister en Allemagne à la même époque entre le SPD et la confédération syndicale allemande (Generalkommission der Gewerkschaften Deutschlands).

Passé 1909, la perspective d'un "Grand Soir" s'évanouit, tout simplement parce que le Parti Radi-

cal a réussi son implantation locale (particulièrement dans le sud-ouest – Vallée du Rhône, Aquitaine et Lorraine – où il conserve encore des élus aujourd'hui). Concrètement, cela veut dire que ce parti s'est "notabilisé", qu'il est devenu un parti de notables. C'est un parti qui a réussi son pari, à savoir répondre aux aspirations majoritaires des français, c'est-à-dire une République assagie et consensuelle, fière de ses principes républicains et offrant des perspectives de progression sociale par l'école.

Le problème est que le fait que la SFIO de Jaurès passe à l'opposition va déstabiliser le fonctionnement du parlementarisme à la française. À partir de 1909, l'instabilité parlementaire fait son retour. Ainsi, il y aura onze ministères successifs entre 1911 et 1914. Cette instabilité est due, rappelons-le, à l'opposition frontale entre les radicaux et les socialistes.

Que reproche l'opposition socialiste aux radicaux ? C'est assez clair : leur recentrage, c'est-à-dire le cœur à gauche (le Parti Radical est toujours défenseur du parlementarisme et de la laïcité), mais le portefeuille à droite (faiblesse de l'action sociale et un libéralisme tempéré). Pour preuve, la nouvelle étoile montante du Parti Radical à la veille de 1914 – fait nouveau pour un parti qui avait toujours été composé de journalistes, d'avocats, de maîtres du barreau – est Joseph Caillaux [1863-1944]. Caillaux montre bien le basculement idéologique du Parti Radical car il représente la grande bourgeoisie parisienne : il sort du Lycée Louis-le-Grand, il a été ministre des Finances de Waldeck-Rousseau.

Le problème est qu'à l'instabilité parlementaire retrouvée s'ajoutent des débats extrêmement confus sur une réforme qui n'intéresse personne et est une manœuvre politique par excellence ; et qui est la réforme du mode de scrutin. Entre 1909 et 1911, pratiquement tous les gouvernements vont tomber sur une réforme du mode de scrutin qui sera prétexte à leur remplacement. Ce jeu politique va se traduire par un émiettement des partis politiques. Ainsi, en 1914, la Chambre des députés françaises compte onze courants/partis différents.

Dans le même temps, le contexte a radicalement changé et, à partir de 1909, on se situe dans ce que les historiens appellent la « montée des périls extérieurs » ; et on peut dire qu'à partir de 1911 la vie politique va tourner principalement autour de la question des relations franco-allemandes.

En 1911, c'est aussi la deuxième crise marocaine, extrêmement grave, qu'on appelle le "Coup d'Agadir". Pour l'expliquer rapidement, le Kaiser tente un coup de poker diplomatique en envoyant un cuirassé face à Agadir pour marquer sa prétention à conquérir le Maroc, et seule la médiation anglaise permettra de résoudre la crise. La France cèdera une partie de l'Afrique équatoriale française aux allemands qui vont constituer un Grand Cameroun, et la communauté internationale va reconnaître définitivement les droits de protectorat de la France sur le Maroc.

Quoi qu'il en soit, cette fameuse crise d'Agadir, qui a failli mettre les deux pays en situation de guerre va avoir des répercussions décisives sur la vie politique intérieure. Si on reprend : les radicaux au pouvoir sont désormais attaqués sur leur gauche par les socialistes qui leur reprochent leur bellicisme et leur rhétorique revancharde nationaliste ; à l'inverse, la droite, extrêmement émiettée mais néanmoins de plus en plus influente sur l'opinion publique, critique la faiblesse de la mobilisation face à l'Allemagne. La revanche devient une idée obsédante. Pour preuve, lors des élections présidentielles de 1913, c'est le candidat de la droite, Raymond Poincaré [1860-1934], réputé revanchard, qui l'emporte face au candidat radical (alors que les radicaux sont pourtant majoritaires).

Pourquoi Poincaré est-il considéré comme revanchard ? Parce que c'est lui qui porte en grande partie le grand projet de loi qui va marquer les esprits et qui va convaincre les français que la guerre est inéluctable : c'est la fameuse loi des trois ans adoptée en août 1913. Cette loi des trois ans n'est ni plus ni moins l'extension à trois ans du service militaire obligatoire (au lieu de deux ans auparavant). Ouvertement, la République radicale se prépare à la revanche.

Pourquoi ce passage à trois ans ? Parce qu'en 1914 la France est dans une situation catastrophique sur le plan démographique ; c'est le seul pays d'Europe qui voit sa population diminuer. Là où l'Allemagne a gagné en trente ans plus d'un million d'habitants ; en France, il y a plus de décès que de naissances en 1911. C'est donc un vrai problème pour les politiques français que cette crise démographique ; la France est le pays le plus malthusien d'Europe et peine à renouve-

ler ses générations dès avant 1914. En conséquence, ça va être le début de l'immigration nord-africaine.

On peut conclure ce chapitre en disant qu'en 1914, à la veille de la guerre, la République semble avoir rallié tous les français, au moins sur un dénominateur commun : la revanche et l'esprit national. Le patriotisme républicain s'est mué en nationalisme agressif.

Chapitre 2.

La France de la Belle Époque entre archaïsme et modernité

2.1. La Belle Époque de l'industrie

2.1.1. L'industrie, moteur de la croissance française

2.1.2. Le poids des héritages et des inerties

2.2. Une France malthusienne

2.2.1. Le handicap démographique

2.2.2. Le problème de la main-d'œuvre

2.3. Une société sous tension

2.3.1. Une République de paysans

2.3.2. La bourgeoisie

2.3.3. Les ouvriers

2.4. Paris, capitale mondiale

Chapitre 3.

La Troisième République face à l'épreuve de la Grande Guerre (1914-1918)

3.1. Les institutions républicaines

3.1.1. Gouvernement et armée

§1. Qui doit conduire la guerre ?

§2. Les comités secrets

3.1.2. La fin de la souveraineté nationale et des libertés ?

§1. La fabrication de la loi en temps de guerre

§2. La censure et le contrôle de l'opinion

3.1.3. L'État interventionniste : la fin de l'économie libérale ?

3.2. Culture républicaine et culture de guerre

3.2.1. L'Union sacrée : mythe ou réalité ?

§1. Réalité de l'Union sacrée

§2. Les limites de l'Union sacrée

3.2.2. Les français et la culture de guerre

Chapitre 4.

De la Russie à l'URSS (1917-1928)

4.1. “La guerre, le plus beau cadeau fait à la révolution” (Lénine) – La Russie en guerre (1914-1917)

4.1.1. Le désastre militaire

4.1.2. La décomposition économique

4.1.3. L'impuissance politique

4.1.4. Des révolutionnaires impuissants

4.2. De février à octobre 1917 : la Russie en révolution

4.2.1. La première révolution : février 1917 = la chute du tsarisme

C'est d'abord une crise typique d'ancien régime.

On a à l'origine une pénurie alimentaire (crise frumentaire).

Du 23 au 27 février, on passe d'une crise frumentaire à une révolution.

23 février = manifestation de femmes

24 février = grève générale

La crise se noue le 26 février. Les officiers tirent sur les manifestants.

Dans la nuit du 26 au 27 février, il y a toute une série de mutineries.

27 février = le palais du tsar tombe sans combat.

Si on en fait l'analyse :

Ce n'est pas une révolution ouvrière, populaire, mais une révolution trans-classes sociales.

C'est une révolution violente à partir du 27 février (1500 morts au soir du 27 février). Dans la marine, massacre des officiers, notamment à Cronstadt.

Les Bolcheviks ne sont pas présents au sein de la manifestation et de la révolution.

Remarque sur l'origine du drapeau rouge : Son origine est française, et date du 17 juillet 1791.

Le drapeau rouge est le drapeau de la loi martiale.

§1. La mise en place d'un double pouvoir

On met en place un *Soviet* (un Conseil) avec une majorité militaire.

Les bolcheviks sont extrêmement minoritaires, notamment par rapport aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires.

Idée de créer une sorte de fédération de ces soviets.

On a deux pouvoirs : un soviet et un gouvernement provisoire.

Il va naître de leurs discussions un accord pour réunir une assemblée constituante qui décidera de l'avenir du pays.

Le Prince Lvov va diriger le gouvernement.

KD

Kerenski

Programme = sortir la Russie de son « asiatisme ».

L'idée est d'occidentaliser enfin la Russie en lui donnant des institutions libérales, avec un régime parlementaire.

Trois objectifs :

report d'un truc

remettre le pays en marche

question de la guerre

2 mars = abdication du tsar Nicolas II.

3 mars = son frère, duc de M____, abdique aussi.

C'est la fin du tsarisme, mais pas une réussite de la démocratie.

§2. De mars à octobre : la désintégration

4.2.2. La deuxième révolution : octobre 1917 = la révolution bolchévique

4.3. La Russie entre en dictature (1918-1921)

4.3.1. Assurer la victoire

4.3.2. Construire le Parti-État

4.3.3. La guerre civile

§1. Les guerres paysannes

§2. Le communisme de guerre ou la militarisation de la société

Chapitre 5.

L'URSS de Staline (1928-1953)

5.1. Comment Staline accède-t-il au pouvoir ?

5.1.1. Staline, l'homme du parti

§1. Le dernier combat de Lénine

§2. La rupture avec la troïka

§3. Les raisons du succès

5.1.2. La fin de la LEP (1927-1928)

§1. La crise de 1927

§2. L'élimination de l'opposition de droite

§3. La fuite en avant

5.2. Le "Grand Tournant" (1929-1933)

5.2.1. La collectivisation des campagnes

5.2.2. Le premier plan quinquennal

5.2.3. Le Parti Communiste face au Grand Tournant

5.3. Le stalinisme s'installe (1934)

5.3.1. La prise du pouvoir

5.3.2. L'année décisive (1935)

§1. L'étatisation de la mémoire

§2. Le stakhanovisme

§3. Le procès de Moscou

5.3.3. La *ejovschina* (1936)

Chapitre 6.

La Troisième République dans les années 1920 : l'impossible retour à la normale

6.1. Une culture républicaine fortifiée par la Grande Guerre

6.1.1. Une guerre inoubliable

6.1.2. Le poids des anciens combattants

6.1.3. Une nouvelle conception de la politique : la "brutalisation" (ou "ensauvagement")

6.2. De nouveaux rapports de force

6.2.1. L'éclatement de la gauche et la peur du communisme

6.2.2. Les contradictions de la SFIO et du parti radical

6.2.3. Le parti communiste (PC)

6.2.4. Les droites

6.3. La Troisième République sous tensions

6.3.1. Le Bloc National, ou quand l'anticommunisme ne suffit pas à faire une politique (1919-1924)

6.3.2. Le Cartel des Gauches (1924-1926)

6.3.3. Le retour de la droite au pouvoir

§1. Le "moment Poincaré" (1926-1929)

§2. L'échec des modérés (1929-1932)

Chapitre 7.

La crise des années 1930 : crise économique ou crise de civilisation ?

Chapitre 8.

Un ou des totalitarismes ?

Chapitre 9.

La Troisième République et les crises des années 1930

9.1. Section 1

9.2. Section 2

9.2.1. Sous-section 1

9.2.2. L'absence d'Union sacrée

9.2.3. Le malaise social

§1. Une société attardée

§2. Une société profondément divisée

9.3. Une puissance affaiblie

9.3.1. La crise démographique

9.3.2. La stagnation économique

9.3.3. Une puissance coloniale illusoire

§1. Une situation tendue en 1939

§2. La place de l'Empire dans la défense nationale

Chapitre 10.

L'Europe et le monde au début du XX^e siècle (1850-1939)

10.1. L'Europe domine le monde

10.1.1. L'Europe peuple le monde

§1. Le résultat d'une émigration massive

10.1.2. Le partage du monde

§1. Les empires coloniaux

§2. Les causes de la colonisation

§3. Les formes de la domination sociale

§4. Colonisation/impérialisme

10.1.3. La maîtrise du monde

§1. La domination des routes maritimes et terrestres

§2. Les liaisons transcontinentales

10.1.4. L'Europe contrôle le commerce mondial

10.1.5. La suprématie commerciale des européens

§1. L'organisation des échanges

§2. Les flux commerciaux

10.1.6. Comment expliquer la prépondérance européenne ?

10.2. L'Europe finance l'économie mondiale

10.2.1. Les placements européens dans le monde

10.2.2. L'impérialisme financier

Chapitre 11.

La République et le fait colonial (1914-1962)

Chapitre 12.

Les empires coloniaux : les formes de la domination

À la veille de la Première Guerre mondiale, le partage du monde entre les grandes puissances est achevé : la période proprement gestionnaire des empires peut alors commencer. Toutefois, l'administration des territoires conquis a été lente à se mettre en place et offre une grande variété de statuts, d'autant que le nombre de « coloniaux » (fonctionnaires, commerçants, missionnaires...) est souvent réduit. Seules font exception les colonies de peuplement (l'Algérie et les dominions britanniques).

Quelles sont les formes de la domination européenne ?

12.1. Le pouvoir colonial : la complexité d'une domination

12.1.1. L'administration des colonies en débat

Au fur et à mesure des conquêtes se mettent en place des administrations centrales : le *Colonial Office* dès 1854, complété par l'*Indian Office* (1848) pour la Grande-Bretagne, le sous-secrétariat aux colonies créé par Gambetta en 1881, transformé en ministère plein en 1894, mais ces ministères ne doivent pas faire oublier le rôle prépondérant des Ministères des Affaires étrangères, de la Guerre et de la Marine en matière de politique coloniale.

L'administration coloniale est chargée de gérer les colonies, c'est-à-dire d'arbitrer entre une multitude d'intérêts particuliers dominés par trois acteurs principaux : la métropole, le colonat et l'opinion publique. Après 1914 se développe un débat dans les milieux coloniaux sur la meilleure manière de gouverner les colonies. Les anglo-saxons se passionnent pour la comparaison entre les politiques coloniales française et anglaise afin de démontrer la supériorité de leur modèle d'administration coloniale.

Quels sont les termes du débat ? La France aurait appliqué dans ses colonies d'Afrique tropicale une administration directe consistant en la destruction des coutumes et institutions indigènes ou, au mieux, les réduisant au rôle de simple rouage d'un système administratif unitaire et centralisé tendant vers l'assimilation au nom de sa culture républicaine égalitaire. En revanche, le pragmatisme et le libéralisme anglais auraient favorisé dans l'empire britannique le développement d'une administration de type indirect, l'*indirect rule*, à caractère décentralisé, basé sur une politique indigène respectueuse des coutumes et des chefs locaux au travers desquels on compte gouverner.

§1. Administration directe, protectorat et assimilation

C'est la politique suivie par les pays latins colonisateurs (France, Belgique, Espagne, Portugal). Dans l'administration directe, le pouvoir est confié à un gouverneur qui s'appuie sur des fonctionnaires coloniaux pour administrer directement la colonie. Dans ce cas, l'objectif clairement affiché est l'assimilation à plus ou moins long terme des populations autochtones.

Pour la France, il s'agit d'abord d'une assimilation politique qui donne aux peuples colonisés le même statut que les citoyens français : ils sont tous Français, mais sans les droits. Ain-

si, les indigènes des colonies françaises ont la nationalité française et à ce titre devront se battre pour elle en 1914, mais ils n'ont pas les mêmes droits civiques et encore moins politiques puisqu'ils sont privés du droit de vote. Seule une extrême minorité des élites indigènes, occidentalisées, bénéficiera progressivement de certains droits, l'immense majorité de la population restant dans un simple rapport de domination. C'est la politique suivie par la France en Afrique-Équatoriale française et en Afrique-Occidentale française.

Mais l'administration directe n'est pas un dogme. Le régime du protectorat – reconnu par le droit international – laisse subsister une administration et des élites locales autour d'un souverain qui reste en place, comme au Maroc, en Tunisie et en Indochine. Mais l'État « protégé », qui a perdu sa souveraineté en matière d'affaires étrangères et de justice, est très contrôlé par des gouverneurs. Cette politique d'association est défendue dans les années 1920 par le maréchal Hubert Lyautey, gouverneur du Maroc qui prône de s'appuyer sur les notables locaux pour gouverner. Elle s'applique aussi dans les cinq comptoirs français de l'Inde (Chandernagor, Pondichéry, Karikal, Mahé et Yanaon).

Reste la situation particulière de l'Algérie divisée en trois départements, des Antilles, de la Réunion, de la Cochinchine et des quatre communes du Sénégal (Saint-Louis, Dakar, Rufisque, Gorée). Ces « vieilles colonies » sont considérées comme des provinces métropolitaines où s'applique la politique d'assimilation.

§2. « Indirect rule » et association

C'est le modèle administratif préféré des Anglais et des Hollandais. C'est Lord Frederick Lugard, gouverneur du Nigéria (1914-1919), qui en est le théoricien sous le terme d'*indirect rule* (*The Dual Mandate*, 1922) : le chef indigène, véritable représentant de son peuple, est le « délégué » de l'administration britannique qui respecte son mode de désignation, lui laisse son prestige et se contente de le « superviser » en l'éduquant au « bon gouvernement ».

La politique d'association a fait ses preuves en Inde où, à partir de 1909, les députés hindous votent les propositions budgétaires qui sont soumises par le vice-roi.

Cette méthode a l'avantage d'économiser des frais de gestion et de privilégier l'exploitation économique et commerciale des colonies. Elle révèle également la culture impériale des Anglais : leur civilisation est inaccessible aux peuples dominés, l'assimilation à la française est impossible, les indigènes n'ont pas vocation à devenir anglais. Néanmoins, les Britanniques pratiquent l'assimilation au Sierra Leone, dans la Gold Coast et à Lagos, au Nigéria et n'hésitent pas à pratiquer une exclusion violente des élites indigènes en Rhodésie et au Kenya.

Reste le cas spécifique des dominions. Ces colonies de peuplement ont vocation à accéder au *self-government*, c'est-à-dire à l'indépendance politique mais par étapes et en fonction de leur degré d'évolution. En 1931, le statut de Westminster leur donne une autonomie totale dans le cadre du Commonwealth : ils partagent avec le Royaume-Uni le même souverain. Au final, on a une gestion des colonies qui est très proche chez les deux grands colonisateurs.

12.1.2. Des groupes sociaux aux droits inégaux

§1. Le monde des colons

Dans les dominions britanniques, on trouve des sociétés à peu près comparables aux sociétés européennes. La politique britannique tend à l'élimination de la population indigène. Seuls les Maoris, en Nouvelle-Zélande, réussirent à assurer leur survie et à défendre leurs intérêts.

Dans les colonies d'exploitation, une minorité de Blancs composée des colons et des fonctionnaires civils et militaires encadre une majorité d'indigènes sans droits. Chez les colons, on distingue deux groupes : le gros colonat, grands propriétaires fonciers ou gros commerçants

ou industriels qui « contrôlent » la colonie, et les « petits blancs », souvent déçus par l'aventure, qui n'ont comme seul moyen de distinction avec les indigènes que la jouissance des droits civiques et politiques. Ils forment la clientèle politique du gros colonat et sont le principal obstacle sur la voie des réformes en faveur des indigènes.

Ainsi, dans l'empire français, seules les « vieilles colonies », la Cochinchine et l'Algérie, ont le droit d'élire des députés. Quelques rares indigènes eurent le privilège de devenir français, mais pour les musulmans d'Algérie cela supposait l'abandon du « statut personnel », c'est-à-dire du statut coranique et cela représentait un obstacle majeur dans la voie de la naturalisation.

§2. Les indigènes : des sujets privés de droits

Dans l'empire français, la grande masse des colonisés était des sujets français relevant du statut de l'indigénat. C'est un statut spécial, inventé pour l'Algérie, qui est étendu à toutes les colonies françaises en 1897. Ce statut dérogeant au droit commun limite les droits des individus et leur impose des contraintes en confiant à l'autorité administrative le pouvoir d'infliger des sanctions sans avoir à déférer le coupable devant un tribunal, en ignorant le principe de la séparation des pouvoirs. Les peines allaient de la bastonnade à quinze jours de prison au maximum. Les Anglais disposent d'un système équivalent dans leurs colonies d'exploitation.

Les colonisés ne pouvaient pas écrire, ni publier en langue vernaculaire, sans l'accord de l'autorité administrative. Les libertés de mouvement et de réunion leur furent tardivement accordées.

12.2. L'économie coloniale : exploitation ou mise en valeur ?

L'exploitation économique des colonies est le principal argument utilisé par les gouvernements pour justifier leur politique de colonisation. Quelles formes prend-elle ?

12.2.1. Agriculture et dépossession foncière

Dans les colonies de peuplement, la mise en valeur est d'abord agricole. Elle nécessite de chasser les indigènes des meilleures terres, ce qui est fait par la violence et par des mesures juridiques. L'Angleterre, dans ses dominions, use de la manière violente : elle « liquide » la population indigène pour s'approprier leurs terres à l'exception de la Nouvelle-Zélande où les maoris réussissent à imposer le respect de leurs terres.

En Algérie, la France confisque, après la révolte kabyle de 1871, 450 000 hectares et les redistribue sous forme de concessions pour attirer les colons. Elle pratique le cantonnement qui délimite des zones de peuplement indigène qui sont de véritables réserves en Nouvelle-Calédonie pour les Canaques. En 1939, la France s'est approprié un quart des terres en Algérie, 20 % en Tunisie et plus de 10 % au Maroc. L'Inde anglaise, les Indes néerlandaises, le Sénégal et la Gold Coast furent épargnées.

Le colonisateur se justifie par l'incapacité des indigènes à mettre en valeur leurs terres. L'agriculture est un volet important de la mission civilisatrice valorisée dans la propagande de la métropole et flatteuse pour le petit colonat.

Mais l'agriculture coloniale repose surtout dans la grande plantation, notamment en Afrique. D'immenses territoires sont obtenus par des négociants sous forme de concessions. Ainsi, 700 000 hectares leur sont concédés au Congo à la fin du XIX^e siècle pour l'exploitation des hévéas et des bois exotiques. En Indochine, la banque Paribas contrôle l'essentiel des

grandes plantations. Des monocultures extensives sont développées : théiers de l'Annam, rizières birmanes, hévéas de Malaisie, vins algériens.

Les productions sont variées : riz, poivre et hévéa en Cochinchine, vin en Algérie, café, arachide, cacao en Afrique-Occidentale française, coton en Inde. Les conditions d'exploitation sont terribles et sont dénoncées par André Gide dans son *Voyage au Congo* (1927) ou par Albert Londres dans *Terre d'Ébène* (1929). Le travail forcé est la règle : il s'agit de prestations gratuites pour des travaux d'intérêt général (12 jours en Afrique-Occidentale française, 15 jours en Afrique-Équatoriale française), généralement des grands chantiers d'infrastructures où le portage devient un enfer. Ainsi, la réalisation du chemin de fer Congo-Océan (1921-1932), reliant Brazzaville au port de Pointe Noire (795 km) nécessite le recrutement forcé de 127 000 hommes dont 25 000 moururent d'épuisement, de maladies et victimes de mauvais traitements.

12.2.2. Les relations économiques entre métropoles et colonies

§1. La mise en place d'une économie duale

La colonisation marque l'entrée forcée du monde colonial dans le capitalisme. Les colonies sont d'abord des débouchés pour les industries européennes, et les métropoles se gardent bien de développer toute production locale où elles mettent en place une économie duale. Des colonies on importe les matières premières, des métropoles on exporte les produits manufacturés. Le meilleur exemple de cette stricte séparation du travail est fourni par l'industrie textile indienne, très prospère avant la colonisation. À partir de 1840, les tissus industriels britanniques commencent à pénétrer massivement le marché indien, puis se met en place le cycle caractéristique de l'économie coloniale. Le coton indien est acheminé en Grande-Bretagne pour être transformé dans les usines de la métropole avant d'être exporté sous forme de textile. La production indienne est ruinée, ce qui n'est pas étranger aux méthodes de combat choisies par Gandhi pour lutter contre les Anglais et à la décision de mettre un rouet sur le drapeau indien.

Dans les colonies dites d'exploitation, les grands groupes industriels exploitent les richesses minières et énergétiques selon un mode plus ou moins prédateur (charbon du Tonkin, or et diamant d'Afrique du Sud).

En Afrique équatoriale, dans les Congo belge et français, les compagnies concessionnaires se livrent à un véritable pillage de l'ivoire et des bois tropicaux pour lesquels elles obtiennent de l'État le droit de recourir au travail forcé.

Quelle que soit la forme d'exploitation économique privilégiée, les conséquences sur l'aménagement des territoires sont les mêmes : la finalité des infrastructures (construction de ports, de routes et de chemins de fer) est de permettre l'acheminement des produits coloniaux vers les métropoles. Ainsi, encore aujourd'hui en Afrique, on constate le poids des héritages coloniaux avec un réseau ferroviaire orienté vers la côte et le poids d'une seule grande métropole souvent côtière. On retrouve le même développement déséquilibré en faveur des régions littorales en Indochine.

Au final, cette économie duale serait en partie responsable du sous-développement des pays qui formeront le Tiers-Monde après 1945 et la décolonisation. Si l'analyse reste à affiner en fonction des territoires, il n'en reste pas moins que les grands bénéficiaires de l'économie coloniale ont été les firmes multinationales, comme de Beers (diamant), l'Anglo-Persian (pétrole), Unilever (caoutchouc).

§2. Investissements et fiscalité

La mise en valeur des colonies suppose des investissements considérables : la Grande-Bretagne consacre en 1913, 47 % de ses capitaux à son empire contre 9 % pour la France. Ils

sont essentiellement investis dans les infrastructures pour désenclaver les territoires conquis : le réseau routier d'Oubangui (AEF) représente 4 200 km en 1926, 27 000 km en AOF. Dès 1898, les Anglais ont construit 28 000 km de voies ferrées.

Sauf que, pour les métropoles, les colonies devaient coûter le moins d'argent possible et assurer elles-mêmes le financement de leurs investissements. En France, la loi de finances de 1900 stipule que la métropole prend à sa charge les seules dépenses militaires ; le reste (fonctionnement et équipement) relève des colonies. D'où le recours à l'emprunt garanti par la métropole mais remboursé par la colonie, d'où l'introduction de l'impôt, totalement inconnu en Afrique sub-saharienne et mal vécu par les populations.

La fiscalité directe, fondée sur l'impôt par tête, la capitation, finance 25 % du budget colonial en moyenne en France, en Belgique et au Portugal. Pour favoriser sa levée, l'administration coloniale y associe les chefs qui touchent un intéressement : 7 % dans l'empire français, 10 % dans l'empire britannique et même 30 % dans ses colonies d'Afrique orientale. L'impôt devait être payé en argent et, pour s'en acquitter, il fallait donc travailler comme salarié ou pratiquer la culture d'exportation. Le colonisateur anglais y voyait le meilleur moyen d'intégrer les indigènes dans une économie moderne. À long terme, la fiscalité accentua la désagrégation de sociétés traditionnelles fondées sur la solidarité lignagère. Il fut ressenti par les Africains comme une extorsion du fruit de leur travail.

§3. Le tournant des années 1930

La dépression mondiale des années 1930 porte un rude coup à l'économie coloniale avec la chute brutale de la demande en produits agricoles et en matières premières, et l'effondrement des prix (par exemple, -95 % pour le caoutchouc).

La crise, en revanche, suscite un rapprochement des métropoles avec leur marché colonial qui devient un marché captif qu'il s'agit de se réserver par des mesures protectionnistes. À partir de la crise, on voit nettement la part de l'empire augmenter dans les commerces français et britannique. Dès 1928, l'empire est le premier partenaire commercial pour la France. C'est encore plus vrai pour la Grande-Bretagne : l'Inde, en 1947, compte encore pour 40 % des exportations britanniques.

La stabilité du marché impérial permet d'assurer des exportations, mais ce que cachent les statistiques, c'est que les exportations métropolitaines se réduisent à des produits de la première industrialisation, d'où le paradoxe souligné par l'historien Jacques Marseille, à savoir que l'économie impériale a eu l'effet pervers de ralentir la modernisation de l'appareil industriel français ou britannique par rapport aux concurrents américains ou allemands. Il en fait l'origine de la persistance de l'archaïsme de l'appareil productif français.

12.3. Les sociétés face à la colonisation

La colonisation ne doit pas être abordée sous le seul angle économique. Des formes d'échanges réciproques existent.

12.3.1. La « mission civilisatrice »

L'irruption des Européens a dans un premier temps déstabilisé les populations autochtones. Elle a entraîné dans la plupart des cas le déclin des élites traditionnelles comme en Indochine, voire leur disparition en Algérie. Il n'y a qu'en Inde, avec le maintien de nombreux maharadjas, et en Afrique, avec le développement de la chefferie, que les élites traditionnelles ont été maintenues pour suppléer la faiblesse numérique des colons.

L'irruption des Européens a aussi influé négativement sur l'évolution démographique : les maladies apportées par les colons, les pertes liées à la conquête, le développement du travail forcé, ont souvent entraîné un recul de la population.

L'action envers les peuples colonisés s'est surtout focalisée sur la santé et l'éducation, avec des résultats très inégaux.

§1. L'action sanitaire et médicale

L'action sanitaire et médicale des Européens, avec la « révolution pasteurienne », a contribué fortement au recul de la variole, de la peste, de la lèpre et de la maladie du sommeil, même si elle reste impuissante à enrayer la grippe espagnole en Afrique-Équatoriale française (un dixième de la population en est victime en 1919-1920). Albert Calmette crée en 1891 le premier institut Pasteur outre-mer à Saigon. La Grande-Bretagne forme des milliers de médecins indiens. Les missionnaires accompagnent toujours leur action évangéliste d'une dimension sanitaire et médicale (les dispensaires). La chute de la mortalité chez les indigènes est sensible dans l'entre-deux-guerres marqué par une forte croissance démographique. Mais, il est utile de préciser que cette action est d'abord intéressée : la lutte contre les maladies tropicales a pour but de disposer d'une main-d'œuvre en bonne santé, car on en a absolument besoin. Il fallait également protéger les cadres européens des troupes coloniales.

§2. La scolarisation

Là encore, l'effort fut variable et donna des résultats inégaux. Les Églises y jouèrent un rôle parallèle à celui des États. Les missions protestantes dispensèrent un enseignement de qualité qui fut un facteur d'émancipation important ; l'enseignement catholique plus conservateur n'eut pas le même impact. Dans les colonies de peuplement blanc, les métropoles reproduisirent leur système éducatif pour les enfants de colons. Ailleurs, la France et la Grande-Bretagne mirent en place des systèmes d'enseignement plus ou moins complets.

En Algérie, la mise en place d'un enseignement indigène au niveau du primaire échoua à cause de l'hostilité des colons. En 1914, la colonie dépensait 61 centimes par Algérien pour des « écoles gourbis » qui dispensaient un enseignement réduit, contre 13,97 francs par Européen. Le taux de scolarisation en 1914 ne dépassait pas 5 % pour les indigènes et, en 1962, la scolarisation des indigènes était inférieure à celle de 1830... En Afrique sub-saharienne, le taux de scolarisation des était identique, à 5 %. Cependant, le colonisateur n'est pas le seul responsable : l'attitude de la population algérienne à l'égard de l'école du colonisateur fait alterner phase de rejet et phase d'adhésion. Il est vrai que cette scolarisation vient récompenser aux yeux des administrateurs les indigènes les plus fiables.

On préfère évoquer la petite minorité de jeunes indigènes qui intègrent le système éducatif français, à l'instar d'un Léopold Sedar Senghor (Louis le Grand, normalien, agrégé de grammaire). Mais, une réussite individuelle ne peut masquer l'échec de la scolarisation. En 1914, les indigènes représentent 5 % des élèves du secondaire, 35 musulmans passent le bac, et il y a 30 étudiants musulmans à l'université d'Alger.

La Grande-Bretagne eut une politique scolaire plus volontariste en implantant des *high schools* et des collèges ouverts aux indigènes (12 en Inde, 4 en Afrique sub-saharienne). Les étudiants indigènes de bonne famille poursuivent leurs études à Londres comme Jawaharlal Nehru (connu aussi sous le nom de Pandit Nehru).

Cependant, dans les deux empires, les « évolués », c'est-à-dire les jeunes indigènes formés dans les universités de métropoles, se posent légitimement la question : étudier, mais pour quoi faire ? Une règle non-écrite empêche de placer un Européen sous l'autorité d'un indigène. Le « retour de France » (leur surnom) se retrouve vite déclassé et vit de plus en plus mal le rejet de la part des colons. Ainsi, les administrations coloniales française et britannique comptent moins de 5 % de diplômés indigènes et jamais à des postes d'autorité. Ce décalage entre leurs brillantes études et leur statut inférieur dans la colonie va les pousser dans

l'engagement anti-colonial et nationaliste. De leur côté, c'est cette frustration qui poussait les colons à demander que l'instruction des indigènes se limite au strict nécessaire.

§3. L'urbanisation

La colonisation favorise le développement urbain. Les Anglais fondent New Delhi en 1931 au sud de l'ancienne capitale moghole ; Casablanca devient le modèle de la ville coloniale avec son architecture moderniste des années 1930. La ville coloniale affirme son identité métropolitaine en recréant le cadre de vie des sociétés européennes (cafés, opéras, boulevard, etc.). Seule concession, se développe une architecture syncrétique qui emprunte à la tradition locale : style hispano-mauresque, anglo-hindou, mais le modèle dominant reste l'architecture métropolitaine.

Dans la plupart de ces villes, indigènes et colons vivent dans des quartiers séparés et la ségrégation socio/ethno-spatiale est très marquée même si dans les années 1930, l'élite indigène s'implante dans la ville « européenne ».

12.3.2. La conquête des opinions publiques

§1. La propagande coloniale

Elle est intense dès les années 1880, car il s'agit de légitimer l'entreprise coloniale et d'y faire adhérer des opinions publiques encore très indifférentes. En outre, la colonisation présente l'immense avantage de contrôler l'intégration des masses populaires au corps civique et à la vie politique en les détournant des thèmes de politique intérieure, notamment sociaux. L'exaltation de la grandeur nationale par la presse à grand tirage débouche sur un chauvinisme exacerbé et dangereux (crise de Fachoda).

En Angleterre, la guerre des Boers fut la première crise coloniale dans laquelle l'opinion publique prit une grande place et où s'exprime la violence chauvine, le « jingoïsme ». On ne lésina pas sur les moyens (tracts, publicités, images, chansons populaires et littérature pour enfants) pour faire adhérer les masses aux messages impérialiste et nationaliste. La libération de Mafeking après un siège de sept mois souleva un tel enthousiasme qu'il permit aux conservateurs de remporter les élections en 1900. Cette lente imprégnation des sociétés européennes est achevée à l'issue de la guerre de 1914-1918 qui a changé le regard des métropolitains sur leurs colonies. L'entre-deux-guerres va mettre en place une véritable culture coloniale qui atteint son apogée dans les années 1930.

§2. Culture coloniale et colonisation des imaginaires

À partir de 1920, en France, l'État prend le relais en matière de promotion de l'idée coloniale à travers l'Agence des colonies et des expositions officielles. La littérature exotique (Pierre Loti [1850-1923]², André Malraux [1901-1976]³, Romain Rolland [1866-1944]⁴), la chanson coloniale (création en 1925 de la *Revue Nègre* avec un immense succès qui lance la carrière de Joséphine Baker – image du noir entrant dans le graphisme), l'école, sont des relais essentiels de cette culture, surtout l'école qui ancre dans les esprits la supériorité du système colonial français tout en démocratisant cette culture. Très vite, le cinéma, l'image fixe (des millions de cartes postales, d'affiches, de publicités...) diffusent un « bain colonial » avec un pouvoir

² Écrivain français qui a mené parallèlement une carrière d'officier de marine et dont une grande partie de l'œuvre est autobiographique et inspirée de ses voyages de marin. Le prix Pierre Loti, créé en 2007, récompense chaque année le meilleur récit de voyage publié l'année précédente.

³ Prix Goncourt en 1933 pour *La Condition humaine*, un roman d'aventure et d'engagement qui s'inspire des soubresauts de la Chine.

⁴ Prix Nobel de littérature en 1915.

d'évocation très puissant. Un imaginaire social du monde colonial se construit, qui devient indissociable de l'identité française et républicaine parce que c'est d'abord une culture populaire.

Mais, ces images sont ambivalentes, car elles véhiculent des clichés qui enferment l'indigène dans des stéréotypes racistes qui infériorisent le colonisé (« Y'a bon Banania », sensualité des femmes noires, lascivité des Tonkinoises, lèvres épaisses des noirs anthropophages (Canaques)).

Il ne s'agit plus de propagande, d'une vulgate étatique, mais bien d'une culture populaire qui n'a plus grand chose à voir avec la colonisation proprement dite. Désormais, la colonie, comme l'armée et l'école, fait partie de la geste républicaine.

La preuve, le thème colonial est à la mode : pas un support, pas un média, pas une année sans un événement en rapport avec les colonies. L'outre-mer est devenu intime aux Français, banal, naturel.

L'exposition coloniale internationale de 1931 au Bois de Vincennes constitue l'apogée de la propagande impériale en métropole. Le commissaire général en est le maréchal Lyautey, héros de la conquête coloniale et mythe national. Un an avant l'ouverture de l'Exposition, une intense campagne de presse est déclenchée. Le chantier est gigantesque : prolongement de la ligne de métro, construction d'un musée permanent, reconstitution à l'échelle du temple d'Angkor, de la mosquée de Djenné, construction de pavillons pour les autres puissances coloniales, création d'un zoo... ; des milliers de figurants indigènes : danseuses, annamites, familles et artisans africains, cavaliers arabes, zoo humain mis en scène dans des animations quotidiennes... L'Exposition est conçue comme un voyage pédagogique à travers l'empire qui permet de populariser une vision ethnocentriste : on appartient tous à la grande famille humaine comme le prouve la grande diversité des coutumes exposées, mais heureusement certains sont plus « avancés » que d'autres et ont pour missions de faire sortir le reste de l'humanité de la sauvagerie... L'Exposition est le plus grand parc d'attractions européen des années 1930 : 8 millions de visiteurs, la ferveur du public est phénoménale, le retentissement médiatique immense.

L'Exposition est conçue pour célébrer la mission civilisatrice de la France dont les grandes réalisations sont présentées. Le but assumé est de faire aimer leur empire aux Français, de les rendre fier car l'épopée coloniale donne une leçon de nationalisme.

Mais comme souvent en matière culturelle, les échanges sont difficilement univoques : l'Exposition compte aussi le premier Musée d'art primitif (rappel : goût de Picasso pour l'art nègre dès avant 1914). L'anthropologie en plein essor (Lévi-Strauss) permet une reconnaissance encore timide des cultures indigènes. À titre d'exemple, la France finance la restauration des temples d'Angkor Vat et lance de nombreux chantiers archéologiques. Mais il s'agit là d'une culture savante...

Chapitre 13.

La fin de la Troisième République (1939-1940) : une mort inévitable ou accidentelle ?

13.1. L'entrée en guerre de la France

13.1.1. La persistance du malaise intérieur

13.1.2. La drôle de guerre (3 septembre 1939-10 mai 1940)

13.2. La défaite : la France en six semaines

13.2.1. Effondrement militaire et crise politique

13.2.2. Pétain au pouvoir

13.3. La mort de la Troisième République

13.3.1. Une Troisième République abandonnée par ses partisans ?

13.3.2. Le « suicide » de la Troisième République

Chapitre 14.

Vichy : « Ces tempos où les Français ne s'aimaient pas » (1940-1944)

14.1. La dictature de l'État Français : un régime ancré dans la nation ?

14.1.1. Les conceptions du pouvoir de Pétain

14.1.2. Vichy est-il fasciste ?

14.1.3. La Révolution Nationale

14.1.4. Vichy : un régime populaire ?

14.1.5. Les partisans de la collaboration

14.2. Les opposants : refus de la défaite ? Refus de l'État français ?

14.2.1. La France libre

14.2.2. La Résistance intérieure

14.3. Les Français en guerre civile

14.3.1. La dérive fasciste de Vichy

Chapitre 15.

La Résistance en France

15.1. Une ou des Résistances ?

15.1.1. Une résistance diffuse, isolée et plurielle dès 1940

§1. Les caractéristiques majeures

Selon les zones : occupée ou non-occupée, et dans le temps = un phénomène diffus + Foisonnement originel marqué par la pluralité des groupes et la pluralité des cheminements.

Phénomène informel, fortement dépendant de facteurs personnels, politiques ou locaux au moins jusqu'en 1942 où la Résistance offre une plus grande lisibilité. Il n'y a pas eu de type idéal de la Résistance, même si après 1942 tendance à l'unité. Importance des initiatives individuelles, mais ne deviendra pas un mouvement de masse : 230 000 combattants volontaires + 1 million de sympathisants (10 % de la population) : retenir que l'immense majorité de la population reste indifférente ou a peur. Les cheminements personnels s'inscrivent dans la continuité d'avant-guerre ou sont des engagements nouveaux face à la situation.

§2. La situation est déterminante

Au départ, on est dans un contexte de défaite nationale. Les premiers à résister sont ceux qui refusent la défaite, de considérer que la guerre est terminée. Puis on passe à une situation de conflit interne entre ennemis politiques avec la prise de conscience de la réalité du régime de Vichy.

Pour les Républicains, l'ennemi, c'est la censure, le cléricisme, l'antisémitisme. Pour les syndicalistes, c'est la renaissance des syndicats « jaunes » ; pour les socialistes et les communistes, les 200 familles et l'ennemi de classe ; pour le juif, les mesures antisémites..., ou celui qui va dénoncer à la mairie les conditions du ravitaillement ou les profiteurs du marché noir. Pluralité des démarches.

La Résistance devient surtout une réunion politique au régime de Vichy qu'une réaction patriotique à une crise nationale. Unanimement, le collaborateur devient l'ennemi = identification implicite de la Résistance à une tradition républicaine de gauche : retrouver les valeurs perdues en 1940 en même temps que la liberté.

Le tournant, c'est 1942 : période de renforcement de la Résistance. Vague de recrutement des quatre grands mouvements (Combat, Libération, Franc-Tireur et Front National). Résister, c'est une forme nouvelle de guerre et de révolution, mais aussi une redécouverte de soi...

15.1.2. Les formes de résistance

§1. La France libre

Qui est l'homme du 18 juin ? Né en 1890 à Lille, militaire de carrière qui a défendu dans les années 1930 des conceptions tactiques et stratégiques opposées à celles de l'état-major

français : au cœur de ses analyses, il place l'usage de l'arme blindée et la guerre de mouvement. Au printemps 1940, il est colonel et commande une des rares divisions blindées qui a remporté un succès contre l'armée allemande. Début juin, il entre au gouvernement de Paul Reynaud comme sous-secrétaire d'État à la guerre. Il apprend la chute du gouvernement et la nomination de Pétain à son retour d'Angleterre le 16 juin. Il y repart le 17 et prononce le 18 juin son appel (contenu : refus de la défaite et vision planétaire du conflit ; de Gaulle considère que la guerre n'est pas un conflit limité et qu'elle va se mondialiser. La France n'est militairement inférieure que sur le plan matériel. Elle dispose d'atouts : son empire, son alliance avec le Royaume-Uni. La guerre sera mondiale. Il appelle à la poursuite des hostilités).

L'appel fait de lui l'homme du 18 juin, mais ne lui confère pas pour autant une très large audience. L'homme paraît bien isolé. Reconnu par Churchill comme chef des « Français libres » le 29 juin 1940 = départ officiel d'une résistance militaire avec comme objectifs la volonté de restaurer la grandeur du pays et de maintenir une force française dans les combats.

L'isolement de de Gaulle. Au début, son isolement est réel : les troupes de la France libre à l'été 1940 = 7 000 hommes, les Forces Françaises Libres (FFL) essentiellement des rescapés de Dunkerque. Bien plus, seule une partie de l'empire colonial se rallie à lui (échec cuisant devant Dakar) : l'Afrique Équatoriale Française entre juillet et novembre 1940 grâce à Leclerc et Félix Éboué (AEF), les Nouvelles-Hébrides, la Nouvelle-Calédonie et Tahiti, mais l'AOF et l'Afrique du nord et l'Indochine restent fidèles à Vichy. Isolé sur une terre étrangère, sans ressources propres, n'étant pas lui-même chef d'un gouvernement en exil comme le sont les Polonais, les Tchèques, les Belges, les Hollandais, il dépend entièrement des Alliés sur le plan matériel. D'où une progression des effectifs et premiers rôles militaires même modestes dans les combats. La priorité de De Gaulle est de transformer la **France libre** d'un mouvement militaire en un mouvement politique en s'opposant au gouvernement de Vichy, dénoncé comme illégal. Faire admettre son autorité à la Résistance intérieure française = trouver sa légitimité dans l'action en métropole : utilisation de la radio « Honneur et Patrie », une demi-heure radiophonique par jour (67 interventions de de Gaulle – parfois interdit d'antenne par Churchill – nov. 1942) qui devient la voix de la France (Maurice Schumann), réseaux de renseignements + parachutage.

300 000 auditeurs en moyenne (estimation Police de Vichy en 1941).

De Gaulle et les Anglo-Saxons. Relations tendues avec les Anglo-saxons = Frictions nombreuses avec Churchill et incompréhension totale avec Roosevelt qui ne voit en lui qu'un ambitieux va-t-en-guerre (de Gaulle même pas informé de l'opération Torch, nov. 1942 – débarquement en Afrique du Nord).

§2. La résistance intérieure

En zone occupée, la résistance cherche ses marques : d'abord actes isolés de sabotage. 11 novembre 1940 : 1^{re} manifestation patriotique à l'Arc de Triomphe. Ensuite, elle va se structurer en réseaux et mouvements à l'histoire complexe.

Réseaux et mouvements

Les **réseaux** : assurer l'évasion vers Londres, la collecte de renseignements.

Les **mouvements** : sensibiliser et organiser la population + tâches de renseignements et de sabotage. En zone libre : trois grands mouvements :

- **Combat** : le plus important (Henri Frenay et Bertie Albrecht)
- **Libération** : socialistes et syndicalistes (Astier de la Vigerie)
- **Franc-Tireur** : communistes.

En zone occupée : 5 mouvements importants dont le **Front National** dominé par les communistes.

Le PCF dans la résistance

2 lignes s'affrontent : Duclos-Thorez, les staliniens sur une position neutraliste contre Tillon, viscéralement antifasciste. Flottement jusqu'en juin 1941. Cependant, l'activité syndicale clandestine permet au PCF de retrouver son enracinement ouvrier et prend mesure de son antifascisme.

Tournant : invasion de l'URSS en juin 1941. Front National : large recrutement et ambition de coiffer toute la résistance. Branche militaire = Francs-Tireurs et Partisans (FTP) est la première à organiser des sabotages et attentats systématiques. 1^{er} attentat contre un officier allemand dans le métro : jeune communiste, 21 août 1941 colonel Fabien. 20 octobre 1941 : officier abattu à Nantes -> 47 otages (presque tous communistes dont G. Moquet) sont exécutés à Chateaubriand (Loire-Atlantique). Entre août 1941 et novembre 1942 : 1500 otages fusillés (Mont Valérien).

La résistance des intellectuels

Vercors, *Le silence de la mer*, 1^{er} chef-d'œuvre de la résistance.

Témoignage chrétien, etc.

15.1.3. Les enjeux de la planification des résistances

§1. Vers la coordination

Jusqu'à la fin 1941, la résistance intérieure est très divisée : elle a besoin de se coordonner, de se donner un symbole unificateur et d'obtenir argent et soutien logistique de Londres. De Gaulle a besoin d'asseoir sa légitimité face aux Alliés et veut contrebalancer le poids des communistes. Janvier 1942, Jean Moulin est parachuté avec pour mission de coordonner les mouvements et de les organiser pour le combat : création de l'Armée Secrète. Juillet 1942 : la France Libre devient la France combattante.

Le tournant de 1942. L'occupation de la zone libre en novembre 1942 renforce les maquis qui grossissent avec les réfractaires du STO. Mais les résistants restent très minoritaires et menacés par la Gestapo et la Milice. Février 1943 : les mouvements de la zone Sud fusionnent (MUR : mouvements unifiés de résistance) et se rapprochent de ceux du Nord grâce à l'action de Jean Moulin qui réunit le 27 mai 1943 le Conseil National de la Résistance (CNR) à Lyon favorable à de Gaulle = 8 mouvements + 6 partis politiques + 2 syndicats. (21 juin 1943 : arrestation de Jean Moulin à Calluire, remplacé par Georges Bidault.)

C'est que le débarquement allié en Afrique du Nord a rendu très complexe la situation : les Américains jouent la carte des Vichyssois anti-nazis et anti-gaullistes en soutenant le général Giraud qui fait du vichysme sous protectorat américain. Les deux hommes président le CFLN : Comité Français de Libération Nationale fondé en juin 1943, siège d'intrigues complexes (imbroglio d'Alger). Malgré les succès de Giraud dans la libération de la Corse (septembre 1943), de Gaulle finit par évincer son rival et devient le seul chef du CFLN.

15.2. 1944 : La libération du territoire et ses enjeux

15.2.1. Les enjeux

§1. Préparer l'après-guerre

La résistance intérieure (le CNR) ne veut pas être le simple exécutant d'Alger : il adopte un programme de résistance le 15 mars 1944, un véritable programme politique et de réformes pour l'après-guerre comprenant : l'instauration d'une véritable démocratie politique et sociale, la dénonciation de la Troisième République, des réformes économiques (nationalisations). Churchill informe De Gaulle de l'imminence du débarquement en Normandie et de l'intention américaine de placer la France de Vichy sous administration militaire (l'AMGOT). L'enjeu est considérable : la France sera-t-elle sous tutelle alliée ou retrouvera-t-elle sa souveraineté ?

§2. Affirmer la souveraineté française face aux Alliés

De Gaulle fait vite... **3 juin 1944** : le CFLN devient Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF). **Février 1944** : l'Armée secrète et les FTP fusionnent dans les FFI : Forces Françaises de l'Intérieur. **Avril 1944** : les communistes intègrent le CFLN. **14 juin 1944** : De Gaulle visite la zone libérée et installe à Bayeux un commissaire de la République, mais il faudra attendre le 12 juillet et la rencontre de Gaulle-Roosevelt à Washington pour que le GPRF soit reconnu et puisse exercer les pouvoirs civils dans les territoires libérés.

15.2.2. La France libérée

§1. La France insurgée

Le débarquement du **6 juin 1944** s'accompagne de l'action des maquis dans la libération du territoire, provoquant en retour des atrocités des Allemands et de la Milice. (Massacres de Tulle, d'Oradour-sur-Glane, élimination du maquis des Glières, du Vercors). Les FFI liquident à l'Ouest les dernières poches de résistance allemandes et facilitent l'avance alliée dans le sillon rhodanien après le débarquement en Provence. Enfin, Paris se soulève le 19 août 1944 avec l'aide de la police et des FFI. La deuxième division blindée de Leclerc entre dans la capitale libérée le soir du 23 août 1944. **26 août 1944** : descente triomphale des Champs-Élysées (véritable sacre populaire qui renforce la légitimité du GPRF) et de Gaulle qui se rend à l'Hôtel de Ville où il refuse de proclamer la République.

§2. L'épuration

Les haines accumulées pendant les années d'occupation entraînent une épuration spontanée qui fait 9000 morts par exécutions sommaires. Leur succède une épuration conduite par la justice (juin-septembre 1944) : Pétain, condamné à mort, est gracié par de Gaulle, par contre Laval, Darnand, Brasillach et les principaux chefs de Vichy qui avaient trouvé refuge à Sigmaringen sont exécutés. 163 000 dossiers instruits pour 767 exécutions sur 7 000 condamnations à mort prononcées.

§3. Quels lendemains ?

À la fin août 1944, trois questions se posent : que va faire le PCF ? = Comment recueillera-t-il les fruits de sa participation à la Résistance tout en restant fidèle à Moscou ? Que vont devenir

les mouvements de résistance ? = Vont-ils se transformer en un grand parti politique ou retourner vers leurs formations politiques d'origine ? Quel sera le sort du « gaullisme » ? = La mystique gaulliste peut-elle devenir une force politique ou n'est-ce qu'une force circonstancielle ?

Chapitre 16.

Reconstruire la France et reconstruire la République (1944-1946)

16.1. Comment régénérer la République ?

16.1.1. Rétablir l'autorité républicaine

16.1.2. De Gaulle et la résistance intérieure

16.1.3. Renouveau politique et éclatement de la Résistance

16.1.4. Les forces politiques en 1945 : la mise en place du tripartisme

16.2. Une société française unie et renouvelée ?

16.2.1. L'enjeu de la reconstruction

16.2.2. Les réformes de la Libération

16.2.3. La guerre civile n'aura pas lieu

16.2.4. Le retour des absents

Chapitre 17.

Les grands modèles idéologiques après 1945

Chapitre 18.

La confrontation Est-Ouest jusqu'aux années 1970

Chapitre 19.

La guerre froide (1947-1955)

Introduction : la question de la responsabilité

La paternité de la formule « Guerre froide » revient au journaliste américain Walter Lippmann dès 1947. Cette formule désigne le conflit naissant au lendemain de la Seconde Guerre mondiale entre le monde communiste polarisé par l'URSS et le « monde libre » dominé par les États-Unis.

Il s'agit d'un conflit total : à la fois politique, surtout idéologique, mais aussi culturel, économique et, ponctuellement, militaire. La violence n'est pas exclue : morts de la guerre de Corée (1950-1953), victimes des répressions internes du bloc communiste à Budapest en 1956 et à Prague en 1968. Mais l'affrontement militaire direct entre les deux Grands n'a jamais eu lieu. Nulle part un soldat de l'Armée rouge n'a eu à affronter un GI ou un marine. C'est ce refus de la confrontation directe qui permet de parler d'un type de conflit nouveau, car, pour rappel, la dimension totale des conflits modernes est apparue avec la guerre de 1914-1918.

Qui est à l'origine de la Guerre froide ? Aujourd'hui, c'est une question largement dépassée au profit d'une réflexion plus globale sur la façon dont chacun des Alliés percevait sa propre sécurité nationale et poursuivait ses objectifs de puissance. Clé de lecture : c'est la tension entre sécurité et puissance qui expliquerait la dissolution de la Grande Alliance.

19.1. De la Grande Alliance à la rupture

Dater le début de la Guerre froide n'est pas aisé : les signes avant-coureurs apparaissent dès 1946.

19.1.1. 1946 : la montée des tensions

Staline est obsédé par la vulnérabilité extrême de l'URSS devant la supériorité militaire et économique des États-Unis. Il est persuadé que les États-Unis aspirent à l'hégémonie mondiale. L'arrêt du démontage des usines allemandes à transférer en Russie est pour lui une atteinte à son objectif prioritaire, à savoir la reconstruction de la puissance soviétique dans un pays dont la partie occidentale a été ravagée par la guerre (20 millions de morts côté soviétique). En conséquence, il accélère la soviétisation de l'Europe centrale et orientale au cours de l'année 1946 pour former à ses frontières un glacis protecteur.

Depuis Moscou, George Kennan, conseiller de l'ambassade américaine (22 février 1946), dans son « long télégramme », demande une politique de fermeté face à un Staline qui a renoué avec la rhétorique marxiste-léniniste réaffirmant l'irréversibilité d'un conflit entre les deux systèmes et qui, en dépit des accords de Yalta de février 1945, a entrepris la soviétisation de l'Europe orientale (Bulgarie et Roumanie).

Le 3 mars 1946, Winston Churchill prononce son célèbre discours à Fulton (université du Missouri) où il évoque le « rideau de fer » qui s'est abattu sur l'Europe, discours prononcé avec l'assentiment du président américain Harry Truman pour préparer l'opinion publique américaine à un nouveau conflit.

19.1.2. 1947 : la rupture

L'année 1947 marque réellement une rupture tant les problèmes se multiplient sur le plan international :

- en Chine, la guerre civile tourne à l'avantage des communistes de Mao Zédong aux dépens des nationalistes de Tchang Kaï Chek ;
- l'Indochine française a basculé dans une guerre coloniale à la fin de 1946 ;
- le sort de l'Allemagne et de la Corée n'est pas réglé ;
- la Turquie est déstabilisée par Moscou qui a des visées sur les détroits de la Mer noire ;
- la Grèce voit s'affronter une guérilla communiste soutenue par la Bulgarie, la Yougoslavie et l'Albanie et l'armée royale soutenue par 40 000 soldats britanniques.

Le tournant est l'effondrement de la puissance britannique en Méditerranée orientale. Dans cette région, la Grande-Bretagne, qui n'en a plus les moyens, continue d'occuper l'Égypte, Chypre, l'Irak, la Transjordanie et la Palestine où la tension entre les Juifs désireux de créer un État et les Arabes palestiniens est à son comble.

Le 24 février 1947, la Grande-Bretagne informe les États-Unis de son retrait prochain de Grèce. La Grèce, la Turquie, le monde arabe vont-ils à leur tour tomber sous la domination communiste ?

§1. La doctrine Truman

C'est dans ces conditions que, le 12 mars 1947, le président américain Harry Truman déclare au Congrès que les États-Unis sont prêts à prendre la relève des Britanniques en Grèce et en Turquie et réclame une aide de 400 millions de dollars.

Au-delà de ce cas spécifique, Truman élabore une doctrine définissant le rôle des États-Unis dans le monde de l'après-guerre : endiguer le communisme (le terme fera son apparition en juillet 1947).

Rompant avec l'isolationnisme traditionnel des États-Unis, il leur assigne d'être à la fois un rempart contre une puissance : l'URSS ; et un barrage contre une idéologie : le communisme ; et de prendre la tête du « monde libre ».

Dans son discours, Truman affirme vouloir à la fois maintenir la paix, diffuser la prospérité économique et faire triompher le modèle américain. Dès ce discours, il apparaît que l'instrument financier sera déterminant dans cette stratégie de *containment*. L'enjeu est d'électrifier les opinions publiques occidentales et signifier à Moscou que le temps des concessions est terminé. C'est l'acte de naissance de la guerre froide.

En mars-avril 1947, réunis à Moscou, les vainqueurs de 1945 échouent à trouver un accord sur le futur statut politique de l'Allemagne occupée.

§2. Le plan Marshall

En Europe de l'Ouest, le problème n'est pas seulement politique et militaire ; il est aussi économique. Les Américains sont très inquiets de l'échec de la première reconstruction et de la situation économique et sociale dramatique de l'hiver 1947 (froid, faim, pénuries...) favorables à l'agitation sociale entretenue par les communistes pourtant au gouvernement en France et en Italie.

Le 5 juin 1947, le secrétaire d'État, le général George Marshall propose aux Européens un plan d'aide collective pour assurer la reconstruction du continent. Plus prosaïquement, il s'agit pour les États-Unis de restaurer un ordre économique mondial plus sain. En juillet 1944, les accords de Bretton Woods ont consacré la suprématie du dollar américain, seule monnaie convertible en or ; l'année suivante sont créés le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque Internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). Mais cette réorganisation américaine de l'économie mondiale se heurte aux conséquences matérielles de la guerre. Les pays européens n'ont plus le moindre sou (dollar) pour régler leurs dépenses de

Le plan Marshall (après son élaboration, il fut officiellement appelé « Programme de rétablissement européen », en anglais *European Recovery Program : ERP*) fut un plan américain pour aider la reconstruction de l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale.

L'administration Truman le préféra au plan Morgenthau qui prévoyait de faire payer les réparations par l'Allemagne. En effet, plusieurs experts se souvenaient des effets désastreux d'une telle politique après la Première Guerre mondiale : la question des réparations allemandes avait en partie déclenché une hyperinflation, entravé la reprise économique et facilité la prise du pouvoir par les nazis. L'initiative fut baptisée, par les journalistes, du nom du Secrétaire d'État des États-Unis, le général George Marshall, qui, lors d'un discours à l'université Harvard (5 juin 1947) exposa la volonté du gouvernement des États-Unis de contribuer au rétablissement de l'Europe.

matières premières ou de biens d'équipements : c'est le *dollar gap*. L'Allemagne, la grande puissance industrielle du Vieux Continent, est exsangue : les Américains veulent encourager son redressement en l'incluant dans un projet global de redressement de l'Europe pour ne pas choquer les opinions, française notamment, victimes du nazisme.

L'autre objectif américain est de faire porter la responsabilité de la rupture à l'URSS car on était sûr de son refus, et de détacher certains pays d'Europe centrale de l'URSS, notamment la Tchécoslovaquie qui n'est pas encore une démocratie populaire.

Le plan Marshall fut perçu à juste titre par Staline comme une volonté d'encercler l'URSS et d'affaiblir son influence en Europe centrale et orientale. Il interdit à la Pologne et à la Tchécoslovaquie d'accepter le plan Marshall, les forçant à réorienter leurs économies vers l'URSS.

Seize pays vont accepter le plan Marshall avec une aide proportionnelle aux dommages causés par la guerre. Les deux grands bénéficiaires sont la France et le Royaume-Uni (90 % de l'aide en nature, 10 % en prêts). Pour répartir l'aide américaine est créée en 1948 l'OECE (l'Organisation Européenne de Coopération Économique) qui va favoriser la libéralisation des échanges intra-européens et jeter les bases d'une solidarité économique entre eux.

19.1.3. Les États-Unis, responsables de la Guerre froide ?

Faut-il en conclure que les États-Unis sont responsables du déclenchement de la Guerre froide ?

En fait, les États-Unis sont en position de force : en faisant le choix de l'arme financière – 15 % de leur budget de 1947 est consacré à l'aide extérieure – ils prennent une initiative stratégique qui leur permet d'être la grande puissance de l'après-guerre. Staline n'a pas les moyens de s'y opposer, mais à terme la volonté expansionniste et impérialiste soviétique est bien présente.

La guerre froide semblait donc inévitable. Pourtant, peut-on imaginer, dans un contexte nucléaire, un affrontement généralisé, militaire, deux années seulement après un conflit ayant fait 60 millions de victimes ?

Dans son ouvrage, *Le Grand Schisme* (1948) le philosophe libéral Raymond Aron réfléchit à la nouvelle donne internationale : pour lui, entre États-Unis et URSS, si « la paix est impossible, la guerre est improbable. ». Son jugement vaut prédiction, mais néanmoins, pour les sociétés concernées, à partir de 1947 et au moins jusqu'en 1962, la terreur nucléaire et la hantise d'un troisième conflit mondial sont une réalité.

19.2. L'affrontement des deux Grands

19.2.1. La Guerre froide commence en Europe

§1. La soviétisation de l'Europe centrale et orientale et la doctrine Jdanov

La politique extérieure de l'URSS est fondée sur une obsession de la sécurité, découlant de sa vulnérabilité à une attaque atomique américaine et de sa conviction d'une hostilité fondamentale du monde capitaliste. Elle a le comportement d'une citadelle assiégée et la volonté d'étendre sa zone d'influence sur toute l'Europe orientale. L'ensemble de ces États signent avec l'URSS et entre eux des traités dirigés contre l'Allemagne. Sur le terrain, Staline impose la constitution de « démocraties populaires » en liquidant les partis non marxistes dans les gouvernements de coalition formés après-guerre en Roumanie, Bulgarie, Pologne et Hongrie.

En septembre 1947, en Pologne, les représentants des Partis communistes (PC) de neuf pays européens (URSS, Pologne, Yougoslavie, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Tchécoslovaquie, Italie et France) créent un bureau d'information, le Kominform, qui donne l'occasion au représentant soviétique Andreï Jdanov de fixer la « doctrine » du camp communiste en réponse à Truman. Le monde est divisé en deux camps, un camp impérialiste et capitaliste dirigé par les États-Unis et un camp anti-impérialiste et anticapitaliste mené par l'URSS. Il invite les démocraties populaires à suivre le modèle soviétique.

Toutefois, en Yougoslavie, le maréchal Josip Tito, refuse au printemps 1948 l'alignement sur Moscou : le Kominform condamne publiquement Tito et le titisme comme un déviationnisme. C'est le premier schisme dans le bloc communiste.

Si la Turquie est vite débarrassée de la menace soviétique, en Grèce la guerre civile fait rage jusqu'en 1949 et s'achève sur le succès des forces gouvernementales appuyées par les Américains. La Finlande réussit à éviter la satellisation à l'URSS en s'accrochant à sa neutralité.

§2. Le coup de Prague (25 février 1948)

La Tchécoslovaquie est un cas particulier. En 1946, malgré un début de soviétisation, les élections libres remportées par les communistes ont débouché néanmoins sur un gouvernement de coalition qui se divise sur l'offre du Plan Marshall. L'agitation ouvrière orchestrée par les communistes pousse le pays à y renoncer. Le 25 février 1948, les communistes s'emparent du pouvoir et le président Edvard Beneš (francisé en Édouard Bénès) doit accepter un gouvernement entièrement communiste dirigé par Klement Gottwald, à l'exception du ministère des Affaires étrangères dirigé par Jan Masaryk. Celui-ci se suicide le 9 mars 1948. La frontière occidentale est fermée. Bénès démissionne le 7 juin 1948.

§3. Le pacte de Bruxelles (17 mars 1948)

Le coup de Prague a profondément marqué les Européens de l'Ouest. En réaction, les pays du Benelux, la Grande-Bretagne et la France signent le pacte de Bruxelles qui prévoit une assistance militaire automatique en cas d'agression. La menace soviétique qui se précise à propos de Berlin va les précipiter dans les bras des Américains.

§4. Le blocus de Berlin (23 juin 1948 -12 mai 1949)

La question allemande est la principale pomme de discorde entre les Alliés de 1945 à 1947. La Conférence de Londres (novembre-décembre 1947) s'est achevée sur une impasse totale, notamment sur la question du statut de Berlin.

En juin 1948, Français, Anglais et Américains tombent d'accord pour unifier leurs trois zones d'occupation, organiser des élections à une assemblée constituante et créer une monnaie commune, le *Deutsche Mark*, ouvrant la voie à la formation d'un État d'Allemagne occidentale. Cette réforme monétaire déplait aux Soviétiques qui ripostent par un blocus terrestre total de Berlin. C'est l'épreuve de force.

Les Américains réagissent immédiatement par un pont aérien qui va ravitailler la ville pendant un an, devenue un symbole de la défense du « monde libre ». En mai 1949, le blocus est levé. Le 23 mai 1949, la République fédérale d'Allemagne (RFA) est proclamée ; le 7 octobre 1949, l'URSS réplique avec la création de la République démocratique allemande (RDA). La division de l'Allemagne est désormais institutionnalisée.

19.2.2. La Guerre froide s'étend à l'Extrême-Orient

§1. La « perte » de la Chine et ses conséquences

Le 1^{er} octobre 1949, Mao Zedong proclame la République populaire de Chine pendant que les nationalistes se réfugient à Formose : c'est la naissance d'un autre nœud de la Guerre froide avec le maintien de deux Chines. Une alliance sino-soviétique conclue dès 1950 transforme la Chine en acteur majeur de l'affrontement Est-Ouest, notamment en Indochine et en Corée.

Face au basculement de la Chine dans le camp communiste, les Américains réagissent en apportant une assistance économique et militaire à Formose, à la France en Indochine et surtout ils font du Japon la sentinelle du monde libre en Extrême-Orient par le traité de San Francisco (1951) qui leur accorde de nombreuses bases en territoire japonais. Une seconde ligne défensive est constituée dans le Pacifique par un pacte de sécurité collective signé avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande (ANZUS).

§2. La guerre de Corée (1950-1953)

Mais le point le plus chaud reste la Corée qui voit le premier conflit ouvert de la Guerre froide même s'il demeure un conflit par procuration. Le 25 juin 1950, les troupes nord-coréennes franchissent le 38^e parallèle. L'explication de ce mouvement est l'agressivité redoublée d'un Staline vieillissant persuadé que la guerre avec l'Occident est inévitable et prêt à déclencher une troisième guerre mondiale.

La réaction de Truman est immédiate : adoption par l'ONU le 27 juin 1950 d'une résolution condamnant l'URSS (politique de la chaise vide) et nomination le 3 juillet 1950 de Douglas Mac-Arthur à la tête d'un corps expéditionnaire de l'ONU composé essentiellement de soldats américains.

L'engagement américain s'explique par la « perte de la Chine » qui a un effet dévastateur sur l'opinion publique américaine : le gouvernement se doit de réagir. Le budget militaire passe de 22,3 milliards de dollars en 1951 à 50,4 milliards en 1953 et surtout la politique d'endiguement devient mondiale et non plus européenne. Les États-Unis entrent dans le « dilemme de la sécurité » (Daniel Yerglin) : les dirigeants américains cherchent à réduire les menaces en s'appuyant sur des zones de plus en plus nombreuses et ce faisant augmentent le nombre de celles-ci.

L'engagement américain est également motivé par un souci de crédibilité pour l'Administration Truman : il s'agit de ne pas ouvrir la voie à d'autres agressions.

En septembre 1950, Mac-Arthur franchit le 38^e parallèle, conduisant la Chine à intervenir. Le refus de Washington d'utiliser l'arme nucléaire et le repli des troupes de l'ONU derrière le 38^e parallèle marque le début de la transformation de la guerre de Corée en une longue guerre de position particulièrement meurtrière avec des massacres de civils. Les États-Unis sont accusés d'utiliser des armes bactériologiques (vrai pour certains historiens américains), révélation

suscitant de grandes campagnes de protestation dans le monde orchestrées par les communistes (la plus célèbre à Paris contre « Ridgway la peste », ancien responsable des troupes en Corée nommé à la tête de l'Otan).

19.3. Les deux camps face à face : la naissance d'un monde bipolaire

19.3.1. Le camp atlantique

§1. La création de l'OTAN

La conviction que l'URSS représente un défi mortel pousse le « monde libre » à s'unir et à se réarmer. Les Européens, conscients du rapport de force, demandent aux États-Unis d'adhérer au Pacte de Bruxelles. Le 11 juin 1948, le Congrès adopte la résolution Vandenberg qui pose les bases légales de la présence permanente de troupes américaines en Europe et apporte un soutien au Traité de Bruxelles, ouvrant la voie au Pacte atlantique.

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) signé le 4 avril 1949 est un traité d'assistance mutuelle entre les États-Unis et douze de leurs alliés européens, complété par une alliance militaire après l'annonce de la bombe atomique soviétique en août 1949. L'OTAN se fixe pour mission d'assurer le réarmement conventionnel de l'Europe de l'Ouest et d'assurer sa sécurité sous la protection du « parapluie nucléaire » américain. La Grèce et la Turquie y adhèrent en 1952.

Ce traité est violemment contesté par l'URSS et ses relais en Occident, notamment par la campagne pacifiste de l'appel de Stockholm (19 mars 1950) orchestré par les communistes du monde entier.

§2. La guerre idéologique

La Guerre froide est surtout un affrontement idéologique : la lutte contre le communisme passe par la propagande et la mobilisation idéologique. En juillet 1947, le Congrès vote la création du Conseil national de sécurité et de la CIA. Véritable guerre psychologique fondée sur des appels à la révolte car évaluation très optimiste de l'emprise soviétique sur les pays de l'Est. Création en juillet 1950 d'une radio, Radio Free Europe, dont les émissions rappellent aux auditeurs qu'ils sont gouvernés par une puissance étrangère + exposition de la supériorité occidentale en termes de puissance militaire donc espoir de libération finale..., fort impact : cf.- insurgés de Budapest en 1956 convaincu qu'ils allaient recevoir une aide matérielle des États-Unis.

Doublées par des largages de millions de tracts + opérations paramilitaires clandestines dénoncées par le célèbre Kim Philby agent de liaison entre la CIA et le MI6, en fait espion soviétique.

Aux États-Unis, le sénateur McCarthy lance une violente campagne anti-communiste (9 février 1950) qui se transforme en une véritable « chasse aux sorcières » à l'encontre de tous ceux qui sont suspectés d'activités « anti-américaines ».

§3. *Roll back* et pactomania

En 1952, l'élection présidentielle américaine se joue sur l'anticommunisme : le général républicain Dwight Eisenhower est élu après avoir critiqué la politique démocrate de *containment* et proposé celle du *roll back* qui vise à refouler le communisme. Dans les faits, sa poli-

tique va se résumer à l'adoption de la doctrine des représailles massives qui consiste à répondre à toute attaque par l'arme atomique en n'épargnant aucun territoire et à la pactomanie.

Le nouveau secrétaire d'État, John Foster Dulles tisse un impressionnant réseau d'alliances. En Asie, il s'agit de contenir le communisme chinois et de faire échec à la « théorie des dominos » : des traités de défense sont signés avec la Corée du Sud (1953), le Pakistan, la Chine nationaliste, le Vietnam du Sud (1954) et surtout l'OTASE (Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est, 1954). Au Moyen-Orient, le pacte de Bagdad (ou Traité d'Organisation du Moyen-Orient, signé le 24 février 1955) regroupant la Turquie, l'Irak, le Pakistan, l'Iran et le Royaume-Uni crée un cordon protecteur aux frontières méridionales de l'URSS. En Amérique latine, les États-Unis favorisent l'invasion du Guatemala dirigé par un gouvernement pro-communiste.

19.3.2. Le camp oriental

Le Kominform sert à assurer la cohérence idéologique du bloc oriental. Cela se traduit par une sévère stalinisation : tout déviationnisme est proscrit et des purges et de grands procès écartent du pouvoir les dirigeants trop « nationaux » : Władysław Gomułka en Pologne (1949), László Rajk en Hongrie (1949), Rudolf Slánský en Tchécoslovaquie (1952). Jouissant de l'audience de nombreux intellectuels et artistes, les PC occidentaux sont mobilisés pour dénoncer l'impérialisme américain. Sur le plan économique, un Conseil d'Assistance Économique Mutuelle (CAEM ou COMECON) est mis en place en 1949 au profit de l'URSS.

Les États-Unis sont accusés de vouloir coloniser l'Europe comme l'Allemagne hitlérienne. Ils sont présentés comme un pays non démocratique à cause de la ségrégation raciale et livré à l'hystérie maccarthysme (cf. exécution des époux Rosenberg accusés d'espionnage en faveur de l'URSS).

19.3.3. Les premiers signes de dégel Est-Ouest

À la mort de Staline (mars 1953), la nouvelle direction soviétique collégiale a conscience que la logique d'affrontement a renforcé le camp occidental avec la création de l'OTAN – pire, favorise le réarmement allemand dans le cadre du projet de la CED (Communauté Européenne de Défense), tentative d'intégration militaire de la RFA dans le cadre d'une armée européenne soutenue avec force par les États-Unis.

À l'inverse, les positions soviétiques se révèlent fragiles en Europe centrale : en juin 1953, la Tchécoslovaquie est secouée par de grandes grèves dénonçant le marasme économique et la suppression des libertés ; en RDA, une véritable insurrection éclate à Berlin-Est et une grève générale frappe les principaux foyers industriels avec comme mot d'ordre le rejet du communisme. L'ordre est rétabli après l'intervention de l'armée soviétique et une répression sanglante.

En réaction, le nouveau dirigeant Gueorgui Malenkov initie une politique de libéralisation marquée par une amnistie partielle, la reprise des relations diplomatiques avec Tito et l'encouragement en Europe de l'Est de la production de biens de consommation. Sur le plan international, l'URSS multiplie les gestes de détente en contribuant à la signature de la paix en Corée et en Indochine. En mai 1955, en échange de sa neutralité, elle retire ses troupes d'Autriche. Ce climat de détente permet une première rencontre au sommet à Genève en juillet 1955 entre Dwight Eisenhower (président des États-Unis), Anthony Eden (Premier ministre de Grande-Bretagne), Edgar Faure (président du Conseil de France) et le maréchal Nikolaï Boulganine (président du Conseil des ministres de l'URSS) accompagné de Nikita Khrouchtchev. Cet « esprit de Genève » laisse espérer que la détente remplacera désormais la Guerre froide.

Cependant, la question allemande n'en reste pas moins le principal pôle de tensions entre l'Est et l'Ouest. Après l'échec de la CED en 1954, les États-Unis intègrent la RFA dans l'Otan. En réaction, les Soviétiques créent le Pacte de Varsovie le 14 mai 1955, traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle avec un commandement militaire unique confié à l'URSS qui assume le rôle de gardien du bloc.

À la conférence de Genève, le dialogue Est-Ouest bute sur la réunification allemande. Le voyage du chancelier Konrad Adenauer à Moscou en septembre 1955 permet l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays. En parallèle, l'URSS reconnaît la pleine souveraineté de la RDA.

À la fin de 1955, la Guerre froide s'estompe pour laisser place à la coexistence pacifique. Dans le même temps, la compétition Est-Ouest se transporte hors d'Europe, où l'URSS exploite la volonté d'émancipation coloniale qui se répand dans le Tiers Monde.

Chapitre 20.

La coexistence pacifique (1955-1962)

La coexistence pacifique désigne la période intermédiaire qui fait passer le monde de la confrontation des deux blocs à la détente. Elle ne signifie pas pour autant la fin de la guerre froide ni celle du monde bipolaire.

Elle se traduit d'abord par un nouveau mode de relations Est-Ouest qui a pour principale origine la « naissance du Tiers Monde » à la Conférence de Bandung en 1955. En proclamant leur intention pacifique de ne plus être instrumentalisé par les deux Grands, le Tiers Monde complique et enrichit les rapports Est-Ouest. La décolonisation qui s'accélère est le premier facteur de perturbation du monde bipolaire.

La confrontation idéologique décline comme en témoigne l'épuisement du maccarthysme remplacée par la compétition économique et la course aux armements. La coexistence pacifique ne signifie pas pour autant la fin des tensions comme en témoignent les crises majeures de Berlin en 1961 et de Cuba en 1962.

20.1. L'état des forces des deux superpuissances

20.1.1. Le « dessein » khrouchtchévien

§1. La déstalinisation

En février 1956, au XX^e Congrès du PCUS (Parti communiste de l'Union soviétique), Nikita Khrouchtchev, devenu le nouvel homme fort du régime, fait de la coexistence pacifique la nouvelle ligne de la politique étrangère soviétique, persuadé que l'URSS peut « rattraper et dépasser les États-Unis » grâce à la supériorité du modèle socialiste. La coexistence pacifique n'annule pas la compétition avec l'Occident capitaliste, mais la déplace sur le terrain économique et idéologique.

L'essentiel réside dans le rapport secret où Khrouchtchev dénonce les crimes de l'ère stalinienne et le culte de la personnalité. Dans ce texte, il admet la pluralité des voies dans l'édification du socialisme. La dissolution du *Kominform* (avril 1956) semble laisser aux démocraties populaires une plus grande indépendance vis-à-vis de l'URSS.

En 1959, Khrouchtchev prophétise l'avènement du communisme « à l'horizon des années 1980 ». Cet optimisme s'enracine dans un ensemble de politiques volontaristes. On assiste à un développement impressionnant de la puissance soviétique: développement intensif de l'agriculture et de l'industrie lourde.

§2. Ses limites

Deux facteurs vont cependant pousser Khrouchtchev, malgré son souhait d'apaiser les relations Est-Ouest, à des actions brutales et aventuristes.

- Le premier facteur : le schisme sino-soviétique.
Le refus de Mao de la déstalinisation (remise en cause de son propre pouvoir) et sa volonté de s'affirmer comme un modèle spécifique de développement socialiste suscep-

tible de rivaliser avec les deux Grands, provoque la suspension de la coopération militaire en juillet 1959, le refus de soutien dans le conflit sino-indien sur le Tibet (septembre 1959) et, enfin, durant l'été 1960, au rappel des conseillers et techniciens.

Parallèlement, il y a une utilisation habile par l'Albanie et la Roumanie de la rivalité URSS-Chine. En conséquence, Khrouchtchev doit camper sur des positions intransigeantes pour ne pas se faire ravir la place de leader du monde communiste par Mao.

- Le deuxième facteur : la conviction que les États-Unis sont une forteresse assiégée sur le déclin, ce qui se serait traduit par la récession économique en 1957-1958 et le début du mouvement des droits civiques (émeutes de Little Rock dans l'Arkansas). Khrouchtchev surestime les forces soviétiques et sous-estime les ressources américaines.

20.1.2. L'équilibre de la terreur

La diplomatie soviétique sait tirer parti du jeu de la dissuasion nucléaire vis-à-vis de la France et de l'Angleterre au moment de la crise de Suez et en intimidant l'Amérique par l'utilisation de ses succès dans l'espace.

§1. Le succès soviétique dans l'espace

4 octobre 1957 : lancement par l'URSS du premier satellite artificiel, le Spoutnik.

12 avril 1961 : Youri Gagarine est le premier homme dans l'espace.

Ces deux exploits scientifiques semblent prouver que l'URSS dispose de missiles à longue portée capable de frapper les États-Unis. Les Américains prennent conscience de leur retard, le *missile gap*. Ils s'inquiètent du déploiement de missiles soviétiques balistiques à moyenne portée (entre 500 et 1500 km) dirigés vers les capitales européennes.

Le 25 mai 1961, JFK (John Fitzgerald Kennedy) relève le défi en demandant un effort exceptionnel au Congrès pour la conquête spatiale. C'est aussi le début d'une nouvelle course aux armements qui vise non à anéantir l'adversaire mais à l'essouffler et à garder la supériorité.

§2. La nouvelle stratégie américaine

JFK veut toujours assurer la défense du monde libre mais, sous l'impulsion du secrétaire d'État Robert McNamara, les démocrates remplacent la doctrine des représailles massives par celle de la riposte graduée. Celle-ci vise à proportionner la riposte à la menace et implique la possession d'une panoplie d'armes complètes – des forces conventionnelles à de nouvelles armes nucléaires, les fusées *Polaris*.

Le Pentagone est profondément réformé avec une centralisation accrue. En fait, malgré les craintes américaines sur le *missile gap*, l'URSS est très en retard sur les États-Unis dans la course aux armements stratégiques. En 1962, Moscou dispose de 75 missiles intercontinentaux basés à terre et n'en fabrique que 25 par an. Les États-Unis en possèdent 294 et en fabriquent 100 par an. La supériorité américaine est encore plus écrasante avec les missiles sous-marins et les bombardiers intercontinentaux. En Europe, les États-Unis donnent l'arme nucléaire aux Britanniques et déploient des missiles tactiques (moins de 500 km) Jupiter en Italie et en Turquie.

§3. Les premières négociations pour le désarmement

L'autre conséquence de l'équilibre de la terreur est la relance du désarmement dont l'URSS se fait le champion. L'URSS décrète un moratoire sur les essais nucléaires, appuie les négociations pour interdire les essais dans l'atmosphère (1958). Mais, devant la lenteur d'un

désarmement généralisé, les deux Grands commencent à préparer des négociations entre eux et sectorielles.

20.1.3. Le rapprochement Est-Ouest

§1. La tension baisse en Europe

La principale manifestation de cette baisse de la tension sur le continent européen est la fin des politiques de libération de l'Europe de l'Est révélée par la position américaine lors de la révolution hongroise de Budapest à l'automne 1956. Aucun soutien américain = limogeage des Cold Warriors à Radio Free Europe et à la CIA = Washington abandonne toute velléité subversive derrière le rideau de fer et prône désormais la normalisation avec ces pays.

§2. La lutte commune contre le colonialisme européen

Apaisement de la Guerre froide en Europe = nouveau champ d'action dans le Tiers Monde. Américains convaincus que l'impérialisme européen fait le lit de l'influence soviétique + image ternie à cause de son soutien à la guerre d'Indochine menée par la France. Les Soviétiques : tout à gagner à soutenir l'émancipation des colonies.

Conséquence : les deux Grands côte à côte dans le mouvement d'émancipation des peuples.

Dans la crise de Suez (octobre-novembre 1956)

Dans la guerre d'Algérie (1954-1962)

La coexistence pacifique conduit URSS et États-Unis à atteindre un objectif commun : la mise à l'écart des puissances européennes, mais ce rapprochement Est-Ouest n'empêche pas des lignes de fractures apparaître, surtout dans le bloc communiste, et plusieurs crises d'éclater.

20.2. L'évolution des blocs

20.2.1. 1956 : La crise du communisme en Europe

§1. La crise polonaise

En juin 1956, la déstalinisation tourne à l'émeute à Poznan et voit s'affronter staliniens et antistaliniens. L'épreuve de force s'achève par l'élimination des staliniens et la réhabilitation de l'ancien secrétaire du parti, Władysław Gomułka, arrêté en 1951, qui revient au pouvoir en octobre après avoir rassuré Khrouchtchev sur le maintien de la Pologne dans le pacte de Varsovie.

§2. La crise hongroise

Dans ce pays, la déstalinisation prend une tournure dramatique. Sur fond de crise économique, l'effervescence politique commencée en juillet 1956 tourne en octobre à l'insurrection générale et nationale portant au pouvoir l'anti-stalinien Imre Nagy. Au début novembre 1956, le nouveau gouvernement proclame la neutralité de la Hongrie et le pluripartisme et dénonce le pacte de Varsovie.

L'URSS ne peut accepter cette remise en cause du dogme communiste ni la perte stratégique de bases militaires au centre de l'Europe. L'armée rouge entre dans Budapest

le 4 novembre 1956 et y brise toute résistance, arrêtant Nagy (il sera exécuté le 17 juin 1958) et installant János Kádár qui rétablit la toute-puissance du Parti Communiste et réintègre le pacte de Varsovie. La normalisation suit son cours avec 100 000 arrestations, 600 exécutions capitales. La crise hongroise a montré les limites de la libéralisation dans la voie de l'autonomie pour les satellites de l'URSS, le « grand frère.

20.2.2. La relance de la construction européenne

Dans le camp occidental, le fait majeur est la construction d'un ensemble économique européen susceptible de contrebalancer la puissance américaine. Après l'échec de la CED en 1954, la relance de la construction européenne se fait dans le domaine économique.

Lancées par la conférence de Messine en 1955, les négociations entre six pays européens aboutissent à la naissance du Marché commun avec la signature du Traité de Rome en 1957. Le marché commun est une union douanière qui prévoit d'aboutir par étapes à la libre circulation des biens, des capitaux et des hommes.

De son côté, le Royaume-Uni, qui a refusé d'entrer dans le Marché commun, tente de réaliser une vaste zone de libre-échange comprenant tous les membres de l'OECE avec l'objectif d'englober l'Europe des Six pour lui enlever toute sa spécificité. Devant le refus français, le Royaume-Uni crée l'AELE (Association Européenne de Libre Échange) avec le Portugal, la Suisse, l'Autriche et les pays scandinaves.

Les succès du Marché commun convainquent les Britanniques d'ouvrir des négociations d'adhésion dès 1961.

20.3. La coexistence pacifique et ses limites

Alors qu'on aurait pu croire la guerre froide terminée, celle-ci menace tout spécialement son épicerie, Berlin, à partir de 1958, mais elle affecte également les mondes extra-européens, en particulier Cuba. À travers le développement de ces deux crises, c'est un long apprentissage de la coexistence pacifique qui débouche sur la détente.

20.3.1. La rivalité dans le Tiers-Monde

Si accord autour de la décolonisation à la fin des années 1950, ensuite course-poursuite visant à créer dans le Tiers Monde des réseaux d'alliances et de clientèles = concurrence politico-économique.

§1. La séduction soviétique

Offensive de séduction soviétique très convaincante : complémentarité des économies + avantages commerciaux très avantageux (achat à perte) + crédits très bas = proximité des grands leaders du Tiers Monde avec le bloc soviétique: accords de coopération économique avec l'Inde de Nehru, des pays africains (Ghana, Guinée...), financement des grands travaux de Nasser.

+ Juillet 1958 : renversement du gouvernement pro-occidental d'Irak par le général Kassem (Abdul Karim Qasim), adepte du nationalisme nassérien

+ Prise du pouvoir de Castro à Cuba en 1959 = point d'orgue de la vague de déstabilisation des régimes pro-américains dans le Tiers Monde.

§2. Les handicaps américains

États-Unis handicapés par leur opposition au neutralisme dans les années 1950, la ségrégation raciale, leur lien avec les anciennes puissances coloniales, leurs coups d'États en Amérique latine... Leur soutien à Nasser en 1956 et au FLN algérien n'avait pas suffi à renverser leur mauvaise image (ex. : Richard Nixon, vice-président, lapidé lors de sa visite à Caracas en mai 1958).

Réactions américaines sur deux plans : soutien économique accru – cf. l'Alliance pour le progrès de

Kennedy à l'Amérique latine + renforcement de l'aide militaire

+ Réaction radicale : renversement du président brésilien João Goulart (ou Jango) qui refusait de rompre avec Cuba en 1964 + retour de la diplomatie de la canonnière avec une intervention militaire officielle en République Dominicaine en 1965.

20.3.2. L'enjeu de Berlin

§1. Berlin-Ouest, vitrine du « monde libre »

La présence occidentale à Berlin-Ouest est ressentie comme une remise en question permanente de l'édification d'une Allemagne communiste. En quinze ans, trois millions d'Allemands émigrent vers l'Ouest en profitant du statut de Berlin. Ce vote « avec les pieds » atteint la crédibilité de la RDA.

En novembre 1958, Khrouchtchev dénonce le statut quadripartite de Berlin et menace de signer un traité de paix séparée avec la RDA qui détiendrait ainsi le contrôle des voies d'accès à Berlin-Ouest.

La crise est très sérieuse, car il s'agit de savoir si les Américains sont prêts à risquer une guerre nucléaire pour la défense d'un petit territoire. Les Occidentaux refusent de régler le sort de Berlin en dehors d'un règlement d'ensemble de la question allemande.

Le voyage de Khrouchtchev aux États-Unis en septembre 1959 fait baisser la tension et les Occidentaux se rallient à sa proposition de réunir une conférence internationale pour résoudre le problème berlinois. Elle s'ouvre à Paris en mai 1960, mais elle achoppe sur le refus d'Eisenhower de présenter ses excuses à Khrouchtchev suite au survol du territoire soviétique par un avion d'espionnage U2. La tension réapparaît et Khrouchtchev se livre à un réquisitoire violent contre les États-Unis à l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 1960.

§2. La construction du « mur de la honte »

En juin 1961, Khrouchtchev propose à Kennedy lors de leur rencontre à Vienne, que Berlin devienne une ville libre dans le cadre d'un traité de paix avec les deux Allemagnes. Déçu par Kennedy qui ne donne pas suite, critiqué par Mao et pressé par Walter Ulbricht (président du conseil d'État de la RDA), Khrouchtchev avalise la construction du mur de Berlin dans la nuit du 12 au 13 août 1961 par les autorités est-allemandes.

L'hémorragie de la population est stoppée, mais le prix politique est considérable pour ce « mur de la honte » mélodramatiquement mis en scène par Kennedy dans son discours du 26 juin 1963 (« Ich bin ein Berliner »).

Dans les faits, le mur ne représente pas une réelle gêne pour Washington, car l'afflux de réfugiés risquait de déstabiliser la bonne santé économique de la RFA. Sa construction formalise le *statu quo* sur une Allemagne durablement divisée. Il a pour autre avantage de faire disparaître tout risque de dérapage en Europe entre Américains et Soviétiques. Pour preuve, l'Europe est délaissée, jusqu'au début des années 1980, au profit du Tiers Monde par les deux Grands.

20.3.3. La crise de Cuba : le bras de fer des deux superpuissances

§1. La révolution des *barbudos*

En décembre 1958, Fidel Castro renverse le dictateur Fulgencio Batista et veut libérer le pays de la tutelle économique américaine en se rapprochant de l'URSS. En juillet 1960, Che Guevara annonce l'appartenance de Cuba au camp socialiste tandis qu'une vaste réforme agraire nationalise les intérêts américains. En octobre 1960, la rupture est consommée : les États-Unis tentent d'asphyxier le pays en arrêtant leurs importations de sucre tout en préparant une intervention militaire avec des exilés cubains et la CIA. Mais le débarquement anti-castriste échoue lamentablement en avril 1961 dans la baie des cochons, humiliant Washington.

§2. Cuba choisit le camp socialiste

Castro bascule alors franchement dans le camp socialiste et Khrouchtchev, pour qui c'est une occasion inespérée, met en œuvre un vaste programme de soutien économique et envoie des instructeurs militaires. De son côté, Kennedy, pour enrayer la contagion castriste, propose en août-1961 à l'Organisation des États Américains un vaste programme d'aide, « l'Alliance pour le progrès », et obtient l'exclusion de Cuba.

Alors que l'OTAN vient de déployer des missiles Jupiter en Turquie, Khrouchtchev décide avec l'accord de Castro d'installer à Cuba en avril-mai 1962 des missiles nucléaires à portée intermédiaire pouvant frapper le territoire américain. En octobre, l'avion-espion U2 confirme qu'une moitié des missiles est déjà installée et que l'autre moitié est en cours d'acheminement.

Kennedy est confronté à un défi d'autant plus grave qu'il dépasse l'enjeu cubain. Les soviétiques cherchent-ils à mesurer la volonté de riposte des Américains ? Ou veulent-ils les contraindre à des concessions sur Berlin ?

§3. Kennedy « au bord du gouffre »

Kennedy va négocier « au bord du gouffre » : il annonce le 22 octobre 1962 que la marine américaine organise un blocus autour de Cuba pour empêcher l'arrivée des derniers missiles, et la mise en état d'alerte des forces américaines. Dans une conférence de presse télévisée, il dit assumer les risques d'un conflit nucléaire. Il obtient le soutien inconditionnel de Paris et Londres. Le monde est au bord de la troisième guerre mondiale. Le 26 octobre 1962, après de discrètes tractations, Khrouchtchev cède : il donne l'ordre à ses navires de faire demi-tour contre le renoncement américain à envahir Cuba. Les négociations secrètes aboutiront au démantèlement des missiles Jupiter (présentés devant le Congrès comme obsolètes). Le 28 octobre 1962, Khrouchtchev annonce le démantèlement des missiles sous contrôle de l'ONU. La fermeté de Kennedy face à la provocation soviétique lui confère un prestige exceptionnel.

La crise de Cuba est une date importante dans l'histoire des relations internationales. Elle constitue d'abord la vérification de la théorie de la dissuasion, avec l'escalade nucléaire suivie par un règlement pacifique. En outre, la crise a démontré la nécessité du dialogue entre les deux superpuissances. Elles ont pris conscience de leur responsabilité nucléaire et de la nécessité de rationaliser leurs rapports. La guerre froide appartient bien au passé : la coexistence pacifique peut se transformer en détente.

Conclusion

Coexistence pacifique marquée par des phénomènes contradictoires: ambition de superpuissances intactes, mais intérêt mutuel à s'entendre. C'est l'altération de leur puissance qui va pousser Américains et Soviétiques à lancer à la fin de la décennie 1960 une véritable détente fondée sur une réelle volonté de coopération.

Chapitre 21.

Les débuts difficiles de la Quatrième République (1947-1954)

21.1. Les élections de 1945 : le référendum du 21 octobre 1945

21.2. De Gaulle et les partis en conflit

21.3. La République du Tripartisme

21.3.1. Le Tripartisme définit le nouveau régime

21.3.2. La mise en place des institutions

21.4. La rupture du consensus intérieur

21.4.1. La fin du Tripartisme

21.4.2. La Guerre froide en France

21.4.3. La troisième force

21.5. Une République en crise permanente (1947-1954)

21.5.1. Les contradictions de la troisième force

Chapitre 22.
Renouveau et crise finale de la Quatrième
République (1954-1958)

Chapitre 23.
La genèse de la République gaullienne
(1958-1962)

Chapitre 24.

Les relations internationales de 1975 à 1991

Chapitre 25.

La Cinquième République à droite (1962-1981)

Chapitre 26.

Les Français et l'Europe

Chapitre 27.
Les Français, la République et l'identité
nationale

Chapitre 28.

Après 1991, un monde dominé par la *Pax Americana*

Les révolutions est-européennes et la réunification allemande font basculer le monde dans un nouveau système de relations internationales. Après la bipolarité, cette configuration apparaît difficile à définir : monde multipolaire ou système dominé par « l'hyperpuissance » américaine ? En effet, la première guerre du Golfe (1991) et l'implosion de l'URSS (1991) favorisent la domination sans partage des États-Unis malgré les progrès de l'intégration européenne.

La disparition de la guerre froide permet d'espérer un monde plus stable, moins belligère, mais la question posée est celle de sa régulation : Va-t-on vers un système de sécurité collective ou tout simplement vers l'hégémonie du gendarme américain ? Dans les faits, le monde qui émerge à partir de 1991 est loin d'être irénique et se caractérise par de nombreuses crises et une série de fractures.

Pourquoi le monde est-il instable et plus dangereux depuis la fin de la guerre froide ?

28.1. L'après-guerre froide : le leadership américain

Entre 1991 et 2001, débarrassé du concurrent soviétique, les États-Unis se retrouvent dans une situation inédite : seule grande puissance mondiale. Que vont-ils faire de cette puissance ?

28.1.1. Les illusions de 1991 : la proclamation d'un « nouvel ordre mondial » par George Bush

§1. La guerre du Golfe, premier conflit post-guerre froide

L'Irak envahit le Koweït en août 1990 déstabilisant une région essentielle pour l'approvisionnement énergétique des pays industrialisés. Sous l'égide de l'ONU, les États-Unis rassemblent une vaste coalition au nom de la défense du droit international avec le soutien de l'URSS qui ne bloque pas au Conseil de sécurité la résolution autorisant le recours à la force. L'opération « Tempête du désert » (300 000 soldats américains et 160 000 soldats de 31 autres nations) écrase rapidement l'Irak entre le 16 janvier et le 23 février 1991. Vaincue, l'Irak est mis sous tutelle de l'ONU, soumis à un embargo et à des inspections de son arsenal militaire.

Cette victoire personnelle de George (Herbert Walker) Bush annonce la nouvelle stratégie internationale américaine.

§2. Le triomphe de la démocratie libérale

La fin de la guerre froide est analysée par les Américains comme la victoire de leur modèle sur le communisme. Débarrassé du danger soviétique, fort de sa capacité à former une coalition pour mater Saddam Hussein, G. Bush propose un dessein ambitieux, celui d'un « nouvel ordre mondial » dans un discours à l'ONU. Ce « nouvel ordre mondial » symbolise le

triomphe de la démocratie libérale appuyée sur le marché et des régimes respectant les droits de l'homme et les libertés. G. Bush en appelle à la concertation entre les puissances, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et au caractère inviolable des frontières.

Il affirme que la politique internationale des États-Unis est désormais fondée sur deux grands principes : l'interventionnisme chaque fois que les « intérêts vitaux » du pays seront menacés et le multilatéralisme, c'est-à-dire le respect des résolutions de l'ONU avec la recherche de larges coalitions et « d'accords de sécurité mutuelle ». On peut alors parler d'un monde unipolaire, dominé par l'hyperpuissance américaine qui se pose en « gendarmes du monde ».

L'ambiance euphorique pousse certains intellectuels à proclamer « la fin de l'histoire » dans une approche hégélienne, la raison l'ayant emporté (théorisée par Francis Fukuyama, philosophe, économiste et chercheur en sciences politiques américain d'origine japonaise). L'espérance d'un « nouvel ordre mondial » est portée en outre par la vague de démocratisation qui gagne tous les continents. Le monde veut croire à des États-Unis promoteurs du droit international. Cependant, la multiplication des crises à venir allait vite ternir l'ambiance messianique du début de la décennie 1990.

§3. Premières remises en cause : la crise bosniaque et l'intervention en Somalie

À la même époque, les États-Unis interviennent aussi pour ramener la paix en Bosnie avec succès, mais cette victoire de la diplomatie américaine est vécue comme un échec du « nouvel ordre mondial ». En effet, trois des piliers du système international souhaité par les États-Unis ont montré leur fragilité pendant la crise bosniaque : l'ONU a été incapable de résoudre le problème seule, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes a permis la résurgence d'un ultranationalisme meurtrier et le caractère inviolable des frontières n'a pas été respecté.

Toutefois, c'est l'intervention américaine en Somalie (1993) qui porte le coup le plus rude aux ambitions de la *Pax Americana*. Justifiée par le combat contre la faim et l'anarchie, l'opération « Restore Hope » décidée par G. Bush et conduite par Bill Clinton est un fiasco. L'intervention « humanitaire » qui devait convaincre l'opinion publique internationale que les États-Unis ne se préoccupaient pas que de défendre leurs intérêts pétroliers en intervenant dans le Golfe est un échec. L'opinion publique américaine est révoltée par les images insoutenables du corps d'un pilote martyrisé dans les rues de Mogadiscio. Le 31 mars 1994, B. Clinton donne l'ordre à l'armée la plus puissante du monde faire retraite.

28.1.2. L'« *enlargement* » de Bill Clinton : retour au pragmatisme

Bill Clinton consacre l'essentiel de son énergie aux affaires intérieures et se désintéresse des affaires internationales, mais ne renonce pas pour autant au rôle de « pacificateurs en chef » des relations internationales. Cet interventionnisme pragmatique porte le nom de « *enlargement* » : il s'agit d'associer étroitement idéaux démocratiques (la mission historique des États-Unis) et intérêts économiques.

Ainsi, les États-Unis mobilisent le FMI et les banques privées au secours du Mexique et de l'Amérique latine touchée par la crise de la dette. Mais, c'est surtout le Proche-Orient qui retient toute l'attention de B. Clinton qui joue un rôle central de médiateur dans le processus d'Oslo qui aboutit le 13 septembre 1993 à la fameuse poignée de main entre Yasser Arafat et Itzhak Rabin à la Maison-Blanche. Le premier volet des accords d'Oslo est mis en œuvre : le transfert de la bande de Gaza à l'Autorité palestinienne. En octobre 1994, les efforts américains aboutissent à un accord de paix entre Israël et la Jordanie. Enfin en 1995 s'ouvrent les négociations sur le deuxième volet des accords d'Oslo : le transfert de la souveraineté de la Cisjordanie. Jamais la paix n'a paru aussi proche.

L'administration américaine soutient l'action de l'ONU contre la prolifération nucléaire : Al Gore obtient l'adhésion de l'Ukraine, de la Chine et de la Corée du Nord au TNP (Traité sur

la non-prolifération des armes nucléaires) qui est renouvelé pour une durée illimitée en 1995. En 1996, B. Clinton fait ratifier par le Sénat le traité Start II, puis en 1997 le traité international interdisant la production et l'utilisation d'armes chimiques. Enfin en 1996, B. Clinton signe avec 137 pays le traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE). En 1998, B. Clinton parraine l'accord dit « du Vendredi saint » qui marque le début du règlement de la guerre en Irlande du Nord.

Les États-Unis interviennent de manière déterminée à la fois sur le plan militaire et diplomatique dans la guerre en Bosnie et au Kosovo. En 1999, l'OTAN s'implante profondément en Europe de l'Est (Hongrie, République tchèque, Pologne) après avoir rassuré la Russie en signant un « partenariat pour la paix » qui approfondit au sein de l'Alliance atlantique la coopération politique et militaire avec la Russie. Cet élargissement re-légitime une OTAN dominée par les Américains et éloigne la perspective d'une européanisation de l'organisation.

28.1.3. L'impasse : l'image brouillée des États-Unis

Bill Clinton semble en mesure de transformer en réalité le fameux « nouvel ordre mondial ». Pourtant à la fin des années 1990, la politique américaine se fourvoie dans de nombreuses impasses.

D'abord la politique de « l'élargissement démocratique » connaît des exceptions de taille avec la Chine et la Russie. Les intérêts supérieurs du commerce sino-américain poussent B. Clinton au compromis avec Pékin en sacrifiant les droits de l'homme. Washington favorise l'entrée en 1999 de la Chine à l'OMC. Les États-Unis ferment également les yeux sur le déchaînement de violence des Russes en Tchétchénie. Mais les difficultés les plus sérieuses sont rencontrées au Moyen-Orient.

28.1.4. Les difficultés américaines au Moyen-Orient

Le processus d'Oslo vacille après l'assassinat d'Itzhak Rabin le 5 novembre 1995. Le successeur de Rabin, le travailliste Shimon Peres lance en avril 1996 l'opération « Raisins de la colère » contre le sud du Liban, ruinant les tendances conciliatrices de la Syrie.

Benyamin Netanyahou remporte les élections législatives en mai 1996 et mène une politique hostile au processus d'Oslo. Le transfert de la Cisjordanie à l'Autorité palestinienne est bloqué. Le retour au pouvoir des travaillistes conduits par Ehud Barak n'apporte pas d'amélioration tangible au dossier. Le 28 septembre 2000, l'intrusion d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem provoque l'éclatement de la seconde *Intifada*. Bill Clinton, en toute fin de mandat, tente par tous les moyens de sortir le conflit de l'impasse, mais sans succès.

Cette situation est d'autant plus dommageable aux États-Unis qu'elle freine leur politique en Irak, radicalisant les pays musulmans modérés qui dénoncent le caractère déséquilibré des sanctions prises contre l'Irak et le laisser-faire adopté envers Israël. La coalition anti-Irak de la première guerre du Golfe est en train de se défaire.

§1. Les prémices de l'unilatéralisme américain

Cette tendance est visible d'abord en Irak où avec leurs alliés britanniques, les États-Unis lancent l'opération « Renard du désert » en 1999 pour dénoncer les violations irakiennes en matière de détention d'armes.

Cet unilatéralisme est soutenu par un Congrès à majorité républicaine – notamment au Sénat où le président de la Commission des Affaires étrangères, Jesse Helms, conduit une politique conservatrice, voire isolationniste : en 1997, il torpille le sommet de Kyoto sur les gaz à effet de serre, puis refuse de ratifier, aux côtés de la Chine, de l'Irak, d'Israël et de la Libye, la création en 1998 de la Cour Pénale Internationale, tribunal à vocation permanente et univer-

selle chargé de juger des crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocides. Le Sénat revient sur un certain nombre d'accords sur le désarmement et montre une franche hostilité à l'encontre de l'ONU et son secrétaire général Boutros Boutros-Ghali dont il empêche la reconduction.

§2. Un bilan des années 1990

Les années 1990, si elles ont vu progresser la mondialisation économique, ne permirent pas l'émergence d'une véritable société transnationale, malgré l'essor des ONG. La paix dans le monde repose encore sur la bonne volonté des grandes puissances dont la première d'entre elles, les États-Unis. Durant ses deux mandats, Bill Clinton s'est efforcé de confirmer le leadership américain, c'est-à-dire une hégémonie mondiale qui apparaisse comme légitime à ses alliés. En même temps qu'il défendait de façon unilatérale les intérêts de son pays, il soutenait l'approche multilatérale de sa secrétaire d'État, Madeleine Albright, qui parlait « d'empire bienveillant » ou de « nation indispensable ». L'arrivée au pouvoir de George Walker Bush en janvier 2001 et les attentats du 11 septembre 2001 font s'évanouir l'espoir d'une stabilisation des relations internationales.

28.2. Les États-Unis font le choix de l'unilatéralisme

28.2.1. L'hyperpuissance américaine et les attentats du 11 septembre 2001

§1. L'orientation politique de l'administration Bush avant le 11 septembre 2001

Le gouvernement de G. W. Bush fait la part belle à la droite nationaliste américaine convaincue de la supériorité morale des États-Unis et qui veulent asseoir la puissance du pays si besoin est par une politique unilatérale et hégémonique.

De plus, la droite chrétienne fondamentaliste (ex. : John Ashcroft, ministre de la Justice) influence fortement sa politique. Elle professe dans le domaine international les idées suivantes : la civilisation américaine, malgré ses défauts, étant la plus proche des projets de Dieu, doit diriger seule les affaires du monde afin de mener à l'objectif suprême, la rechristianisation de la planète. Les Européens sont perçus comme des athées décadents. Quant à l'ONU, elle est une institution diabolique qui vise à détruire la puissance américaine. Ce courant religieux est en outre très favorable à la politique menée par Ariel Sharon en Israël, considérant que l'éviction de l'Islam en Israël est le premier pas vers une « rédemption » chrétienne du pays puis du monde.

Les néo-conservateurs forment le noyau dur de l'Administration Bush avec Donald Rumsfeld, chef du Pentagone, Paul Wolfowitz son numéro deux et Richard Perle. Ils gardent de leur passé démocrate, la foi wilsonienne d'une diffusion de la liberté et de la démocratie, mais sont convaincus que pour y parvenir les États-Unis doivent user de leur puissance militaire. Ils rejettent l'approche multilatérale des problèmes mondiaux.

§2. Les attentats du 11 septembre 2001 et leurs premières conséquences

Le 11 septembre 2001, pour la première fois de leur histoire, les États-Unis sont frappés sur leur territoire par des attentats d'une ampleur inégalée. Après les deux tours du *World*

Trade Center, le Pentagone fut frappé par un troisième avion détourné, un quatrième destiné à la Maison-Blanche ou à une centrale nucléaire s'écrasait en Pennsylvanie. Les attentats ont fait 2 752 morts et furent attribués à la nébuleuse terroriste Al-Qaida, financée et dirigée par le Saoudien Oussama ben Laden. Ce groupe avait déjà perpétré des attentats contre le WTC en 1993, contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie et contre le navire *US Cole* au large du Yémen en 2000.

Les morts et la destruction de lieux hautement symboliques de la puissance américaine causèrent un traumatisme profond chez les Américains qui se traduisit par un regain patriotique qui permit à l'Administration Bush de brouiller la frontière entre la sécurité intérieure et extérieure comme le démontre l'adoption du *Patriot Act* en octobre 2001 qui viole plusieurs droits fondamentaux. Le sort réservé aux prisonniers de Guantanamo est le symbole de cette dérive sécuritaire en rupture avec la tradition démocratique américaine.

§3. La guerre en Afghanistan

Les États-Unis lancèrent en Afghanistan, pays d'accueil des bases d'Al-Qaida, une vaste opération militaire avec le soutien de l'ONU en octobre 2001 à la tête d'une coalition de tous leurs alliés. Le régime des talibans n'y surviva pas, mais leur chef, le mollah Omar et surtout Oussama ben Laden échappèrent à la traque. Un gouvernement de coalition des différentes ethnies, sous la direction d'Hamid Karzai est mise en place. Ce choix d'une réponse réfléchie et concertée à l'intense émotion née des attentats fut grandement apprécié par les Européens..., qui allaient vite déchanter devant la suite de la politique américaine vis-à-vis de l'Irak.

28.2.2. L'intervention américaine en Irak (2003)

§1. Les motivations américaines

Officiellement, G. W. Bush poursuit deux objectifs. Le premier est la dénonciation de « l'axe du Mal » (discours sur l'état de l'Union, janvier 2002) : il faut empêcher S. Hussein d'avoir accès à des armes de destruction massive. Le président appelle à une guerre « préventive », c'est-à-dire l'attaque d'un pays dont on est sûr qu'il va vous attaquer. La mise en œuvre de cette guerre préventive marque un tournant de la stratégie militaire américaine, traditionnellement méfiante vis-à-vis du combat armé, vu comme une solution du dernier recours. Le second argument justifiait l'engagement américain par la défense de la démocratie, puisqu'il s'agissait de libérer le peuple irakien d'un dictateur sanguinaire.

La faiblesse des argumentations officielles a nourri toutes les spéculations sur les raisons supposées de la guerre contre l'Irak : motivations idéologiques et économiques (guerre du pétrole ?).

§2. Le front du refus

Les opinions publiques aux États-Unis et surtout en Europe se mobilisent fortement contre le projet Bush. Les gouvernements européens se divisèrent sur l'attitude à adopter : la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne, la Pologne, le Portugal, le Danemark, la Hongrie s'alignent sur Washington contre S. Hussein, bientôt rejoints par les pays baltes, la Slovaquie et la Slovaquie. D. Rumsfeld eut ainsi beau jeu d'opposer en février 2003 l'ancienne Europe, symbolisée par la France et l'Allemagne, à la nouvelle Europe, d'autant que les États-Unis pouvait compter sur l'alignement sans condition de Tony Blair sur leur politique.

C'est la France qui mène au sein du Conseil de sécurité la bataille contre l'intervention programmée des États-Unis en Irak, menaçant d'utiliser son droit de veto (discours de Dominique de Villepin). La fronde européenne est soutenue par la Russie.

§3. La guerre en Irak (mars-avril 2003) et ses conséquences

Le 20 mars, les forces américaines et britanniques lancent les hostilités, fondées sur des bombardements massifs puis sur des débarquements terrestres, les Britanniques au Sud-est et les Américains marchant sur Bagdad qui tombe sans difficulté le 9 avril 2003. Ces opérations déclenchées sans l'aval de l'ONU étaient-elles illégales ? Les Américains répondirent par la négative en s'appuyant sur leur droit à la légitime défense après les attentats du 11 septembre 2001.

La première conséquence de cette guerre en Irak est la détérioration des relations atlantiques : vague de francophobie aux États-Unis et en parallèle, anti-américanisme en Europe. La deuxième conséquence est la mise en difficulté de l'ONU accusée par Richard Perle d'être un « lieu corrompu et illégitime ». Mais la plus grave des conséquences concerne l'Irak : tout d'abord, il est établi que S. Hussein (arrêté en décembre 2003) ne possédait pas d'armes de destruction massive, mais surtout le pays est au bord de l'implosion avec le soulèvement d'une partie des chiites et la sécession des Kurdes au Nord. La guerre a permis à *Al Qaïda* de s'implanter en Irak et les attentats anti-américains se multiplient tandis que les Américains sont incapables d'assurer la sécurité du pays. Parallèlement, le scandale des tortures infligées aux prisonniers américains jette une ombre sur l'image des États-Unis.

Face à ces désordres internes, la coalition menée par les États-Unis vacille. Les Espagnols touchés par un attentat très meurtrier à Madrid (11 mars 2004 - 200 morts) perpétré par des proches d'*Al Qaïda* se retirent d'Irak en juin. En 2005, pour stabiliser la situation, les États-Unis sont obligés de réintroduire l'ONU dans le jeu afin de mettre en place un gouvernement intérimaire et rendre à l'Irak sa souveraineté.

28.3. Les autres puissances (hors U.E.) face à l'hyperpuissance américaine

Les autres puissances ne restent pas inertes face aux évolutions de la politique extérieure américaine.

28.3.1. La Chine veut rivaliser avec la puissance américaine

La Chine est la seule puissance émergente à s'engager dans un effort de modernisation militaire visant à répondre à une menace américaine : c'est un bouleversement géostratégique majeur du monde de l'après-guerre froide.

Elle dispose de nombreux atouts, outre son impressionnante croissance économique. Elle est membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, elle est un des trois pays capables d'envoyer des hommes dans l'espace (les taïkonautes), son budget militaire a été multiplié par trois entre 1990 et 2000. De fait, il règne entre les États-Unis et la Chine un parfum permanent de « guerre froide ». Les points de friction sont nombreux. Ils concernent les principes démocratiques (question des droits de l'homme, respect du statut démocratique de Hong Kong, répression au Tibet...), mais aussi les enjeux géostratégiques (prolifération nucléaire, question de Taïwan, projet américain du « bouclier antimissiles ») et sont enfin de nature économique (droit de propriété intellectuelle, contrefaçon, pénétration du marché américain).

Cependant, malgré le choix d'une diplomatie de « grande puissance », la Chine doit composer avec les États-Unis qui accueillent 21,5 % de ses exportations en 2002 contre 8 % en 1990. Du côté de Washington, les lobbies en faveur d'une pénétration industrielle et commerciale du gigantesque marché chinois contribuent à ménager les susceptibilités chinoises, notamment sur les droits de l'homme. Néanmoins, la Chine se range fermement dans le camp du refus à l'unilatéralisme américain tout en n'utilisant pas son droit de veto lors de la seconde guerre en Irak en 2003. Aujourd'hui, malgré des tensions fortes sur le yuan et les nombreux contentieux

commerciaux, certains observateurs évoquent la formation d'un « duopole » sino-américain à l'échelle mondiale.

28.3.2. L'Inde : priorité au développement

L'Inde reste une puissance militaire et économique relativement faible. Marginalisée sur la scène internationale avec l'échec du mouvement des non-alignés, l'Inde cherche d'abord à s'intégrer dans la mondialisation en se rapprochant des États-Unis. Elle reste cependant très jalouse de son indépendance et privilégie une diplomatie tournée à la fois vers l'UE et surtout la Russie qui la soutient dans le dossier du Cachemire face au Pakistan et celui de sa candidature à un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU.

28.3.3. La Russie ou comment redevenir une puissance mondiale

La Russie a hérité les attributs de la puissance soviétique : des richesses naturelles, des forces militaires impressionnantes, un arsenal nucléaire et un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Mais, le pays paie au prix fort la transition vers l'économie de marché dans les années 1990 (corruption et développement des mafias, conflits régionaux liés au séparatisme – première guerre de Tchétchénie (1994-1996) – et attentats terroristes). Moscou est devenue une capitale « régionale » qui a des difficultés à assumer sa doctrine de « l'étranger proche » formulée en 1993, c'est-à-dire sa capacité à intervenir dans l'espace de l'ex-URSS.

L'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en mars 2000 (réélu en 2004) amène une certaine stabilisation, mais au prix d'un autoritarisme grandissant qui liquide la liberté d'expression (contrôle par l'État de toutes les télévisions privées). Poutine relance le sentiment « grand-russe », un ultranationalisme qui conduit à la deuxième guerre de Tchétchénie (1999-2000) marquée par de graves violations des droits de l'homme.

Marginalisée à l'échelle mondiale, la Russie doit par ailleurs se rapprocher des États-Unis et de l'UE afin d'obtenir les crédits nécessaires à sa modernisation économique. En échange, Moscou doit accepter l'élargissement de l'OTAN à partir de 1997 vers l'Europe de l'Est comme l'installation de bases américaines en Asie centrale. Après le 11 septembre 2001, Poutine rejoint le camp américain en lutte contre le terrorisme islamique assimilé à la question tchétchène. En 2002, un conseil OTAN-Russie est créé. Ce sont autant d'avancées de l'impérialisme américain vécues par l'opinion publique russe comme une humiliation.

C'est pourquoi Poutine menace d'user de son droit de veto en 2003 contre l'intervention anglo-américaine en plus des relations anciennes et très étroites entre Saddam Hussein et l'ex-URSS. Les États-Unis prennent alors conscience qu'ils ont eu tort de sous-estimer l'importance de la Russie sur le plan international. Si la Russie a intérêt à conserver de bonnes relations avec les États-Unis, elle entend le faire sur un pied d'égalité et n'hésite plus à faire usage de la force comme en Géorgie en 2008 pour rappeler quel est son « pré carré ». L'arme énergétique (cf. les crises successives avec l'Ukraine) est une menace agitée en permanence face à l'UE.

28.3.4. Le Japon : des ambitions limitées

Le Japon n'est pas une puissance globale : sa sécurité est assurée par les États-Unis et sa constitution « pacifiste » lui interdit toute initiative militaire même si son budget militaire – à destination de ses forces d'autodéfense – est colossal. Il cherche néanmoins à s'affirmer sur la scène internationale : depuis 1992, son armée est autorisée à participer à des opérations de maintien de la paix dans le cadre de l'ONU, mais c'est sous la pression américaine qu'il a envoyé des troupes en Irak en 2003, mais seulement pour des missions non combattantes. Il revendique une place de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Conclusion

Le monde du XXI^e siècle ne ressemble ni à l'Europe du Congrès de Vienne (1815), ni à la vision optimiste ou cauchemardesque de quelques essayistes à succès. La réalité est plus complexe. À coup sûr les États-Unis, avec leur poids économique, financier, leurs ressources technologiques et militaires sont, dans le monde de l'après-guerre froide, la seule puissance mondiale.